

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objet de décrire notre performance des deux derniers exercices et de fournir de l'information sur notre situation financière et nos perspectives d'avenir, telles que la direction les perçoit. Nous recommandons au lecteur de le lire en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels de 2020 et de 2019, puisqu'il vise à les compléter. Il contient des énoncés prospectifs qui comportent des risques et des incertitudes pouvant faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de manière importante des résultats annoncés dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs portent notamment sur nos perspectives sur trois ans, notamment la description de notre nouveau programme de transformation, et sur nos attentes à l'égard de la conjoncture économique en général (y compris les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur l'économie américaine et mondiale) et des tendances du marché, de même que sur leur incidence prévue sur nos secteurs d'activité. Pour obtenir de l'information supplémentaire au sujet des énoncés prospectifs, des principales hypothèses et des risques importants qu'ils comportent, veuillez vous reporter aux rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Perspectives » et « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ». Le présent rapport de gestion est en date du 3 mars 2021.

Le présent rapport de gestion contient les principales rubriques suivantes :

Résumé – Un aperçu de nos activités et des faits saillants financiers	38
Résultats d'exploitation – Une comparaison entre les résultats de l'exercice et ceux de l'exercice précédent	46
Situation de trésorerie et sources de financement – Une analyse de nos flux de trésorerie et de notre dette.....	59
Perspectives – Les tendances, nos priorités (notamment un exposé sur notre nouveau programme de transformation) et nos perspectives financières sur trois ans, y compris les principales hypothèses et les risques importants	68
Transactions entre parties liées – Une analyse des transactions avec The Woodbridge Company Limited (« Woodbridge »), actionnaire majoritaire et contrôlant, ainsi que notre ancienne participation dans Refinitiv	72
Événements postérieurs à la date de clôture – Une analyse des événements importants qui se sont produits après le 31 décembre 2020 et jusqu'à la date du présent rapport de gestion	74
Changements touchant les méthodes comptables – Une analyse des changements apportés à nos méthodes comptables.....	74
Estimations comptables et jugements critiques – Une analyse des estimations et des jugements critiques formulés par notre direction pour l'application des méthodes comptables.....	74
Renseignements supplémentaires – D'autres informations obligatoires à fournir	75
Annexes – Des informations supplémentaires, notamment en ce qui a trait à la performance de Refinitiv	78

Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes « nous », « nos », « notre », la « société » et « Thomson Reuters » font référence à Thomson Reuters Corporation et à nos filiales.

Base de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en dollars américains conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Renseignements supplémentaires » du présent rapport de gestion pour des informations sur les ajustements des résultats sectoriels des périodes précédentes.

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesures financières non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, nous analysons nos résultats sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS. Nous utilisons des mesures financières non conformes aux IFRS à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne et dans le cadre de l'établissement de nos perspectives commerciales. Nous sommes d'avis que ces mesures financières non conformes aux IFRS permettent une meilleure analyse de notre rendement. Les mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs, et elles ne devraient donc pas être considérées comme un substitut aux mesures du rendement financier calculé selon les IFRS.

Nos mesures financières non conformes aux IFRS comprennent :

- le BAIIA ajusté et la marge connexe;
- le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et la marge connexe;
- le résultat ajusté et le résultat ajusté par action;
- la dette nette et notre ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté;
- les flux de trésorerie disponibles;
- le rendement du capital investi.

Nous présentons également les variations de nos produits des activités ordinaires, de nos charges d'exploitation, de notre BAIIA ajusté et de la marge connexe, ainsi que de notre résultat ajusté par action, avant effet du change ou en « devises constantes ». Ces mesures excluent la distorsion qu'entraîne l'incidence des fluctuations du change afin d'améliorer la comparabilité des tendances que nos entreprises affichent d'une période à l'autre. Pour permettre une analyse plus poussée de la croissance des produits des activités ordinaires de nos entreprises actuelles en devises constantes, nous présentons la croissance interne des produits des activités ordinaires (définie dans le glossaire ci-après et à l'annexe A).

Il y a lieu de se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir une description des mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et des raisons pour lesquelles, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance, notamment de notre capacité à générer des flux de trésorerie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » ainsi qu'aux annexes B et D du présent rapport de gestion pour des rapprochements de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Glossaire – termes clés

Nous utilisons dans le présent rapport de gestion les termes suivants.

Terme	Définition
3 grands secteurs	Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité
Blackstone	The Blackstone Group et ses filiales
pb	Points de base – un point de base correspond à 1/100 ^e de 1 %; 100 pb équivalent à 1 %.
programme de transformation	Initiative pluriannuelle qui vise à transformer notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et la faire passer de fournisseur de contenu à société technologique de premier plan axée sur le contenu
devises constantes	Mesure non conforme aux IFRS établie en appliquant les mêmes taux de change à la période considérée et à la période correspondante de l'exercice précédent
COVID-19	Nouvelle souche de coronavirus qui a été qualifiée de pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé en mars 2020
RPA	Résultat par action
secteur Activités financières et risque	Notre ancien secteur Activités financières et risque, qui correspond maintenant à l'entreprise Refinitiv de LSEG
vente ou transaction du secteur Activités financières et risque	Vente, conclue le 1 ^{er} octobre 2018, d'une participation de 55 % dans le secteur Activités financières et risque à des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone
LSEG	London Stock Exchange Group plc
s. o.	Sans objet
n. s.	Non significatif
croissance interne	Mesure non conforme aux IFRS reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles, en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives.
transaction visant LSEG et Refinitiv	Entente conclue avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone visant la vente de Refinitiv à LSEG
Refinitiv (maintenant l'entreprise Refinitiv de LSEG)	Dénomination de notre ancien secteur Activités financières et risque en date de la clôture de la transaction du secteur Activités financières et risque. Nous détenions une participation de 45 % dans Refinitiv entre le 1 ^{er} octobre 2018 et le 29 janvier 2021.
\$ et \$ US	Dollars américains

Résumé

La société

Thomson Reuters est un fournisseur de services d'information pour entreprises de premier plan. Nos produits comprennent des logiciels et des outils hautement spécialisés axés sur l'information et destinés aux professionnels du droit, de la fiscalité, de la comptabilité et de la conformité, ainsi que ceux de Reuters, l'agence de presse dont la présence est la plus importante à l'échelle internationale.

Nous comptons cinq secteurs à présenter soutenus par le siège social :

Professionnels du droit



Ce secteur propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales. Son offre est axée sur des services de recherche en droit conviviaux propulsés par des technologies de pointe et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.

Grandes sociétés



Ce secteur propose aux entreprises clientes, tant des petites entreprises que des organisations multinationales, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, la gamme complète des solutions technologiques de contenu que nous offrons à l'intention de leurs professionnels du droit, de la fiscalité, de la réglementation, de la conformité et des TI à l'interne.

Fiscalité et comptabilité



Ce secteur propose aux professionnels en fiscalité, en comptabilité et en audit des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets au monde, qui sont servis par notre secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux axés sur des solutions fiscales conviviales et des solutions de gestion automatisée des processus fiscaux.

Reuters News



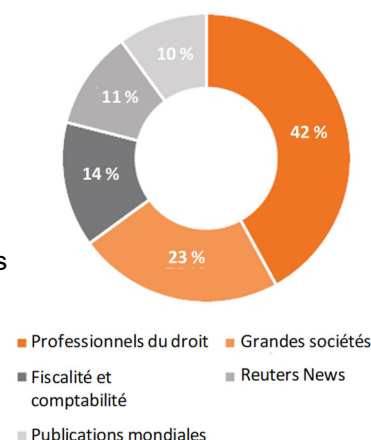
Ce secteur est un fournisseur de nouvelles économiques, financières, nationales et internationales à l'intention des professionnels par l'intermédiaire de terminaux de bureaux, notamment par Refinitiv, de groupes de médias du monde entier et d'événements sectoriels et directement aux consommateurs.

Publications mondiales



Ce secteur fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.

Produits des activités ordinaires pour 2020



Le siège social assure la gestion centralisée des activités commerciales et technologiques, notamment celles visant nos capacités de vente, l'expérience client numérique et l'élaboration de produits et de contenus. Il assure également la gestion centralisée de diverses fonctions telles que les finances, le contentieux et les ressources humaines.

Notre modèle d'entreprise et les principales caractéristiques de notre exploitation

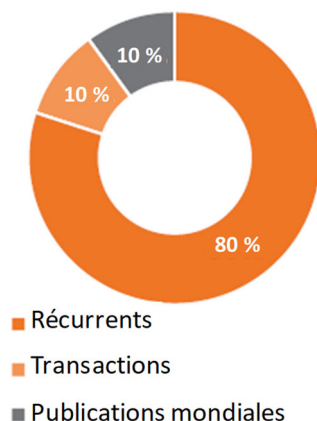
Nous réalisons la plus grande partie de notre chiffre d'affaires en vendant de l'information et des solutions logicielles à nos clients, principalement au moyen de services électroniques et d'abonnements. Nos solutions conjuguent nos connaissances approfondies du domaine avec des logiciels et des outils d'automatisation de pointe. Nous croyons que nos solutions de gestion des flux de travaux rendent nos clients plus productifs en simplifiant leur exploitation, ce qui leur permet de se concentrer sur des activités de plus grande valeur. Un grand nombre de nos clients ont intégré nos solutions dans leur flux de travail, ce qui nous permet d'enregistrer un taux de fidélisation élevé. Nous sommes d'avis que beaucoup de clients font confiance à Thomson Reuters en raison de notre feuille de route de fiabilité, de notre compréhension approfondie de leurs activités et de leurs secteurs d'activité, et du fait que nous leur fournissons des services sur lesquels ils peuvent compter pour naviguer dans un monde numérique de plus en plus complexe et en constante évolution.

Au fil des ans, notre modèle d'entreprise nous a permis d'utiliser judicieusement notre capital, de générer de la trésorerie, de conserver notre position de leader et de tirer parti de nos possibilités de croissance sur nos segments de marché de prédilection. Le tableau qui suit contient une description de quelques-unes des caractéristiques principales de nos activités et de notre exploitation.

Attrait des secteurs	Équilibre et diversification	Attrait du modèle d'entreprise	Situation concurrentielle avantageuse	Politiques financières rigoureuses
- Les activités de nos 3 grands secteurs sont exercées sur un marché actuellement estimé à 28 G\$, qui devrait progresser de 6 % à 8 % au cours des cinq prochaines années - Nos secteurs du droit, de la fiscalité et du gouvernement sont prêts pour des produits innovateurs axés sur le contenu	- Chef de file des segments de marché clés Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité - Entreprises résilientes, historiquement stables, ce que confirme notre performance pendant la pandémie de COVID-19 - Environ 500 000 clients, le plus important client comptant pour environ 2 % des produits des activités ordinaires (compte non tenu du contrat de nouvelles et de contenu éditorial de Refinitiv*)	80 % des produits des activités ordinaires sont récurrents 90 % des produits des activités ordinaires sont tirés de produits électroniques, de logiciels et de services - Des capacités de génération de trésorerie solides et continues	- Nos contenus exclusifs et nos données et notre expertise spécialisées, conjugués à l'intelligence artificielle et à l'apprentissage machine, constituent nos principaux facteurs de différenciation - Produits bien intégrés dans le flux de travail quotidien des clients - Taux de rétention de 90 %	- Axées et reposant sur la croissance interne des produits des activités ordinaires et la croissance des flux de trésorerie disponibles - Répartition équilibrée entre les investissements dans la société et la redistribution de trésorerie aux actionnaires - Engagement à maintenir une notation de catégorie investissement et une structure du capital stable - Possibilité d'accès à des capitaux importants au cours des quatre prochaines années qui donne une grande marge de manœuvre

Toutes les données sur les produits des activités ordinaires fournies ci-dessus sont tirées de nos résultats pour l'exercice complet de 2020.

* Le contrat de nouvelles et de contenu éditorial de Refinitiv représente environ 6 % des produits des activités ordinaires de 2020.

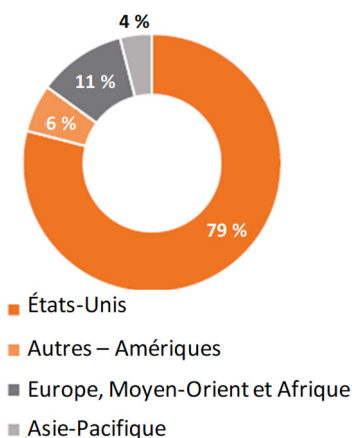


Produits des activités ordinaires, par type

Les **produits récurrents** se composent principalement des frais pour avoir accès pendant une période donnée à des produits ou services électroniques, comme Westlaw et Checkpoint. Ces produits sont généralement fournis dans le cadre d'abonnements dont la durée varie entre un an et cinq ans, que la plupart des clients renouvellent à la fin de chaque période d'abonnement. Étant donné que nos produits des activités ordinaires sont en grande partie récurrents, nous estimons qu'ils sont habituellement plus stables que ceux d'autres sociétés qui vendent principalement leurs produits en vertu d'ententes ponctuelles ou en exemplaire unique. Cependant, il peut souvent aussi en découler un décalage dans la réalisation de l'effet des ventes ou des annulations courantes sur les produits des activités ordinaires que nous présentons puisque nous comptabilisons les produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats. En raison de ce décalage, la diminution de nos produits des activités ordinaires est généralement plus lente lorsque la conjoncture empire et, inversement, la remontée des produits des activités ordinaires lorsque la reprise économique s'amorce est souvent plus lente que dans le cas des autres entreprises dont les activités ne sont pas fondées sur des abonnements.

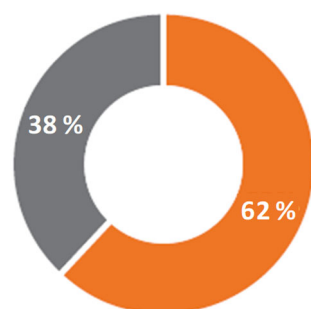
Les **produits tirés des transactions** comprennent les frais fondés sur le volume liés aux recherches en ligne, les droits d'utilisation de logiciels et les honoraires professionnels découlant des accords de service ou de consultation. Les produits tirés des transactions sont comptabilisés principalement à un moment donné et en fonction de leur nature, et peuvent varier considérablement d'une période à l'autre.

Les **produits tirés du secteur Publications mondiales** comprennent les frais liés au contenu offert sur un support papier traditionnel. Bien que ces produits soient appréciables, nous nous attendons à ce qu'ils aillent en diminuant en raison de la prédilection croissante des clients pour les produits en ligne. Les produits tirés des produits imprimés sont comptabilisés au moment de l'expédition ou, s'ils sont vendus aux termes d'un abonnement, de façon graduelle sur la durée du contrat.



Produits des activités ordinaires, par emplacement géographique

En 2020, nous avons réalisé 79 % de notre chiffre d'affaires aux États-Unis. Nous avons aussi mis sur pied des équipes régionales à l'extérieur des États-Unis, notamment dans les marchés émergents, où nous adaptons les produits et services existants en fonction des besoins de la clientèle ou développons des produits spécialement conçus pour le marché local. Les fluctuations des cours de change qui s'appliquent à nos activités hors des États-Unis peuvent entraîner une variation des produits des activités ordinaires que nous comptabilisons d'une période à l'autre. En 2020, les fluctuations des cours de change ont entraîné une diminution de 1 % de nos produits des activités ordinaires par rapport à l'exercice précédent.



■ Frais de personnel
■ Autres

Charges

La plupart de nos charges d'exploitation sont fixes. Par conséquent, lorsque nos produits des activités ordinaires augmentent, nous devenons plus rentables et notre marge du BAIIA ajusté augmente. De même, lorsque nos produits des activités ordinaires baissent, nous devenons moins rentables et notre marge du BAIIA ajusté diminue. L'incidence des produits des activités ordinaires additionnels n'est toutefois pas toujours pleinement reflétée dans la rentabilité puisque nous réinvestissons dans nos activités. En 2020, les frais de personnel, qui comprennent essentiellement les salaires, les primes, les commissions, les avantages du personnel et la rémunération fondée sur des actions, ont constitué 62 % du total de nos charges. En 2020, environ 70 % de nos charges d'exploitation ont été engagées en dollars américains, le reste l'étant dans d'autres monnaies. En 2020, les variations des cours de change ont eu pour effet de réduire nos charges de 1 % par rapport à celles de l'exercice précédent.

Caractère saisonnier

Nos produits des activités ordinaires et notre bénéfice d'exploitation consolidés sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et que nous engageons habituellement nos coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par la comptabilisation de certains produits liés à l'impôt, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. La pandémie de COVID-19 en 2020 et les importantes charges engagées en vue du repositionnement de nos activités en 2019 à la suite de la vente d'une participation majoritaire dans le secteur Activités financières et risque ont influé sur le caractère saisonnier de nos produits et de nos charges.

Acquisitions et cessions

Acquisitions. Nous avons mis l'accent sur la croissance interne. Nous faisons toutefois à l'occasion des acquisitions tactiques qui, selon nous, renforceront notre position dans des secteurs clés en croissance. Ces entreprises renforcent notre offre de produits et services et nous permettent d'ajouter à notre plateforme de nouvelles capacités qui, selon nous, nous donneront des occasions d'accroître nos positions, de mieux servir nos clients et de soutenir notre croissance interne. De façon générale, les entreprises dont nous faisons l'acquisition dégagent initialement des marges inférieures à celles de nos entreprises existantes, ce qui reflète en grande partie les coûts d'intégration.

Le tableau qui suit présente une description de certaines des acquisitions que nous avons réalisées en 2020 et en 2019 :

Date	Société	Secteur acquéreur	Description
Mars 2020	Pondera Solutions	Professionnels du droit	Fournisseur de technologies et de services d'analyse avancée visant à contrer la fraude, le gaspillage et les abus dans les soins de santé et les grands programmes gouvernementaux
Août 2020	CaseLines	Professionnels du droit	Fournisseur de plateforme d'échange d'éléments de preuve basée sur l'infonuagique qui permet aux tribunaux, aux autorités policières, aux procureurs et aux juristes de collaborer, d'échanger et de participer virtuellement à des procédures judiciaires dans le cadre d'audiences virtuelles ou physiques
Juillet 2019	Confirmation	Fiscalité et comptabilité / Grandes sociétés	Fournisseur de services numériques de confirmation d'audit pour cabinets d'experts-comptables, banques et cabinets d'avocats
Juillet 2019	HighQ	Professionnels du droit / Grandes sociétés	Fournisseur d'outils de collaboration pour les segments de marché juridiques et réglementaires
Octobre 2019	FC Business Intelligence	Reuters News	Spécialiste des événements interentreprises mondiaux, renommé Reuters Events

Cessions. Pour nous assurer d'investir dans les parties de notre entreprise qui offrent le plus grand potentiel de croissance et de rendement, nous pouvons vendre des entreprises ou des participations à l'occasion. Notre société a conclu, conjointement avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, la vente de Refinitiv à LSEG le 29 janvier 2021. Se reporter à la rubrique « Résumé – Vente de Refinitiv à LSEG » du présent rapport de gestion pour plus d'information à ce sujet. En 2020, nous avons vendu une participation pour un produit de 367 M\$, déduction faite de l'impôt payé. En 2019, nous avons vendu plusieurs petites entreprises qui ne cadraient pas avec notre stratégie et des participations de faible valeur pour un produit total de 74 M\$, déduction faite de l'impôt payé.

Faits saillants financiers de 2020 et principales réalisations

Nous avons commencé l'exercice 2020 en plein essor, alors que s'achevait notre premier exercice complet après le repositionnement de nos secteurs orientés clients à la suite de la transaction du secteur Activités financières et risque en 2018. En mars 2020, cependant, la pandémie de COVID-19 a créé des risques sanitaires inédits pour nos employés, nos clients et nos fournisseurs, et les mesures de confinement mises en place pour atténuer l'incidence de la pandémie ont entraîné une crise économique mondiale et une incertitude qui persiste toujours.

En réponse à la pandémie, nous avons immédiatement offert à la plupart de nos employés un environnement de travail virtuel. Parallèlement, nous avons travaillé avec nos clients, dont le nombre s'élève à environ 500 000, pour assurer un accès continu à nos produits et nos services. Pour réduire la diminution prévue de nos produits des activités ordinaires en raison de la crise économique, nous avons mis en place un programme d'économies de coûts. Notre performance pour 2020 rend compte de la résilience de nos marchés et de nos activités. Nous avons enregistré une croissance interne des produits des activités ordinaires de 1 %, augmenté notre BAIIA ajusté de 32 %, porté notre marge du BAIIA ajusté à 33 %, et généré des flux de trésorerie disponibles de 1,3 G\$. Nous avons atteint ou dépassé nos objectifs pour chacune des mesures de performance présentées dans les perspectives révisées que nous avons publiées en novembre 2020, dans notre rapport du troisième trimestre.

Le 29 janvier 2021, nous avons conclu, conjointement avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, la vente de Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions. À la date de clôture, nous détenions indirectement environ 82,5 millions d'actions de LSEG ayant une valeur de marché d'approximativement 9,8 G\$ selon le cours de clôture de l'action de LSEG le 28 janvier 2021.

Le 23 février 2021, nous avons annoncé une hausse annualisée de 0,10 \$ par action du dividende, qui a été porté à 1,62 \$ par action ordinaire. Il s'agit de la 28^e hausse annuelle consécutive du dividende.

Programme de transformation et perspectives commerciales sur trois ans

Le 23 février 2021, nous avons annoncé un nouveau programme de transformation visant la transition de notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et son passage de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu. La mise en œuvre du programme devrait pour l'essentiel durer 24 mois (de 2021 à 2022) et devrait nécessiter un investissement de l'ordre d'environ 500 M\$ à 600 M\$ sur cette période. En 2023, le programme devrait :

- générer une croissance interne des produits des activités ordinaires de l'ordre de 5 % à 6 %, y compris des produits des activités ordinaires annuels supplémentaires de 100 M\$;
- dégager une marge du BAIIA ajusté se situant entre 38 % et 40 %;
- générer des flux de trésorerie disponibles de 1,8 G\$ à 2,0 G\$;
- permettre d'économiser des charges d'exploitation annuelles de 600 M\$, dont 200 M\$ devraient être réinvestis dans des initiatives de croissance;
- réduire les dépenses d'investissement exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires pour les ramener dans une fourchette de 6,0 % à 6,5 %.

Les perspectives de la société pour les exercices 2021, 2022 et 2023 tiennent compte des répercussions prévues du programme de transformation. Veuillez vous reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour connaître nos perspectives commerciales sur trois ans et consulter une analyse du programme de transformation. Des renseignements supplémentaires concernant le programme de transformation sont aussi présentés à la rubrique « Activités » du présent rapport annuel.

Résultats consolidés

	Exercices clos les 31 décembre			
			Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	2020	2019	Total	Devises constantes
<u>Mesures financières conformes aux IFRS</u>				
Produits des activités ordinaires	5 984	5 906	1 %	
Bénéfice d'exploitation	1 929	1 199	61 %	
Résultat dilué par action	2,25 \$	3,11 \$	(28) %	
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	1 745	702	148 %	
<u>Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾</u>				
Produits des activités ordinaires	5 984	5 906	1 %	2 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires				1 %
BAIIA ajusté	1 975	1 493	32 %	32 %
Marge du BAIIA ajusté	33,0 %	25,3 %	770 pb	760 pb
Résultat ajusté par action	1,85 \$	1,29 \$	43 %	43 %
Flux de trésorerie disponibles	1 330	159	735 %	

Résultats financiers supplémentaires pour les 3 grands secteurs pris collectivement : Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité

	Exercices clos les 31 décembre			
			Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2020	2019	Total	Devises constantes
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾				
Produits des activités ordinaires	4 738	4 584	3 %	4 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				4 %
BAIIA ajusté	1 791	1 625	10 %	10 %
Marge du BAIIA ajusté	37,8 %	35,4 %	240 pb	210 pb

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Les **produits des activités ordinaires** ont augmenté de 1 % au total et de 2 % en devises constantes. Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 1 %, l'augmentation de 4 % des produits récurrents (80 % du total des produits des activités ordinaires) ayant largement contrebalancé la diminution des produits tirés des transactions et des produits du secteur Publications mondiales.

Les produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs (79 % du total des produits des activités ordinaires) ont augmenté de 3 % au total et de 4 % en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne est attribuable à l'augmentation de 5 % des produits récurrents (88 % des produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs), qui a largement contrebalancé la diminution des produits tirés des transactions.

Le **bénéfice d'exploitation** a augmenté de 61 %, ce qui reflète une baisse des charges, un profit important à la vente d'une participation et un profit lié à la modification d'un régime de retraite. Ces éléments ont largement compensé l'augmentation de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et l'apport moindre découlant de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société avant sa vente à LSEG. La hausse des produits des activités ordinaires a aussi contribué à l'augmentation. Le BAIIA ajusté et la marge connexe, dont sont notamment exclus le profit à la vente de la participation, l'incidence de la réévaluation des bons de souscription et le profit lié à la modification d'un régime de retraite, ont aussi augmenté du fait de la baisse des charges et de l'augmentation des produits des activités ordinaires. La baisse des charges rend compte de l'achèvement du repositionnement de la société en 2019, après la séparation de Refinitiv du reste de la société, et de la diminution des charges attribuable à nos initiatives de réduction des coûts dans le contexte de la COVID-19.

Le **résultat dilué par action** s'est chiffré à 2,25 \$, en baisse par rapport à 3,11 \$ pour l'exercice précédent, malgré l'augmentation du bénéfice d'exploitation, car le résultat de l'exercice précédent rendait compte d'un produit d'impôt différé hors trésorerie de 1,2 G\$ se rapportant à la restructuration de certaines activités à l'étranger. Le résultat ajusté par action, qui exclut le produit d'impôt ainsi que d'autres ajustements, est passé de 1,29 \$ par action à 1,85 \$ par action, en raison de la hausse du BAIIA ajusté, qui a largement contrebalancé l'augmentation de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels et la hausse de la charge d'impôt.

Les **flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation** ont augmenté du fait surtout que les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'une cotisation de 167 M\$ à un régime de retraite et de coûts et d'investissements considérablement plus élevés liés au repositionnement de la société après la séparation de Refinitiv du reste de la société. Les résultats de l'exercice 2020 tiennent compte d'économies découlant de nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19 et de paiements d'impôt moins élevés. L'augmentation des flux de trésorerie disponibles est attribuable aux mêmes facteurs, auxquels s'ajoute le produit de la vente de biens immobiliers.

Nous avons atteint ou dépassé les objectifs pour chacune des mesures de performance présentées dans nos perspectives commerciales révisées pour l'exercice 2020, que nous avons communiquées le 3 novembre 2020. Nos perspectives pour l'exercice 2020 posaient l'hypothèse que les cours de change demeureraient constants par rapport à ceux de 2019 et tenaient compte de l'incidence des acquisitions ou cessions dont la clôture avait déjà eu lieu. Certaines mesures financières présentées dans nos perspectives financières ci-après sont établies sur une base non conforme aux IFRS. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Le tableau qui suit compare notre performance réelle (avant l'effet du change) aux perspectives :

Perspectives pour l'exercice 2020 Perspectives globales pour Thomson Reuters			
	Perspectives pour 2020	Performance réelle pour 2020	
	Avant l'effet du change et compte tenu des acquisitions ou cessions dont la clôture a déjà eu lieu	Avant l'effet du change ¹⁾	
Croissance des produits des activités ordinaires	1,0 % - 2,0 %	2,1 %	✓
Croissance interne des produits des activités ordinaires	0 % - 1,0 %	1,2 %	✓
Marge du BAIIA ajusté	Environ 32,0 %	32,9 %	✓
Charges liées au siège social	140 M\$ à 150 M\$	125 M\$	✓
Flux de trésorerie disponibles	Environ 1,1 G\$	1,3 G\$	✓
Dépenses d'investissement exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires	8,0 % - 8,5 %	8,4 %	✓
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels	650 M\$ à 675 M\$	672 M\$	✓
Charge d'intérêts	190 M\$ à 215 M\$	195 M\$	✓
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté	Environ 17 % à 19 %	16,9 %	✓

Perspectives pour les 3 grands secteurs			
	Perspectives pour 2020	Performance réelle pour 2020	
	Avant l'effet du change et compte tenu des acquisitions ou cessions dont la clôture a déjà eu lieu	Avant l'effet du change ¹⁾	
Croissance des produits des activités ordinaires	3,0 % - 4,0 %	4,2 %	✓
Croissance interne des produits des activités ordinaires	3,0 % - 4,0 %	3,8 %	✓
Marge du BAIIA ajusté	37,0 % - 38,0 %	37,5 %	✓

1) Notre performance pour 2020 (avant l'effet du change) a été évaluée au moyen de cours du change constants par rapport à 2019, sauf en ce qui a trait à la performance relative aux flux de trésorerie disponibles de 2020, qui a été évaluée au moyen des cours réels.

Vente de Refinitiv à LSEG

Au 31 décembre 2020, notre société détenait une participation de 45 % dans Refinitiv, qui constituait auparavant notre secteur Activités financières et risque entièrement détenu. Refinitiv était détenue à hauteur de 55 % par des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone. Le 29 janvier 2021, notre société a conclu, conjointement avec les fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, la vente de Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions. La transaction a permis de réunir deux entreprises très complémentaires afin de créer un fournisseur mondial d'infrastructures des marchés financiers de premier plan.

À la date de clôture, notre société détenait indirectement environ 82,5 millions d'actions de LSEG ayant une valeur de marché d'approximativement 9,8 G\$ selon le cours de clôture de l'action de LSEG le 28 janvier 2021. Notre participation dans les actions de LSEG est détenue par l'entremise d'une entité détenue conjointement avec le consortium de Blackstone. Le consortium de Blackstone et notre société détiennent une combinaison d'actions ordinaires de LSEG et d'actions ordinaires à droit de vote limité de LSEG (les actions s'accompagnant, au total, de moins de 30 % des droits de vote dans LSEG). Dans le cadre de la transaction, le consortium de Blackstone a reçu séparément des titres supplémentaires de LSEG relativement à ses actions privilégiées de Refinitiv.

Bien que nous prévoyions que l'imposition relative à la transaction avec LSEG sera en grande partie différée, un montant d'environ 700 M\$ d'impôt est devenu exigible à la clôture de la transaction. Comme le permet l'entente relative à la transaction, nous prévoyons vendre environ 1 G\$ de nos actions de LSEG pour un produit net totalisant environ 750 M\$. Sous réserve de certaines exceptions, la société et le consortium de Blackstone ont convenu, aux termes d'une convention de blocage, de ne pas céder leurs actions de LSEG jusqu'au 29 janvier 2023. Durant la troisième et la quatrième année suivant la clôture (à compter du 30 janvier 2023 et du 30 janvier 2024, respectivement), la société et le consortium de Blackstone auront le droit de vendre au total un tiers des actions de LSEG qui auront été émises en leur faveur. La convention de blocage expirera le 29 janvier 2025.

L'entente de 30 ans aux termes de laquelle le secteur Reuters News fournit à Refinitiv des nouvelles et du contenu éditorial est restée en vigueur selon les mêmes modalités après la clôture et se poursuivra jusqu'en 2048.

Gouvernance

L'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters a le droit de nommer trois administrateurs de LSEG non membres de la direction tant et aussi longtemps qu'elle détiendra au moins 25 % de LSEG, deux administrateurs de LSEG tant et aussi longtemps qu'elle détiendra au moins 17,5 %, mais moins de 25 % de LSEG, et un administrateur de LSEG tant et aussi longtemps qu'elle détiendra au moins 10 %, mais moins de 17,5 % de LSEG. Tant et aussi longtemps que l'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters aura le droit de nommer trois administrateurs, un candidat à l'élection au poste d'administrateur sera un représentant de Thomson Reuters.

Une fois la convention de blocage décrite ci-dessus expirée, l'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters pourra céder ses actions de LSEG, pourvu que cette cession ait lieu dans le cadre d'une activité de négociation ordonnée. L'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters est également assujettie à une restriction de « statu quo », aux termes de laquelle elle a convenu (conjointement avec les investisseurs sous-jacents) de ne pas, entre autres choses, acquérir d'actions de LSEG supplémentaires ou présenter une offre publique d'achat visant LSEG durant certaines périodes prédéterminées. L'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters s'est également engagée à exercer les droits de vote rattachés à ses actions de LSEG conformément à la recommandation du conseil d'administration de LSEG.

Comptabilisation future

Nous nous attendons à comptabiliser un profit avant impôt d'environ 8,5 G\$ relativement à la transaction au premier trimestre de 2021. À l'avenir, nous comptabiliserons notre participation dans LSEG à la juste valeur, en fonction du cours de l'action de LSEG. La variation de la valeur de la participation sera prise en compte au poste « Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence » à l'état consolidé du résultat net, puisque notre société détient ses actions de LSEG par l'entremise d'une entité détenue conjointement par le consortium de Blackstone et la société, sur laquelle cette dernière exerce une influence notable. Comme l'entité détenue conjointement ne détient qu'une participation financière dans les actions de LSEG, que les parties ont l'intention de vendre au fil du temps, et ne participe pas à l'exploitation de LSEG ou aux activités de Refinitiv, la participation peut être comptabilisée à la juste valeur par l'entité détenue conjointement. Les flux de trésorerie disponibles de Thomson Reuters bénéficieront de tous les dividendes futurs que LSEG versera à ses actionnaires. Si nous vendons les actions de LSEG dans l'avenir, nous générerons des flux de trésorerie dont nous pourrions alors décider du meilleur emploi.

Résultats d'exploitation

Résultats consolidés

	Exercices clos les 31 décembre			
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	2020	2019	Variation	
			Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS				
Produits des activités ordinaires	5 984	5 906	1 %	
Bénéfice d'exploitation	1 929	1 199	61 %	
Résultat dilué par action	2,25 \$	3,11 \$	(28) %	
Mesures financières non conformes aux IFRS ¹⁾				
Produits des activités ordinaires	5 984	5 906	1 %	2 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires				1 %
BAlIA ajusté	1 975	1 493	32 %	32 %
Marge du BAlIA ajusté	33,0 %	25,3 %	770 pb	760 pb
BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	1 471	988	49 %	
Marge du BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	24,6 %	16,7 %	790 pb	
Résultat ajusté par action	1,85 \$	1,29 \$	43 %	43 %

Résultats financiers supplémentaires – pour les 3 grands secteurs pris collectivement – Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	Exercices clos les 31 décembre			
	2020	2019	Variation	
			Total	Devises constantes
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾				
Produits des activités ordinaires	4 738	4 584	3 %	4 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				4 %
BAIIA ajusté	1 791	1 625	10 %	10 %
Marge du BAIIA ajusté	37,8 %	35,4 %	240 pb	210 pb

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Produits des activités ordinaires

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre				
	2020	2019	Total	Variation	
				Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	4 758	4 604	3 %	4 %	4 %
Produits tirés des transactions	608	610	-	-	(7) %
Produits tirés du secteur Publications mondiales	620	693	(11) %	(10) %	(10) %
Éliminations/arrondissement	(2)	(1)			
Produits des activités ordinaires	5 984	5 906	1 %	2 %	1 %

Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 1 % au total et de 2 % en devises constantes, en raison de la croissance des produits récurrents (80 % du total des produits des activités ordinaires), qui a largement compensé la baisse des produits tirés du secteur Publications mondiales. Les produits tirés du secteur Publications mondiales affichent une baisse continue en raison de l'adoption de produits en ligne par les professionnels, mais, en 2020, ils ont aussi été défavorisés par le fait que des clients n'ont pas pu accepter les livraisons, car ils travaillaient à distance en raison de la COVID-19. Les produits tirés des transactions ont légèrement diminué malgré l'incidence favorable des acquisitions.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 1 % par suite de l'augmentation des produits récurrents, qui a largement contrebalancé la diminution des produits du secteur Publications mondiales.

Les produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs (79 % du total des produits des activités ordinaires) ont augmenté de 3 % au total et de 4 % en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne s'explique par une augmentation de 5 % des produits récurrents (88 % des produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs), qui a été en partie compensée par la diminution des produits tirés des transactions.

Les mouvements du change ont eu un effet défavorable sur la croissance de nos produits des activités ordinaires, en raison principalement de l'appréciation du dollar américain par rapport au réal brésilien et au peso argentin en comparaison de l'exercice précédent.

Bénéfice d'exploitation, BAIIA ajusté et BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 61 %, ce qui reflète une baisse des charges, un profit important à la vente d'une participation et un profit lié à la modification d'un régime de retraite. Ces éléments ont largement compensé l'augmentation de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et l'apport moindre découlant de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société avant sa vente à LSEG. La hausse des produits des activités ordinaires a aussi contribué à l'augmentation. La baisse des charges rend compte de l'achèvement du repositionnement de la société en 2019, après la séparation de Refinitiv du reste de la société, et de la diminution des charges attribuable à nos initiatives de réduction des coûts liées à la pandémie de COVID-19.

Le BAIIA ajusté et la marge connexe, dont sont notamment exclus le profit à la vente de la participation, l'incidence de la réévaluation des bons de souscription et le profit lié à la modification d'un régime de retraite, ont augmenté au total et en devises constantes, du fait de la baisse des charges et de l'augmentation des produits des activités ordinaires. Le BAIIA ajusté et de la marge connexe ont été considérablement favorisés par le fait que l'exercice précédent comprenait des coûts liés au repositionnement de la société après la séparation de Refinitiv. Compte non tenu de ce facteur, la marge du BAIIA ajusté a augmenté de 150 pb, l'augmentation étant attribuable à notre programme de réduction des coûts lié à la pandémie de COVID-19. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 10 pb sur la marge du BAIIA ajusté, comparativement à l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et la marge connexe ont progressé en raison de la hausse du BAIIA ajusté, les dépenses d'investissement étant restées essentiellement stables.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre			
	2020	2019	Variation	
			Total	Devises constantes
Charges d'exploitation	3 999	4 413	(9) %	(8) %

Les charges d'exploitation ont diminué au total et en devises constantes, du fait surtout des coûts liés au repositionnement de la société en 2019 après la séparation de Refinitiv. La diminution des charges rend aussi compte d'économies d'environ 100 M\$ découlant des initiatives de réduction des coûts liées à la pandémie de COVID-19 visant à réduire les dépenses liées aux services de consultation et de conseil, aux déplacements et au divertissement, et à certains projets de développement ainsi que d'autres dépenses discrétionnaires, en réponse à la crise économique. Nous prévoyons que les économies découlant de nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19 seront permanentes.

Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre		
	2020	2019	Variation
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	184	154	20 %
Dotation aux amortissements des logiciels	485	449	8 %
Total partiel	669	603	11 %
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	123	114	8 %

- Collectivement, les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels ont augmenté, en raison d'une réduction de la valeur de certains logiciels que nous n'utilisons plus et d'actifs se rapportant à la location de locaux de bureau que nous n'occupons plus étant donné qu'un petit nombre d'employés travaillent désormais à distance de façon permanente. Les augmentations rendent aussi compte des charges plus élevées associées aux actifs nouvellement acquis, y compris ceux qui se rapportent à des entreprises récemment acquises, qui ont plus que contrebalancé l'incidence favorable de l'achèvement de l'amortissement de certains actifs acquis au cours d'exercices antérieurs.
- La dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables a augmenté en raison des charges associées aux récentes acquisitions qui ont plus que contrebalancé l'achèvement de l'amortissement d'actifs acquis au cours d'exercices antérieurs.

Autres profits d'exploitation, montant net

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Autres profits d'exploitation, montant net	736	423

Pour 2020, le montant net des autres profits d'exploitation tient compte d'un profit de 472 M\$ lié à la vente d'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence et d'un profit de 119 M\$ lié à la modification de notre régime de retraite américain. Les montants inscrits pour les deux exercices tiennent compte d'un apport découlant de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société avant sa vente à LSEG en janvier 2021, attribuable à la hausse du cours de l'action de LSEG. Pour 2020, le montant net des autres profits d'exploitation tient compte d'un montant de 82 M\$ (419 M\$ pour 2019) se rapportant aux bons de souscription. Les montants inscrits pour les deux exercices tiennent aussi compte des produits liés à une licence qui permet à Refinitiv d'utiliser la marque Reuters dans ses produits et services (se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du présent rapport de gestion pour un complément d'information) et des coûts d'acquisition liés aux entreprises acquises.

Charge d'intérêts, montant net

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre		
	2020	2019	Variation
Charge d'intérêts, montant net	195	163	20 %

L'augmentation du montant net de la charge d'intérêts s'explique par la baisse du produit d'intérêts, puisque l'exercice 2019 comprenait un produit d'intérêts sur le produit tiré de la transaction du secteur Activités financières et risque qui avait été mis de côté pour financer des acquisitions.

Autres (produits financiers) charges financières

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Autres (produits financiers) charges financières	(30)	65

Pour 2020, les autres produits financiers comprennent principalement des profits sur les contrats de change et la portion inefficace des couvertures de flux de trésorerie. Pour 2019, les autres charges financières comprenaient principalement des pertes découlant de l'effet de la variation des cours de change sur certaines ententes de financement intragroupe et des pertes liées aux primes engagées au remboursement anticipé de titres d'emprunt.

Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Refinitiv	(554)	(609)
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	10	10
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(544)	(599)

Pour les deux exercices, notre quote-part de la perte après impôt attribuable à notre ancienne participation de 45 % dans Refinitiv reflète la charge d'intérêts sur la dette de Refinitiv, de même que les dépenses engagées par Refinitiv pour adapter ses activités en fonction de sa cible annuelle en matière d'économies de coûts. Refinitiv a atteint sa cible en matière d'économies de coûts annualisées de 650 M\$ au 31 décembre 2020. La perte moins élevée en 2020 par rapport à l'exercice précédent reflète l'amélioration de la performance, notamment la hausse des produits des activités ordinaires, ainsi que les charges comptabilisées à l'exercice précédent en lien avec la réévaluation des titres de participation privilégiés dans le cadre de la transaction avec LSEG.

L'annexe C du présent rapport de gestion fournit des renseignements supplémentaires sur la performance de Refinitiv. Le 29 janvier 2021, notre société et le consortium de Blackstone ont vendu Refinitiv à LSEG.

Charge (produit) d'impôt

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Charge (produit) d'impôt	71	(1 198)

Notre taux d'impôt effectif sur le bénéfice lié aux activités poursuivies se chiffre à 5,8 %, contre un produit de 322,0 % en 2019.

Nous évaluons la probabilité de recouvrer les actifs d'impôt différé à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. En 2020, nous avons comptabilisé un produit d'impôt de 138 M\$ afin de refléter la comptabilisation, par diverses filiales situées à l'extérieur des États-Unis, d'actifs d'impôt différé relatifs à des exercices antérieurs. Les actifs d'impôt différé comptabilisés se rapportent presque exclusivement à des pertes fiscales et à d'autres avantages fiscaux pour des filiales qui ont connu une amélioration de leur rentabilité au dernier exercice et qui prévoient générer un bénéfice imposable futur suffisant pour leur permettre d'utiliser ces actifs d'impôt différé. Ces pertes fiscales et autres avantages fiscaux peuvent être reportés indéfiniment.

En décembre 2019, nous avons restructuré les activités de certaines filiales à l'étranger qui étaient assujetties à des taux d'imposition différents. La restructuration a donné lieu à une augmentation de la valeur fiscale des activités restructurées pour l'acquéreur et un produit d'impôt connexe de 1,2 G\$. Nous avons comptabilisé un actif d'impôt différé de 1,2 G\$, que nous prévoyons réaliser dans les périodes à venir, compte tenu de la rentabilité passée des activités restructurées et de leur rentabilité future prévue. Nous avons aussi comptabilisé une charge d'impôt de 58 M\$ en 2019 relativement à l'adoption d'une réforme fiscale à l'étranger. La charge reflétait notre estimation de l'impôt différé devant être comptabilisé à l'égard des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales de certains actifs, qui selon nous devraient se résorber au cours des périodes visées par les nouveaux taux d'impôt applicables à l'étranger.

Divers ajustements comptables et diverses transactions survenus à chacun des exercices ont influé sur la comparabilité de la charge (du produit) d'impôt. Pour chacun des exercices, la charge (le produit) d'impôt tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les résultats avant impôt sont comptabilisés. Le tableau qui suit présente certaines composantes de notre charge (produit) d'impôt qui ont une incidence sur la comparabilité d'un exercice à l'autre, y compris la charge (le produit) d'impôt au titre d'éléments qui sont éliminés du résultat ajusté.

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Charge (produit) d'impôt		
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité :		
Restructuration des activités de certaines filiales à l'étranger ¹⁾	-	(1 197)
Lois fiscales et taux d'impôt des sociétés ²⁾	-	52
Changements ponctuels apportés à des positions fiscales incertaines ³⁾	-	(23)
Ajustements de l'impôt différé ⁴⁾	(136)	(36)
Total partiel	(136)	(1 204)
Impôt au titre de ce qui suit :		
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(23)	(24)
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(134)	(150)
Autres profits d'exploitation, montant net ⁵⁾	175	102
Autres éléments	1	-
Total partiel	19	(72)
Total	(117)	(1 276)

1) Produit d'impôt lié à la restructuration des activités de certaines filiales à l'étranger assujetties à des taux d'imposition différents.

2) Le montant tient compte des variations des passifs d'impôt différé par suite de modifications des lois fiscales et des taux d'impôt, et des variations des passifs d'impôt différé dans certains États américains du fait de modifications apportées aux facteurs de répartition.

3) Se rapportent à la reprise de provisions pour impôt qui ne sont plus requises en raison de l'expiration de délais de prescription. En 2020, nous avons comptabilisé des reprises de provisions de 22 M\$ que nous ne présentons pas dans le tableau ci-dessus puisque nous n'avons pas retranché l'avantage connexe de la charge d'impôt ajustée en 2020 car, étant donné la récurrence probable de ces éléments, nous sommes d'avis que la distorsion dans la comparaison de notre taux d'imposition effectif pour les périodes à venir sera ainsi réduite.

4) Le montant pour 2020 se rapporte à la comptabilisation d'actifs d'impôt différé par suite de l'amélioration de la rentabilité. Le montant pour 2019 se rapporte essentiellement aux exigences relatives aux cessions et aux acquisitions.

5) Le montant pour 2020 se rapporte essentiellement à un profit imposable découlant de la vente d'une participation non stratégique comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, ainsi qu'à l'impôt différé lié à un profit à la réévaluation des régimes de retraite. Pour les deux exercices, les montants tiennent compte de l'impôt différé lié à la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv.

Les éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité de notre charge ou produit d'impôt de chaque exercice, nous les éliminons de notre calcul du résultat ajusté, tout comme les éléments avant impôt auxquels ils sont liés. Le calcul de notre charge d'impôt ajustée est présenté ci-après :

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Charge (produit) d'impôt	71	(1 198)
Déduire : éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité	117	1 276
Total de la charge d'impôt sur le résultat ajusté	188	78

Le taux d'impôt effectif sur notre résultat ajusté a été de 16,9 % en 2020 (10,7 % en 2019). Sur une base ajustée, nos taux d'impôt effectifs pour ces deux exercices ont été inférieurs au taux d'impôt des sociétés du Canada, qui s'est établi à 26,5 %. L'écart est principalement attribuable aux taux d'impôt plus faibles et aux règles fiscales différentes applicables à certaines filiales d'exploitation et de financement que nous détenons ailleurs qu'au Canada. Comme nous sommes une société mondiale, nos impôts dépendent des lois de nombreux pays et des diverses conventions fiscales conclues entre les pays où nous exerçons nos activités.

Étant donné les exigences de comptabilisation des impôts prescrites par les IFRS, la charge d'impôt peut différer sensiblement des impôts payés pour une période donnée. Le tableau qui suit présente les impôts sur le bénéfice net payés sur nos entreprises à l'échelle mondiale.

Impôts payés (reçus) (en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Impôts payés sur nos activités poursuivies	52	268
Impôts (reçus) payés sur nos activités abandonnées	(2)	45
Impôts payés sur des cessions	114	1
Total des impôts payés	164	314

Notre taux d'impôt effectif et les impôts décaissés seront fonction des lois de nombreux pays et des diverses conventions fiscales conclues entre les pays où nous exerçons nos activités. Notre taux d'impôt effectif dépendra du fait que les lois et les conventions susmentionnées et la répartition géographique de nos résultats restent les mêmes ou demeurent favorables. Pour de plus amples renseignements sur les passifs d'impôt, se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement – Éventualités » du présent rapport de gestion.

Résultats des activités abandonnées

Le tableau qui suit présente les composantes de la perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt :

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(27)	(6)

La perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt, comprend les charges résiduelles qui ont été assumées par la société après la vente des secteurs Activités financières et risque et Propriété intellectuelle et sciences, qui avaient auparavant tous deux été classés dans les activités abandonnées. Pour les deux exercices, les charges ont été en partie contrebalancées par des produits d'impôt de 15 M\$ en 2020 et de 31 M\$ en 2019 se rapportant à la reprise de provisions pour impôt qui ne sont plus requises en raison de révisions de lois fiscales et de l'expiration de délais de prescription.

Bénéfice net et résultat dilué par action

(en millions de dollars américains, sauf les données par action)	Exercices clos les 31 décembre		
	2020	2019	Variation
Bénéfice net	1 122	1 564	(28) %
Résultat dilué par action	2,25 \$	3,11 \$	(28) %

Le bénéfice net et le résultat dilué par action ont diminué malgré la hausse du bénéfice d'exploitation parce que l'exercice précédent tenait compte d'un produit d'impôt différé de 1,2 G\$ se rapportant à la restructuration de certaines activités à l'étranger.

Résultat ajusté et résultat ajusté par action

(en millions de dollars américains, sauf les données par action)	Exercices clos les 31 décembre		
	2020	2019	Variation
Résultat ajusté	921	646	42 %
Résultat ajusté par action	1,85 \$	1,29 \$	43 %

L'augmentation du résultat ajusté et du montant par action connexe est attribuable à la hausse du BAIIA ajusté, qui a largement compensé l'augmentation des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels et la hausse de la charge d'impôt sur le résultat.

Résultats sectoriels

Le texte qui suit est une analyse de nos cinq secteurs à présenter et des charges liées au siège social. Nous évaluons en devises constantes la croissance des produits des activités ordinaires de chaque secteur et les unités au sein de chaque secteur. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Professionnels du droit

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Exercices clos les 31 décembre				
	2020	2019	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	2 367	2 249	5 %	6 %	4 %
Produits tirés des transactions	168	184	(9) %	(9) %	(9) %
Produits des activités ordinaires	2 535	2 433	4 %	4 %	3 %
BAIIA ajusté sectoriel	1 001	895	12 %	12 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	39,5 %	36,8 %	270 pb	250 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes. L'augmentation en devises constantes est attribuable à la croissance des produits récurrents (93 % du secteur Professionnels du droit), qui a plus que contrebalancé la diminution des produits tirés des transactions (7 % du secteur Professionnels du droit). La croissance des produits des activités ordinaires rend compte de l'incidence favorable de HighQ et de Pondera Solutions, qui ont été respectivement acquises en juillet 2019 et en mars 2020. Les produits liés aux cabinets juridiques, qui comprennent les produits liés aux grands cabinets juridiques à l'échelle mondiale et représentent un peu plus des deux tiers de nos produits des activités ordinaires du secteur, ont augmenté de 3 %, et les produits du secteur à l'échelle mondiale, qui représentent des cabinets de plus petite taille situés à l'extérieur des États-Unis, ont augmenté de 4 %. Les produits tirés du gouvernement américain ont augmenté de 12 % et tiennent compte de l'incidence favorable des contrats conclus au quatrième trimestre de 2019 avec le Département de la justice et le Bureau administratif des tribunaux américains.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne découlant de l'augmentation des produits récurrents attribuable à Westlaw Edge, à Practical Law et aux activités du secteur en Europe et au Canada ainsi qu'à nos services au gouvernement. Les produits tirés des transactions ont diminué en raison de la baisse des produits tirés d'Elite et de certaines activités internationales. Le secteur des services au gouvernement a affiché une croissance interne de 9 %, et nous prévoyons qu'il affichera un taux de croissance similaire en 2021.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté en raison de l'accroissement des produits des activités ordinaires et des avantages découlant des initiatives de réduction des coûts liées à la pandémie de COVID-19, ces facteurs ayant plus que compensé la hausse des provisions pour créances irrécouvrables liées aux clients qui pourraient éprouver des difficultés financières à cause de la COVID-19. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 20 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Grandes sociétés

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Exercices clos les 31 décembre				
	Variation				Croissance interne
	2020	2019	Total	Devises constantes	
Produits récurrents	1 143	1 079	6 %	7 %	6 %
Produits tirés des transactions	224	229	(2) %	(1) %	(4) %
Produits des activités ordinaires	1 367	1 308	5 %	5 %	5 %
BAIIA ajusté sectoriel	460	412	12 %	11 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	33,7 %	31,5 %	220 pb	180 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes. L'augmentation en devises constantes est attribuable à la croissance des produits récurrents (84 % du secteur Grandes sociétés). Les produits tirés des transactions (16 % du secteur Grandes sociétés) ont diminué, malgré l'incidence favorable des acquisitions de Confirmation et de HighQ en juillet 2019, en raison de la baisse des produits tirés de l'implantation de logiciels et de la perte de produits du fait de la vente de Pangea3/Legal Managed Services en mai 2019.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne reflétant la croissance des produits récurrents attribuable aux produits juridiques et fiscaux du secteur, qui a plus que contrebalancé la diminution des produits tirés des transactions découlant de la diminution des services d'implantation de logiciels.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont progressé, l'augmentation des produits des activités ordinaires ayant plus que compensé l'augmentation des charges. Les charges ont augmenté, la hausse des provisions pour créances irrécouvrables et des coûts liés à la technologie, au marketing et au contenu ayant plus que compensé les avantages découlant des initiatives de réduction de coûts liées à la COVID-19. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 40 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Fiscalité et comptabilité

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Exercices clos les 31 décembre				
	Variation				Croissance interne
	2020	2019	Total	Devises constantes	
Produits récurrents	682	703	(3) %	-	5 %
Produits tirés des transactions	154	140	10 %	11 %	2 %
Produits des activités ordinaires	836	843	(1) %	2 %	4 %
BAIIA ajusté sectoriel	330	318	4 %	6 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	39,5 %	37,6 %	190 pb	160 pb	

Les produits des activités ordinaires ont diminué au total, mais augmenté en devises constantes, ce qui s'explique surtout par la croissance des produits tirés des transactions (18 % du secteur Fiscalité et comptabilité) liée à l'acquisition de l'entreprise Confirmation en juillet 2019. Les produits récurrents (82 % du secteur Fiscalité et comptabilité) n'ont pratiquement pas changé en devises constantes en raison de la perte de produits du fait de la vente, en novembre 2019, de l'entreprise Aumentum qui servait des clients gouvernementaux.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne en raison de la croissance des produits récurrents et des produits tirés des transactions. La croissance des produits récurrents rend compte de la forte demande pour les produits du secteur, ainsi que de l'avantage lié au devancement de façon permanente des dates de lancement du reste des logiciels d'impôt étatique UltraTax du secteur de janvier 2021 à décembre 2020 pour les faire coïncider avec le lancement de son logiciel d'impôt fédéral américain qui a traditionnellement lieu en décembre. Le secteur avait fait coïncider les lancements de la majeure partie de ses logiciels d'impôt étatique UltraTax en 2019. Compte non tenu de l'incidence du devancement des dates de lancement pour les deux périodes, la croissance interne des produits des activités ordinaires se serait établie à 5 % au total et à 6 % pour les produits récurrents.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté en raison surtout des avantages découlant des initiatives de réduction des coûts liées à la pandémie de COVID-19 ainsi que de la vente, en novembre 2019, de l'entreprise Aumentum qui servait des clients gouvernementaux, dont la marge était moins élevée. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 30 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Reuters News

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Exercices clos les 31 décembre				
	Variation				Croissance interne
	2020	2019	Total	Devises constantes	
Produits récurrents	566	573	(1) %	(2) %	(2) %
Produits tirés des transactions	62	57	9 %	12 %	(29) %
Produits des activités ordinaires	628	630	-	-	(5) %
BAlIA ajusté sectoriel	73	68	7 %	(1) %	
Marge du BAlIA ajusté sectoriel	11,7 %	10,9 %	80 pb	(10) pb	

Les produits des activités ordinaires n'ont pratiquement pas changé au total et en devises constantes. Les produits des activités ordinaires ont affiché un recul de la croissance interne en raison de la baisse des produits tirés des activités des agences de presse et de l'annulation, en raison de la COVID-19, de conférences en personne organisées par l'entreprise Reuters Events, dont nous avons fait l'acquisition au quatrième trimestre de 2019. Le secteur a été en mesure de remplacer plusieurs de ces conférences par des événements virtuels, mais il n'a pas pu récupérer en totalité les produits des activités ordinaires perdus en raison des annulations. La perte des produits des activités ordinaires liés à ces événements en personne n'a pas eu d'incidence significative sur la comparaison des résultats d'un trimestre à l'autre, car nous n'étions pas propriétaires de l'entreprise Reuters Events pendant la majeure partie de la période correspondante de l'exercice précédent. En revanche, cette perte de produits a entraîné un recul de la croissance interne des produits des activités ordinaires, puisque le secteur prend en compte l'incidence des entreprises récemment acquises dans son calcul de la croissance interne comme s'il avait été propriétaire de l'entreprise Reuters Events au cours des deux périodes.

L'entreprise Reuters Events poursuit son évaluation pour déterminer si elle pourra reprendre les conférences en personne en 2021 et à quel moment elle pourra le faire. Elle élabore actuellement une stratégie hybride pour la tenue d'événements en 2021 qui lui permettra d'organiser à la fois des événements en personne et des événements virtuels. En 2021, nous prévoyons une croissance des produits des activités ordinaires du secteur Reuters News se situant dans la partie inférieure d'une fourchette de 1 % à 10 % attribuable à l'amélioration des résultats de l'entreprise Reuters Professional, qui fournit des nouvelles et des analyses et organise des événements à l'intention des décideurs.

Reuters News et Refinitiv ont conclu une entente aux termes de laquelle Reuters News fournit des nouvelles et du contenu éditorial à Refinitiv contre un montant minimal jusqu'au 1^{er} octobre 2048. En 2020 et en 2019, nous avons comptabilisé des produits des activités ordinaires de 336 M\$ en vertu de cette entente, ce qui correspond à la valeur annuelle minimale actuelle. Ces produits des activités ordinaires pourraient toutefois augmenter encore, car le contrat prévoit des ajustements pour tenir compte des variations de l'indice des prix à la consommation et des taux de change.

Le BAlIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté en raison de l'incidence des mouvements du change, les avantages découlant des initiatives de réduction des coûts liées à la pandémie de COVID-19 ayant été annulés par la hausse des charges liée à l'entreprise Reuters Event, des investissements et des indemnités de fin de contrat de travail. Les mouvements du change ont eu une incidence favorable de 90 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAlIA ajusté sectoriel.

Publications mondiales

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Exercices clos les 31 décembre				
	Variation				Croissance interne
	2020	2019	Total	Devises constantes	
Produits des activités ordinaires	620	693	(11) %	(10) %	(10) %
BAlIA ajusté sectoriel	242	294	(18) %	(18) %	
Marge du BAlIA ajusté sectoriel	39,0 %	42,5 %	(350) pb	(390) pb	

Les produits des activités ordinaires ont diminué au total et en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Les produits tirés du secteur Publications mondiales affichent une baisse continue en raison de l'adoption de produits en ligne par les clients, mais, en 2020, ils ont aussi été défavorisés par la crise économique mondiale, car certains clients ont connu des difficultés financières et d'autres n'ont pas pu accepter les livraisons en raison de la fermeture des bureaux. En 2021, les produits des activités ordinaires du secteur Publications mondiales devraient afficher une baisse de 4 % à 7 %.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont fléchi en raison de la baisse des produits des activités ordinaires. Les mouvements du change ont eu une incidence favorable de 40 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Charges liées au siège social

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Charges liées au siège social	131	494

Les charges liées au siège social ont diminué du fait surtout de la comptabilisation, en 2019, de coûts et d'investissements visant à repositionner nos activités après la séparation de Refinitiv du reste de la société, notamment l'intensification des stratégies numériques, la réplique de capacités que nous a coûtées la séparation d'avec Refinitiv et les indemnités de fin de contrat de travail.

Analyse des résultats du quatrième trimestre

Résultats consolidés

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	Trimestres clos les 31 décembre			
	2020	2019	Total	Variation Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS				
Produits des activités ordinaires	1 616	1 583	2 %	
Bénéfice d'exploitation	956	216	343 %	
Bénéfice net	562	1 324	(58) %	
Résultat dilué par action	1,13 \$	2,64 \$	(57) %	
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	566	355	60 %	
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	266	(294)	n. s.	
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(201)	(390)	48 %	
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾				
Produits des activités ordinaires	1 616	1 583	2 %	2 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				
BAIIA ajusté	525	396	33 %	32 %
Marge du BAIIA ajusté	32,5 %	25,0 %	750 pb	730 pb
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	425	256	66 %	
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	26,3 %	16,1 %	1 020 pb	
Résultat ajusté	269	185	44 %	
Résultat ajusté par action	0,54 \$	0,37 \$	46 %	43 %
Flux de trésorerie disponibles	449	209	114 %	

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 2 % au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne des produits des activités ordinaires s'explique par la croissance des produits récurrents de 5 % (80 % du total des produits des activités ordinaires), laquelle a plus que contrebalancé la diminution de 7 % des produits tirés des transactions et de 10 % des produits du secteur Publications mondiales.

Les produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs ont augmenté de 4 % au total et de 5 % en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne des produits des activités ordinaires est attribuable à la croissance de 6 % des produits récurrents (91 % produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs), qui a plus que contrebalancé la diminution de 7 % des produits tirés des transactions.

Bénéfice d'exploitation, BAIIA ajusté et BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement

Le bénéfice d'exploitation a augmenté en raison d'un profit important à la vente d'une participation, d'un profit lié à la modification de notre régime de retraite américain et de la baisse des charges, en plus d'une hausse des produits des activités ordinaires. L'augmentation du BAIIA ajusté et de la marge connexe, qui excluent notamment le profit à la vente d'une participation et le profit lié à la modification de notre régime de retraite américain, est attribuable à la diminution des charges et à la hausse des produits des activités ordinaires. La baisse des charges rend compte de l'achèvement du repositionnement de la société en 2019, après la séparation de Refinitiv du reste de la société.

Le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et la marge connexe ont augmenté du fait de la hausse du BAIIA ajusté et de la baisse des dépenses d'investissement.

Bénéfice net et résultat dilué par action

Le bénéfice net et le résultat dilué par action ont diminué malgré l'augmentation du bénéfice d'exploitation, car la période correspondante de l'exercice précédent tenait compte d'un produit d'impôt différé de 1,2 G\$ se rapportant à la restructuration de certaines activités à l'étranger.

Résultat ajusté et résultat ajusté par action

Le résultat ajusté et le montant par action connexe, qui excluent le produit d'impôt différé et d'autres ajustements, ont augmenté en raison de la progression du BAIIA ajusté, qui a été en partie contrebalancée par la hausse de la charge d'impôt sur le résultat.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont augmenté en grande partie parce que la période correspondante de l'exercice précédent rendait compte de coûts et d'investissements considérablement plus élevés liés au repositionnement de la société après la séparation d'avec Refinitiv et de paiements d'impôts plus élevés. Au quatrième trimestre de 2020, nous avons continué les reports de paiement de la partie des retenues sur la paie que doit verser l'employeur, autorisés en vertu de la loi intitulée CARES Act aux États-Unis.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement. En 2020, les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement rendent compte du produit de 367 M\$, déduction faite de l'impôt payé, tiré de la vente d'une participation. Les dépenses d'investissement se sont élevées à 100 M\$. En 2019, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement rendaient compte principalement de dépenses d'acquisition de 177 M\$ et de dépenses d'investissement de 140 M\$.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement. Pour les deux exercices, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement rendent principalement compte des distributions à nos porteurs d'actions ordinaires sous forme de dividendes et, en 2019, de rachats d'actions.

Flux de trésorerie disponibles. Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté en raison des mêmes facteurs qui ont causé la hausse des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation.

Résultats sectoriels

	Trimestres clos les 31 décembre				
	Variation				
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2020	2019	Total	Devises constantes	Crois- sance interne
Produits des activités ordinaires					
Professionnels du droit	653	621	5 %	5 %	4 %
Grandes sociétés	338	328	3 %	4 %	3 %
Fiscalité et comptabilité	285	274	4 %	6 %	8 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 276	1 223	4 %	5 %	5 %
Reuters News	164	164	–	(1) %	(3) %
Publications mondiales	177	196	(10) %	(10) %	(10) %
Éliminations/arrondissement	(1)	–			
Produits des activités ordinaires consolidés	1 616	1 583	2 %	2 %	2 %
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	245	215	14 %	13 %	
Grandes sociétés	105	98	7 %	6 %	
Fiscalité et comptabilité	145	134	9 %	10 %	
3 grands secteurs pris collectivement	495	447	11 %	11 %	
Reuters News	6	10	(41) %	(34) %	
Publications mondiales	61	77	(21) %	(22) %	
Charges liées au siège social	(37)	(138)	s. o.	s. o.	
BAIIA ajusté consolidé	525	396	33 %	32 %	
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	37,5 %	34,5 %	300 pb	270 pb	
Grandes sociétés	31,1 %	30,0 %	110 pb	70 pb	
Fiscalité et comptabilité	51,1 %	48,7 %	240 pb	200 pb	
3 grands secteurs pris collectivement	38,8 %	36,5 %	230 pb	210 pb	
Reuters News	3,9 %	6,5 %	(260) pb	(240) pb	
Publications mondiales	34,6 %	39,4 %	(480) pb	(530) pb	
Charges liées au siège social	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	
Marge du BAIIA ajusté consolidé	32,5 %	25,0 %	750 pb	730 pb	

Professionnels du droit

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes. L'augmentation en devises constantes est attribuable à la croissance de 6 % des produits récurrents (93 % du secteur Professionnels du droit), qui a largement contrebalancé la diminution de 5 % des produits tirés des transactions (7 % du secteur Professionnels du droit). L'acquisition de Pondera Solutions en mars 2020 et de CaseLines en août 2020 a contribué à l'augmentation des produits des activités ordinaires. Les produits liés aux cabinets juridiques et les produits à l'échelle mondiale ont progressé de 3 %, respectivement, tandis que les produits liés au gouvernement américain se sont accrus de 14 %.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne en raison surtout des produits récurrents tirés de Westlaw Edge, de Practical Law, l'entreprise du secteur en Europe et au Canada, et des clients gouvernementaux, qui a augmenté de 10 %. La croissance interne des produits tirés des transactions a reculé en raison essentiellement de la baisse des produits des activités ordinaires d'Elite.

Le BALIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont progressé en raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires. Les mouvements du change ont eu une incidence favorable de 30 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BALIA ajusté sectoriel.

Grandes sociétés

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes. L'augmentation en devises constante découle de la croissance de 6 % des produits récurrents (87 % du secteur Grandes sociétés), laquelle a largement compensé la diminution de 11 % des produits tirés des transactions (13 % du secteur Grandes sociétés).

Les produits des activités ordinaires ont aussi affiché une croissance interne reflétant la croissance des produits récurrents attribuable à nos produits juridiques et fiscaux, laquelle a largement compensé la diminution des produits tirés des transactions découlant de la diminution des services d'implantation de logiciels.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté, en raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires. Les mouvements du change ont eu une incidence favorable de 40 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Fiscalité et comptabilité

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes, malgré la perte de produits du fait de la vente, en novembre 2019, de l'entreprise Aumentum qui servait des clients gouvernementaux. La croissance en devises constantes est attribuable à la hausse de 7 % des produits récurrents (89 % du secteur Fiscalité et comptabilité), qui a plus que compensé le recul de 4 % des produits tirés des transactions (11 % du secteur Fiscalité et comptabilité).

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 8 % attribuable à l'augmentation de 9 % des produits récurrents, qui reflète une forte demande pour les produits du secteur, ainsi qu'à l'avantage lié au devancement de façon permanente des dates de lancement du reste des logiciels d'impôt étatique UltraTax du secteur de janvier 2021 à décembre 2020 pour les faire coïncider avec le lancement de son logiciel d'impôt fédéral qui a traditionnellement lieu en décembre. Le secteur avait fait coïncider les lancements de la majeure partie de ses logiciels d'impôt étatique UltraTax en 2019. Compte non tenu de cette incidence, les produits des activités ordinaires auraient affiché une croissance interne de 5 % au total et de 6 % des produits récurrents. Les produits tirés des transactions ont affiché un recul de la croissance interne de 1 % pour le trimestre.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont progressé en raison de la hausse des produits des activités ordinaires. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 40 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Les activités du secteur Fiscalité et comptabilité affichent davantage de variations saisonnières que nos autres activités, un pourcentage plus élevé de son BAIIA ajusté sectoriel étant habituellement enregistré au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre, en raison du lancement de certains produits fiscaux. De légères variations dans le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires et des charges peuvent avoir une incidence sur les marges trimestrielles. Les marges pour l'exercice complet donnent une image plus fidèle de la performance du secteur.

Reuters News

Les produits des activités ordinaires n'ont pratiquement pas changé au total, mais ont diminué en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Les produits des activités ordinaires ont affiché un recul de la croissance interne de 3 % principalement en raison de la baisse des produits tirés des activités des agences de presse et de l'annulation, en raison de la COVID-19, de conférences en personne organisées par l'entreprise Reuters Events. Le recul a été moins marqué que prévu, le secteur ayant été en mesure de remplacer des conférences par des événements virtuels.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont diminué, en raison principalement de la hausse des charges, qui incluaient des indemnités de fin de contrat de travail. Les mouvements du change ont eu un effet défavorable de 20 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Publications mondiales

Les produits des activités ordinaires ont diminué au total et en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Les produits tirés du secteur Publications mondiales affichent une baisse continue en raison de l'adoption de produits en ligne par les professionnels, mais, en 2020, ils ont aussi été défavorisés par la crise économique mondiale, car certains clients ont connu des difficultés financières et d'autres n'ont pas pu accepter les livraisons en raison de la fermeture des bureaux.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont diminué, en raison de la baisse des produits des activités ordinaires. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 50 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Charges liées au siège social

Les charges liées au siège social ont diminué en grande partie parce que la période correspondante de 2019 tenait compte de coûts et d'investissements visant à repositionner nos activités à la suite de la séparation de Refinitiv du reste de la société, notamment l'intensification des stratégies numériques, la réplication de capacités que nous a coûtées la séparation d'avec Refinitiv et les indemnités de fin de contrat de travail.

Situation de trésorerie et sources de financement

Stratégie en matière de capital

Traditionnellement, nous avons observé une stratégie rigoureuse en matière de capital qui met en équilibre la croissance, l'endettement à long terme, les notations de crédit et la redistribution de capital aux actionnaires. Nous nous assurons de disposer de la capacité d'investissement nécessaire pour accroître nos produits des activités ordinaires tant en interne qu'au moyen d'acquisitions, tout en maintenant notre endettement à long terme et la qualité de notre crédit et en continuant à redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires. Nos principales sources de liquidités sont l'encaisse, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, notre programme de papier commercial et notre facilité de crédit. De temps à autre, nous émettons aussi des titres de créance. Nous utilisons nos liquidités principalement pour financer les remboursements sur la dette, le service de la dette, le versement de dividendes, les dépenses d'investissement, les rachats d'actions et les acquisitions.

À ce jour, la crise économique causée par la pandémie de COVID-19 n'a pas eu d'effets néfastes sur notre situation de trésorerie. Nous pensons toujours que nous sommes en mesure de traverser les périodes de volatilité qui surviendront probablement pendant que le monde sortira de la crise actuelle, car notre stratégie en matière de capital a renforcé notre structure du capital et notre situation de trésorerie. Au 31 décembre 2020, nos fonds en caisse s'élevaient à 1,8 G\$.

Nous prévoyons que le levier d'exploitation de nos activités augmentera nos flux de trésorerie disponible si nos produits des activités ordinaires augmentent, comme le prévoient nos perspectives. Nous ciblons un ratio d'endettement de 2,5 fois la dette nette sur le BAIIA ajusté et nous nous sommes donné comme objectif de distribuer de 50 % à 60 % de nos flux de trésorerie disponibles sous forme de dividendes à nos actionnaires. Nous prévoyons poursuivre un programme de rachat d'actions modeste pour compenser la dilution associée à nos régimes de réinvestissement des dividendes et d'attributions incitatives en actions, et prévoyons maintenir le nombre de nos actions en circulation autour de 500 millions. Pour l'avenir, nous prévoyons que le produit de la vente des actions de LSEG, une fois expirées les dispositions contractuelles de blocage applicables, dont il est question à la rubrique « Résumé – Vente de Refinitiv à LSEG » du présent rapport de gestion, nous donnera de nouvelles possibilités d'investir et de redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires.

Notre ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté au 31 décembre 2020 s'établissait à environ 1,1 pour 1, ce qui est inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. Calculé aux termes de la clause restrictive de notre facilité de crédit, ce ratio s'établissait à 1,0 pour 1 à la clôture de l'exercice 2020, ce qui est bien en deçà du ratio d'endettement maximal de 4,5 pour 1 permis par la facilité de crédit. Nous n'avons pas de titres d'emprunt qui arrivent à échéance avant 2023.

Nous estimons que nos sources de liquidités existantes seront suffisantes pour nous permettre de financer nos besoins en trésorerie attendus dans le cours normal de nos activités pour 2021.

L'information présentée plus haut dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec la rubrique « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ».

Flux de trésorerie

Tableau consolidé sommaire des flux de trésorerie

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre		
	2020	2019	Variation (en \$)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	1 745	702	1 043
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(138)	(1 384)	1 246
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(644)	(1 201)	557
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des découverts bancaires	963	(1 883)	2 846
Écarts de conversion	(1)	5	(6)
Trésorerie et découverts bancaires au début de la période	825	2 703	(1 878)
Trésorerie et découverts bancaires à la fin de la période	1 787	825	962
Mesures non conformes aux IFRS¹⁾			
Flux de trésorerie disponibles	1 330	159	1 171

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Activités d'exploitation. L'augmentation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation s'explique principalement par le fait que les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent tenaient compte i) de coûts et d'investissements considérablement plus élevés se rapportant au repositionnement de la société après la séparation de Refinitiv du reste de la société, ii) de charges de personnel et d'impôt résiduelles liées aux activités de notre ancien secteur Activités financières et risque, et iii) d'une cotisation de 167 M\$ à un régime de retraite. En 2020, les économies découlant de nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19, les paiements d'impôt moins élevés et les reports de paiement de la partie des retenues sur la paie que doit verser l'employeur, autorisés en vertu de la loi intitulée CARES Act aux États-Unis, ont eu une incidence favorable sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation. Les montants reportés, qui se sont élevés à 48 M\$, ne portent pas intérêt mais doivent être payés à 50 % d'ici le 31 décembre 2021, le reste devant être payé d'ici le 31 décembre 2022.

Activités d'investissement. En 2020, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement tenaient compte de dépenses d'investissement de 504 M\$ et de dépenses d'acquisition de 167 M\$ se rapportant essentiellement à Pondera et à CaseLines, qui ont été en partie contrebalancées par le produit de la vente d'une participation (367 M\$, déduction faite de l'impôt payé) et de certains biens immobiliers. En 2019, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement tenaient compte de dépenses d'environ 998 M\$ pour des acquisitions, essentiellement pour les entreprises Confirmation, HighQ et FC Business Intelligence, et de dépenses d'investissement de 505 M\$, qui ont été légèrement compensées par le produit de 74 M\$ de la vente de plusieurs petites entreprises.

Activités de financement. Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement pour les deux exercices rendent compte essentiellement des redistributions aux porteurs d'actions ordinaires au moyen de dividendes et de rachat d'actions. L'exercice 2020 tient également compte d'un produit de 372 M\$ tiré du montant net des emprunts. Se reporter aux paragraphes « Dette à long terme » et « Rachats d'actions » ci-après pour obtenir de plus amples renseignements sur nos remboursements sur la dette et les rachats d'actions.

Trésorerie et découverts bancaires. L'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie rend compte du produit net de 367 M\$ tiré de la vente d'une participation en décembre 2020 et des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, qui reflètent les économies découlant de nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19.

Flux de trésorerie disponibles. L'augmentation des flux de trésorerie disponibles découle des mêmes facteurs qui ont influé sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, auxquels s'ajoute le produit de la vente de biens immobiliers.

Des renseignements supplémentaires sur notre dette, nos dividendes et nos rachats d'actions sont présentés ci-après :

- **Programme de papier commercial.** Notre programme de papier commercial de 1,8 G\$ nous fournit un financement efficace et flexible à court terme. Aucun papier commercial n'était en cours aux 31 décembre 2020 et 2019. En janvier 2020, nous avons émis un montant de 630 M\$ sous forme de papier commercial dont le produit a servi à rembourser des dettes avant leur échéance. Nos emprunts sous forme de papier commercial ont été remboursés plus tard au cours de l'exercice, principalement à l'aide de sommes empruntées aux termes de notre facilité de crédit, comme il est expliqué ci-dessous. Nous n'avons pas émis de papier commercial en 2019.
- **Facilités de crédit.** Nous disposons d'une facilité de crédit consortiale de 1,8 G\$ qui vient à échéance en décembre 2024 et qui peut servir à obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (y compris aux fins des acquisitions ou du financement de notre programme de papier commercial). Il n'y avait aucun emprunt en cours aux termes de la facilité de crédit aux 31 décembre 2020 et 2019. Nous avons emprunté 1,0 G\$ aux termes de cette facilité au premier trimestre de 2020, montant qui a été remboursé plus tard au cours de l'exercice. D'après les notations actuelles de la société, le taux d'intérêt aux termes de la facilité de crédit est fonction du taux LIBOR/EURIBOR majoré de 112,5 points de base. Nous avons également la possibilité de demander une augmentation de l'engagement des prêteurs jusqu'à concurrence d'un montant de 600 M\$, pour un engagement relatif à la facilité de crédit maximum de 2,4 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés.

La Financial Conduct Authority du Royaume-Uni, qui régleme le taux LIBOR, a l'intention de supprimer progressivement ce taux de référence d'ici la fin de 2021. De nouveaux taux de référence ont été établis, et les travaux se poursuivent en vue de la mise en place de meilleures structures à terme et de liquidité, lesquelles sont nécessaires pour remplacer les structures LIBOR existantes. À l'exception des taux de référence fondés sur le LIBOR retenus aux termes de notre facilité de crédit externe, nous n'avons pas d'entente importante avec des tiers qui utilise ou mentionne le LIBOR comme taux de référence et qu'il faudrait modifier.

Si Moody's ou S&P abaissent leurs notations à l'égard de notre dette, les commissions et le coût d'emprunt de notre facilité de crédit pourraient augmenter, sans aucune conséquence toutefois sur la disponibilité de la facilité. À l'opposé, un relèvement de la notation pourrait réduire les commissions et le coût d'emprunt. Nous surveillons aussi les prêteurs qui sont parties à notre facilité et nous croyons qu'ils demeureront en mesure de nous prêter des fonds.

Nous garantissons les emprunts de nos filiales aux termes de la facilité de crédit. Nous sommes aussi tenus de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette après déduction des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établie le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit), d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si nous réalisons une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, le ratio de la dette nette sur le BAIIA augmenterait temporairement à 5,0 pour 1 pour les trois trimestres suivant la transaction, après quoi il reviendrait à 4,5 pour 1. Au 31 décembre 2020, nous respectons cette clause restrictive puisque notre ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de notre facilité de crédit consortiale, s'établissait à 1,0 pour 1.

- **Dette à long terme.** Le tableau suivant présente de l'information sur les billets émis et remboursés par la société en 2020. Nous n'avons émis ni remboursé aucun titre d'emprunt en 2019.

Mois/année	Transaction	Montant en capital (en millions)
Billets émis		
Mai 2020	Billets à 2,239 %, échéant en 2025	1 400 \$ CA
Billets remboursés		
Janvier 2020	Billets à 3,309 %, échéant en 2021	550 \$ CA
Janvier 2020	Billets à 3,95 %, échéant en 2021	139 \$ US

Les billets émis en mai 2020 ont été immédiatement échangés contre des dollars américains, et nous avons affecté le produit net de 999 M\$ aux besoins généraux de l'entreprise, notamment au remboursement des emprunts aux termes de notre facilité de crédit.

En janvier 2020, nous avons remboursé des billets pour un montant de 640 M\$ avant leur date d'échéance prévue. Ce montant comprend les primes pour remboursement anticipé et le règlement de swaps de devises. Ces remboursements ont été financés au moyen d'emprunts sous forme de papier commercial.

En juillet 2020, nous avons déposé un nouveau prospectus préalable de base aux termes duquel Thomson Reuters Corporation et l'une de ses filiales américaines, TR Finance LLC, peuvent collectivement émettre, de temps à autre, des titres d'emprunt non garantis d'une valeur maximale de 3,0 G\$, et ce, jusqu'au 6 août 2022. Les titres émis par TR Finance LLC seront intégralement et inconditionnellement garantis à titre d'obligations non garanties par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation. À l'exception de TR Finance LLC et des filiales garantes, aucune autre filiale de Thomson Reuters Corporation n'a fourni de garantie ou ne peut être tenue responsable relativement à tout titre d'emprunt que pourrait émettre TR Finance LLC. En date du 3 mars 2021, ni Thomson Reuters Corporation ni TR Finance LLC n'a émis de titre d'emprunt aux termes du prospectus.

TR Finance LLC est une filiale en propriété exclusive indirecte de Thomson Reuters Corporation et a été constituée aux seules fins d'émettre des titres d'emprunt. TR Finance LLC n'a aucun actif ou passif d'importance, aucune filiale et aucune activité commerciale qui lui est propre. La capacité de TR Finance LLC de payer des intérêts, des primes ou des charges d'exploitation ou d'honorer ses obligations dépendra du soutien financier de Thomson Reuters Corporation et des filiales garantes. Veuillez vous reporter à l'annexe H du présent rapport de gestion pour consulter l'information financière résumée de consolidation concernant TR Finance LLC et les filiales garantes.

- **Notations.** Nos possibilités de financement sont entre autres tributaires de la conjoncture des marchés et du maintien de notations à long terme convenables. Les notations qui nous sont attribuées peuvent être affectées par divers facteurs, notamment l'accroissement de notre dette, la baisse de notre résultat, la contraction de la demande à l'égard de nos produits, l'intensification de la concurrence, une autre détérioration de la conjoncture économique et commerciale et la mauvaise presse visant la société. Tout déclassement de nos notations pourrait avoir une incidence sur notre capacité à mobiliser des capitaux ou donner lieu à une hausse des taux d'intérêt s'appliquant à nos emprunts.

Le tableau qui suit indique les notations que les agences ont attribuées à nos titres en cours à la date du présent rapport de gestion :

	Moody's	Standard & Poor's	DBRS Limited	Fitch
Dette à long terme	Baa2	BBB	BBB (élevé)	BBB+
Papier commercial	P-2	A-2	R-2 (élevé)	F1
Tendance ou perspective	Stable	Stable	Stable	Stable

Ces notations ne sont pas une recommandation d'acheter, de vendre, ni de conserver les titres et elles ne fournissent aucune indication sur leur cours ou leur pertinence pour un investisseur donné. Les notations peuvent ne pas refléter l'incidence possible de tous les risques sur la valeur des titres. Nous ne pouvons vous assurer que nos notations ne seront pas revues à la baisse dans l'avenir ni que les agences de notation n'émettront pas de commentaires défavorables à l'égard de nos titres.

- **Dividendes.** Les dividendes sur nos actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. En février 2020, nous avons annoncé une augmentation de 0,08 \$ par action du dividende annuel, qui a été porté à 1,52 \$ par action ordinaire (à compter du dividende sur les actions ordinaires que nous avons versé en mars 2020). Dans notre tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »). Les actionnaires ordinaires inscrits peuvent participer au RRD, aux termes duquel les dividendes en trésorerie sont automatiquement réinvestis dans de nouvelles actions ordinaires. La valeur des actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée du cours de l'action à la Bourse de Toronto sur les cinq jours de bourse qui précèdent immédiatement la date de clôture des registres en vue de la distribution des dividendes.

Le tableau ci-après fait état des dividendes déclarés par action ordinaire et des dividendes que nous avons versés sur nos actions ordinaires.

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,52 \$	1,44 \$
Dividendes déclarés	753	721
Dividendes réinvestis	(23)	(23)
Dividendes versés	730	698

En février 2021, nous avons annoncé une augmentation de 0,10 \$ par action du taux de dividende annuel, qui a été porté à 1,62 \$ par action ordinaire (à compter du dividende sur les actions ordinaires que nous avons prévu verser en mars 2021). Se reporter à la rubrique « Événements postérieurs à la date de clôture » du présent rapport de gestion pour obtenir un complément d'information.

- **Rachats d'actions – offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »).** Nous pouvons occasionnellement racheter des actions (et les annuler ultérieurement) conformément à notre stratégie en matière de capital. Les rachats d'actions sont généralement effectués dans le cadre d'une offre de rachat. Aux termes de notre offre de rachat actuellement en vigueur, nous pouvons racheter jusqu'à 5 millions d'actions ordinaires entre le 4 janvier 2021 et le 3 janvier 2022 dans le cadre d'opérations sur le marché libre à la TSX, à la NYSE, à une autre bourse ou à un système de négociation parallèle admissible, ou par tout autre moyen autorisé par la TSX ou la NYSE ou selon les lois applicables, y compris au moyen de contrats de rachat privés si la société obtient à cette fin une ordonnance d'exemption d'offre publique de rachat auprès des autorités en valeurs mobilières concernées au Canada. Le prix payé par la société pour ses actions dans le cadre d'opérations sur le marché libre aux termes de l'offre de rachat correspondra au cours de l'action au moment de l'achat ou à tout autre prix autorisé par la TSX.

Les rachats d'actions s'établissent comme suit :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	200	488
Nombre d'actions rachetées (en millions)	2,6	7,8
Rachats d'actions – prix moyen par action en dollars américains	78,37 \$	62,33 \$

En février 2021, la société a racheté un montant additionnel de 200 M\$ de ses actions ordinaires dans le cadre d'un programme de rachat qui a commencé en janvier 2021. Nous n'avons pas l'intention de racheter d'autres actions en 2021. Les décisions concernant les rachats futurs, le cas échéant, dépendront de facteurs comme la conjoncture du marché, le cours de l'action et d'autres possibilités d'investir des capitaux pour favoriser la croissance. Nous pouvons choisir, en tout temps, de suspendre le rachat d'actions ou d'y mettre fin conformément aux lois en vigueur. De temps à autre, si nous ne possédons pas de renseignements importants nous concernant ou concernant nos titres que le public ignorerait, nous pouvons établir un programme prédéfini avec notre courtier en vue de racheter des actions pendant des périodes au cours desquelles nous ne sommes normalement pas actifs sur les marchés en raison de nos propres périodes d'interdiction d'opérations, de nos propres règles sur les opérations d'initié ou d'autres facteurs. Tout programme établi avec notre courtier sera adopté conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables et aux exigences de la règle 10b5-1 de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, dans sa version modifiée. Nous avons établi un programme de ce genre avec notre courtier le 29 décembre 2020 relativement aux actions que nous avons rachetées plus tôt cette année. Par conséquent, nous avons inscrit un passif de 200 M\$ et un montant correspondant dans les capitaux propres à l'état consolidé de la situation financière (200 M\$ en 2019).

Situation financière

Le total de notre actif s'établissait à 17,9 G\$ au 31 décembre 2020, comparativement à 17,3 G\$ au 31 décembre 2019. La hausse s'explique principalement par une augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, y compris le produit de la vente d'une participation (se reporter à la rubrique « Flux de trésorerie » ci-dessus pour plus d'information à ce sujet).

Au 31 décembre 2020, la valeur comptable du total des actifs courants était supérieure de 1,3 G\$ à celle du total des passifs courants. À l'occasion, les passifs courants peuvent dépasser les actifs courants, ce qui s'explique surtout par le fait que les passifs courants comprennent des produits différés d'un montant important tirés de la vente de produits et de services par abonnement, que bon nombre de clients règlent à l'avance. La trésorerie reçue lors de ces paiements anticipés est affectée au financement courant des activités d'exploitation, d'investissement et de financement de notre entreprise. Cependant, aux fins comptables, ces paiements anticipés doivent être différés et comptabilisés sur la durée de l'abonnement. Nous pouvons donc inscrire un fonds de roulement déficitaire à notre état consolidé de la situation financière. Dans le cours normal des activités, les produits différés ne correspondent pas à une obligation en trésorerie, mais plutôt à l'obligation d'assurer la prestation de services ou la livraison de produits. En conséquence, nous sommes d'avis que notre situation ne reflète pas un problème de liquidité, mais bien le résultat de la comptabilité requise du fait de notre modèle d'entreprise.

Dettes nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté

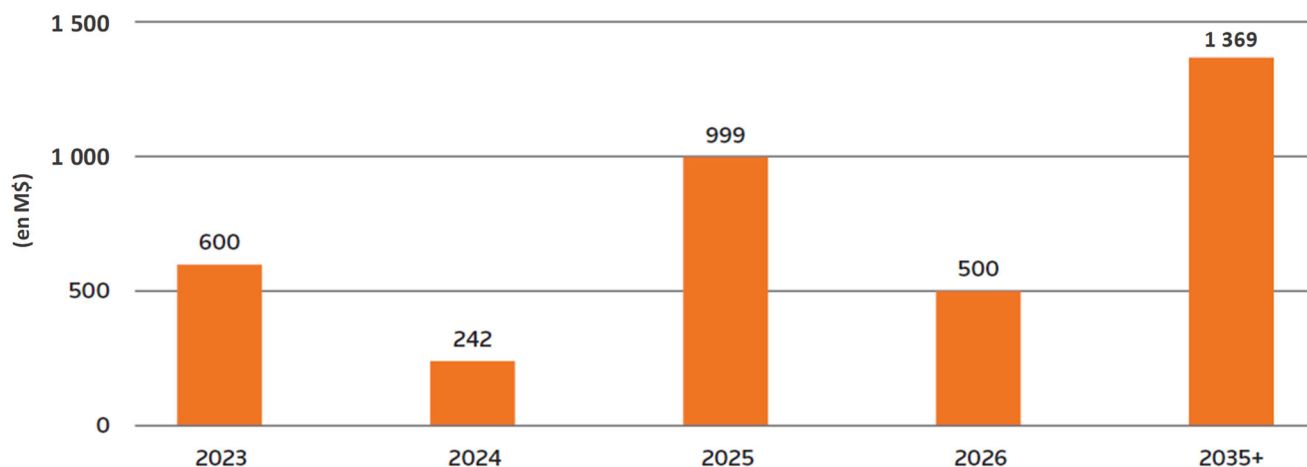
	31 décembre	
(en millions de dollars américains)	2020	2019
Dettes courantes	–	579
Dettes à long terme	3 772	2 676
Total de la dette	3 772	3 255
Swaps	(100)	62
Total de la dette après déduction des swaps	3 672	3 317
Déduire : ajustements de juste valeur pour les instruments de couverture ¹⁾	1	–
Total de la dette, après déduction des contrats de couverture de change	3 673	3 317
Déduire : coûts de transactions, surcotes et décotes compris dans la valeur comptable de la dette	38	36
Ajouter : obligations locatives (partie courante et non courante)	306	322
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie ²⁾	(1 787)	(825)
Dettes nettes ³⁾	2 230	2 850
Ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
BAIIA ajusté ³⁾	1 975	1 493
Dettes nettes/BAIIA ajusté ³⁾	1,1:1	1,9:1

- 1) Représente la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture qui sont déduits afin de refléter les sorties nettes de trésorerie à l'échéance.
- 2) Compte tenu de trésorerie et d'équivalents de trésorerie s'élevant respectivement à 43 M\$ et à 34 M\$ aux 31 décembre 2020 et 2019, lesquels étaient détenus dans des filiales soumises à certaines restrictions réglementaires, ce qui signifie qu'ils ne peuvent être utilisés pour les besoins généraux de l'entreprise.
- 3) Ces montants correspondent à des mesures non conformes aux IFRS. À titre d'information supplémentaire concernant notre liquidité, nous présentons le ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires sur nos mesures financières non conformes aux IFRS.

Au 31 décembre 2020, le total de notre dette (après déduction des swaps) s'élevait à 3,7 G\$. Les dates d'échéance de nos emprunts à terme sont bien échelonnées et ne sont pas concentrées dans un exercice en particulier.

Au 31 décembre 2020, la durée moyenne à courir jusqu'à l'échéance de nos emprunts à terme était d'environ 10 ans et le taux d'intérêt moyen s'y appliquant (après déduction des swaps) s'établissait à moins de 5 %, qui est entièrement fixe. Notre ratio d'endettement, qui correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté, était inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. La diminution de notre dette nette est essentiellement attribuable à la hausse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le graphique ci-dessous présente les échéances prévues des emprunts à terme (après déduction des swaps) au 31 décembre 2020.



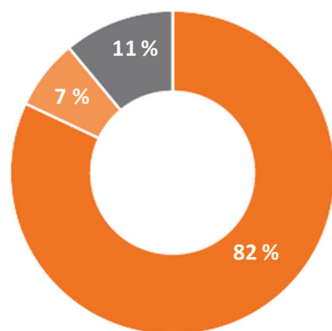
Gestion des risques financiers

Nos activités mondiales nous exposent à une série de risques financiers, à savoir le risque de marché (principalement le risque de change et le risque de taux d'intérêt), le risque de crédit et le risque de liquidité. À la rubrique « Gestion des risques financiers » de la note 19 de nos états financiers consolidés annuels de 2020, nous présentons une analyse des principaux risques financiers auxquels nous pensons être exposés et la stratégie que nous mettons en œuvre pour en atténuer les conséquences négatives sur nos résultats financiers. Sous la supervision de notre chef de la direction financière, notre service centralisé de la trésorerie, qui est responsable de la stratégie de gestion des risques financiers et de sa mise en œuvre, applique des directives strictes et des processus de contrôle interne rigoureux. Nous nous efforçons de réduire au minimum les effets économiques défavorables éventuels de ces risques financiers sur notre performance financière et de nous assurer que nous disposons d'une trésorerie suffisante pour financer nos activités, réinvestir dans notre entreprise, verser des dividendes et nous acquitter de nos obligations de remboursement de la dette.

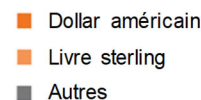
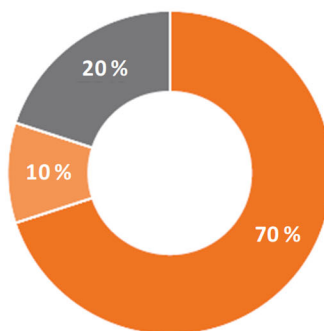
Nous exerçons la majeure partie de nos activités en dollars américains. Cependant, 18 % de nos produits des activités ordinaires et 30 % de nos charges étaient libellés en d'autres monnaies que le dollar américain en 2020, la principale étant la livre sterling, le reste de nos transactions étant conclues dans diverses autres monnaies, dont le dollar canadien, l'euro et le réal brésilien. Étant donné qu'un pourcentage plus élevé de nos charges est libellé en monnaies étrangères, les variations des cours de change tendent généralement à accroître nos charges davantage que nos produits des activités ordinaires. En 2020, les mouvements du change ont diminué de 1 % nos produits des activités ordinaires et nos charges par rapport à l'exercice précédent. Nous surveillons régulièrement notre exposition au risque de change, et il se peut que nous utilisions des instruments financiers dérivés à l'avenir afin d'atténuer notre risque de change. Se reporter à la note 19 de nos états financiers consolidés annuels de 2020 pour obtenir des renseignements supplémentaires. Notre participation indirecte dans LSEG est susceptible de varier en fonction des fluctuations du cours des actions de LSEG et du taux de change entre la livre sterling et le dollar américain.

Les graphiques suivants présentent la répartition entre les devises de nos produits des activités ordinaires et de nos charges d'exploitation pris en compte dans le calcul du BAIIA ajusté pour 2020 :

Produits des activités ordinaires



Charges



Nous surveillons la stabilité financière des pays étrangers dans lesquels nous sommes en exploitation. Pour atténuer le risque de perte, nous surveillons la qualité du crédit de nos clients et avons en place des politiques et pratiques de recouvrement des créances clients et de gestion de la trésorerie à l'échelle mondiale pour veiller à ce que nous disposions de suffisamment de liquidités.

Nous surveillons également la solidité financière des institutions financières avec lesquelles nous entretenons des relations bancaires et autres relations commerciales, notamment celles qui détiennent notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, ainsi que les institutions qui agissent comme contreparties aux instruments financiers dérivés et à d'autres contrats.

Au 31 décembre 2020, environ 47 % de notre trésorerie et de nos équivalents de trésorerie étaient détenus par des filiales hors des États-Unis. Habituellement, nous accédons à ces fonds d'une façon avantageuse sur le plan fiscal afin de répondre à nos besoins en trésorerie. Étant donné notre structure d'entité juridique, nous prévoyons avoir encore accès à nos fonds détenus par des filiales hors des États-Unis de façon avantageuse sur le plan fiscal.

Arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés

Le tableau qui suit présente le sommaire des emprunts, des contrats de location et des obligations contractuelles non comptabilisées.

(en millions de dollars américains)	2021	2022	2023	2024	2025	Par la suite	Total
Dettes à long terme¹⁾	-	-	600	242	1 099	1 869	3 810
Intérêts à payer¹⁾	153	153	153	127	105	1 103	1 794
Sorties de trésorerie liées aux couvertures de la dette	22	22	22	22	1 010	-	1 098
Entrées de trésorerie liées aux couvertures de la dette¹⁾	(25)	(25)	(25)	(25)	(1 110)	-	(1 210)
Contrats de location²⁾	97	86	61	45	33	151	473
Obligations inconditionnelles d'achat	316	277	242	71	13	-	919
Obligations au titre des prestations définies	39	-	-	-	-	-	39
Total	602	513	1 053	482	1 150	3 123	6 923

1) Flux de trésorerie contractuels calculés au moyen des taux de change au comptant au 31 décembre 2020.

2) Comprennent des contrats de location d'une durée de 12 mois ou moins, certains actifs de faible valeur et des engagements de location qui n'ont pas encore commencé, tous ces éléments n'étant pas comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

Nous présentons ci-après d'autres renseignements au sujet de certaines de nos obligations :

- **Garanties des filiales** – Nous garantissons les obligations de certaines de nos filiales à l'égard de certains baux immobiliers, ententes avec des banques et contrats commerciaux. Nous garantissons aussi les emprunts de nos filiales en vertu de notre entente de crédit.
- **Obligations inconditionnelles d'achat** – Nous avons diverses obligations se rapportant à des matières, à des fournitures, à l'impartition et à d'autres services requis dans le cadre de l'activité ordinaire. Dans le tableau ci-dessus, certains engagements ont été estimés sur la durée du contrat.
- **Obligations au titre des prestations définies** – Nous offrons des régimes à prestations définies qui procurent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux membres du personnel couverts. Au 31 décembre 2020, la juste valeur des actifs de nos principaux régimes de retraite par capitalisation représentait 99 % des obligations des régimes. Pour 2020, nous avons versé des cotisations de 33 M\$ à nos principaux régimes à prestations définies. En 2021, nous prévoyons verser des cotisations d'environ 39 M\$ à nos principaux régimes à prestations définies, dont une tranche de 6 M\$ conformément à notre politique normale de capitalisation des régimes et une tranche de 33 M\$ au titre des prestations à verser aux termes des régimes sans capitalisation et de nos régimes de soins médicaux à l'intention des retraités.

Le montant des cotisations futures requises aux termes de régimes de retraite et le moment où elles seront versées peuvent différer de façon importante de nos estimations au 31 décembre 2020. Nous ne pouvons pas estimer les cotisations qui seront versées après 2021 puisqu'elles sont tributaires de la conjoncture économique et du rendement des régimes et qu'elles peuvent être modifiées par l'évolution de la législation. Dans le cas de certains régimes, les fiduciaires ont le droit de demander une évaluation spéciale à la suite de laquelle nous pourrions devoir verser des cotisations imprévues. Par ailleurs, de temps à autre, nous pouvons décider de verser des cotisations volontaires afin d'améliorer la situation de capitalisation des régimes.

- **Éventualités liées aux cessions** – Aux termes de certains contrats de cession, notamment tel qu'il est décrit à la rubrique « Positions fiscales incertaines » plus loin dans le présent rapport de gestion, nous garantissons les obligations d'indemnisation de notre filiale qui vend l'entreprise ou l'actif. À notre avis, compte tenu des faits et des circonstances actuels, nous estimons que des paiements supplémentaires liés à ces opérations n'auraient pas d'incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.
- **Bons de souscription de Refinitiv** – Aux termes de la convention de bons de souscription conclue entre notre société et les fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, la vente de Refinitiv à LSEG a constitué un changement de contrôle. Les bons de souscription ont été exercés dans le cadre de la clôture de la transaction, ce qui a conféré à notre société le droit à 4,5 millions d'actions de Refinitiv additionnelles. Ces bons de souscription constituaient un instrument dérivé et ont été comptabilisés à la juste valeur. Les variations de la valeur ont été comptabilisées au poste « Autres profits d'exploitation, montant net » de l'état consolidé du résultat net. Se reporter à l'annexe E du présent rapport de gestion pour plus d'information à ce sujet.

Nous ne concluons pas d'arrangements de financement non comptabilisés, hormis ceux qui sont décrits précédemment, et nous ne possédons pas de participations dans des entités ad hoc non consolidées ni dans des entités de financement structurées.

Éventualités

Actions et réclamations en justice

Nous sommes partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces causes portent notamment sur les questions liées à l'emploi, les questions commerciales et les poursuites en diffamation et en violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre nous restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. À la lumière des renseignements dont nous disposons actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que le résultat définitif de ces causes, prises individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

Nous sommes assujettis à l'impôt s'appliquant sur de nombreux territoires, et nous faisons régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales dans le cours normal des activités. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, les autorités fiscales pouvant contester certaines positions et proposer des ajustements ou des changements à nos déclarations fiscales.

En conséquence, nous maintenons des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à notre avis, reflètent de façon appropriée les risques visant la société. Ces provisions sont établies à l'aide de nos estimations les plus probables du montant à payer, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, nous calculons la valeur attendue afin de déterminer le montant de nos provisions. Nous réévaluons ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour voir si le montant est suffisant et les ajustons en fonction de l'évolution des faits et des circonstances. En raison de l'incertitude entourant les contrôles fiscaux, il se peut qu'un passif découlant de ces contrôles ou d'un litige connexe diffère de façon importante de nos provisions. Toutefois, à la lumière des lois actuellement en vigueur et de l'information dont nous disposons et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces questions, individuellement ou collectivement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

En février 2018, l'administration fiscale du Royaume-Uni, la HM Revenue & Customs (la « HMRC »), a émis, en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés, des avis d'imposition pour l'année d'imposition 2015 visant certaines de nos filiales actuelles et de nos anciennes filiales au Royaume-Uni. Nous avons payé des impôts de 31 M\$, conformément à ce qu'exigeaient les avis d'imposition. Comme la direction n'estimait pas que ces filiales au Royaume-Uni entraient dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés, nous avons contesté ces avis d'imposition en juillet 2019 afin d'obtenir un remboursement. La HMRC a entamé un audit des années d'imposition subséquentes et, en février 2021, elle a émis des avis d'imposition définitifs pour l'année d'imposition 2016 dont le montant totalise 90 M\$, que nous devons payer en mars 2021. Par ailleurs, compte tenu des discussions récentes avec la HMRC, la direction croit qu'il est raisonnablement possible que cette dernière émette d'ici 6 à 12 mois des avis d'imposition similaires pour une ou plusieurs autres années d'imposition, qui viseraient essentiellement des entreprises que nous avons vendues et qui font l'objet d'entente d'indemnisation. Si cela se produit, nous serons tenus de payer des impôts supplémentaires à la HMRC, y compris ceux qui sont attribuables aux contreparties aux ententes d'indemnisation, peu après avoir reçu les avis. Advenant que nous soyons tenus d'effectuer des versements d'impôt supplémentaires, dont le montant pourrait se situer entre 600 M\$ et 700 M\$, nous défendrons vigoureusement notre position en contestant les avis d'imposition au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à notre disposition. La majeure partie des montants en cause se rapportent au secteur Activités financières et risque de la société, qui a été vendu en 2018. Les paiements que nous pourrions effectuer, le cas échéant, ne refléteraient pas notre position quant au bien-fondé de la question. Comme la direction estime que notre position est justifiée par la loi, nous ne pensons pas que la résolution de cette question aura une incidence significative sur notre situation financière dans son ensemble. Nous prévoyons donc comptabiliser la quasi-totalité de tout paiement éventuel futur à titre de montant à recevoir de HMRC non courant et l'indemnité de la contrepartie dans nos états financiers, puisque nous nous attendons à recevoir des remboursements pour la quasi-totalité des montants payés en vertu de ces avis d'imposition. Nous prévoyons que nos sources de trésorerie existantes (décrites dans le présent rapport de gestion) seront suffisantes pour financer les paiements requis, le cas échéant.

Pour un complément d'information, veuillez consulter la rubrique « Facteurs de risque » du présent rapport annuel, où sont détaillés les risques liés aux questions juridiques et fiscales.

Perspectives

L'information présentée dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec la rubrique « Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » ci-après.

Tendances

En changeant la façon dont le travail est effectué et par qui il est effectué, les forces technologiques et sociales perturbent les marchés professionnels que nous desservons. Nos clients, soit les professionnels œuvrant au sein des cabinets juridiques et comptables, des organismes gouvernementaux et des sociétés, recherchent de plus en plus auprès de notre société des solutions leur permettant de s'adapter à la nouvelle réalité. Ils sont pressés par leurs clients, à l'interne et à l'externe, d'être plus efficaces et de démontrer la valeur de leurs services. Ils doivent recourir de plus en plus à des outils technologiques pour maintenir un avantage concurrentiel en livrant plus rapidement des produits différenciés. La pandémie de COVID-19 a eu pour effet d'accélérer ces tendances, les professionnels se tournant de plus en plus vers les expériences numériques, les produits infonuagiques et les formules de travail flexibles. Au cours de la dernière année, nous avons observé que les facteurs suivants sont associés à un intérêt et à une adhésion croissants au sein de la clientèle des 3 grands secteurs (Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité) que nous desservons :

- *Numérisation des processus et automatisation des tâches* afin de simplifier et d'automatiser les flux de travaux routiniers;
- *Prestation de services numérique* pour permettre aux professionnels d'interagir différemment avec leurs clients;
- *Obligations par les gouvernements d'adopter et d'accélérer la mise en œuvre* des services numériques;
- *Travail à distance* rendu possible par l'adoption généralisée de logiciels de collaboration et un changement de mentalité;
- *Changement démographique* qui donne lieu à de nouvelles attentes concernant les parcours professionnels traditionnels;
- *Évolution constante de la réglementation* qui ouvre la porte à de nouveaux venus sur le marché.

Du côté de notre secteur Reuters News, le secteur des médias poursuit sa transformation, et les activités des agences de presse traditionnelles sont en déclin. La demande dans le secteur professionnel financier est à la hausse, mais Reuters est limitée dans sa capacité de participer à un certain nombre de secteurs en raison de son entente exclusive avec Refinitiv. Dans le domaine des services interentreprises, la pandémie de COVID-19 a eu une incidence importante sur les occasions d'affaires relativement aux conférences et aux événements en 2020. Nous estimons toutefois que cette incidence est temporaire et que la demande pour des événements virtuels et le contenu connexe continuera d'augmenter, tandis que la demande pour des événements en personne reprendra lorsque les restrictions liées à la pandémie auront été assouplies. Nous nous attendons toujours à un recul des produits tirés du secteur Publications mondiales en raison de l'adoption de produits en ligne par les clients et du fait que certains clients connaissent des difficultés financières et que d'autres ne peuvent pas accepter les livraisons en raison de la fermeture des bureaux.

L'environnement concurrentiel est à la fois saturé et en constante mutation. Nos concurrents traditionnels investissent dans le contenu, l'analytique et les logiciels. Les sociétés technologiques plus spécialisées, qui sont souvent financées par des sociétés de financement par capitaux propres ou par des appels publics à l'épargne récents, investissent aussi massivement pour saisir des occasions de croissance dans nos segments de marché. Les grands fournisseurs de systèmes commerciaux à structure horizontale, ainsi que certains petits fournisseurs, offrent des solutions similaires à certains des produits que nous offrons. Les 7 grands cabinets comptables internationaux ont l'envergure nécessaire pour élaborer leurs propres solutions technologiques concurrentielles, mais ont traditionnellement été nos clients, comme l'ont aussi été plusieurs autres qui ont été des partenaires d'entrée sur le marché. Les nouvelles entreprises continuent d'innover en utilisant de nouvelles technologies dans des domaines comme celui de l'analytique et de l'automatisation. Dans le segment de l'information à l'échelle mondiale, les médias sociaux et les sociétés technologiques proposent de nouveaux moyens de s'informer, et nos concurrents traditionnels créent leurs propres plateformes médiatiques. Bien que la concurrence demeure féroce et vigoureuse, nous estimons que nos forces, c'est-à-dire notre contenu de grande qualité, notre expertise technologique, notre connaissance approfondie du domaine et nos solides relations avec la clientèle, nous permettront de continuer à répondre aux besoins de nos clients.

Priorités – notre programme de transformation

Nous détenons de solides parts de marché et notre clientèle est fidèle, mais nous devons tout de même continuer d'évoluer et de suivre les tendances de notre secteur. Nous avons donc mis en place un programme de transition sur deux ans en vue de stimuler la croissance et l'efficacité en transformant notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et en passant de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu.

Par suite de la transformation en société d'exploitation, nos secteurs d'activité auront pour seul objectif de comprendre les besoins des clients et d'y répondre. Ils seront soutenus par des fonctions centrales qui s'occuperont de la technologie, de l'élaboration de produits, du service à la clientèle et du soutien à l'échelle de notre société. Ces fonctions centrales tireront parti de notre envergure et de nos pratiques exemplaires, ce qui améliorera notre efficacité et la vitesse à laquelle nous pouvons élaborer de nouveaux produits. Les objectifs du programme de transformation sont les suivants :

- Faciliter l'interaction avec nos clients;
- Actualiser et rationaliser de façon importante notre portefeuille de produits et nos groupes d'élaboration de produits;
- Réduire la complexité de nos activités et de l'organisation technologique;
- Continuer de simplifier notre structure organisationnelle afin d'instaurer une culture favorisant davantage l'innovation.

Bien que notre contenu nous donne un avantage concurrentiel important, nous estimons que nous pouvons obtenir encore plus de succès en passant de fournisseur de contenu à une société technologique axée sur le contenu. Nous avons l'intention d'offrir une expérience client encore plus à jour en enrichissant notre contenu avec l'intelligence artificielle, l'apprentissage machine et des logiciels fournis dans un environnement en nuage, ce qui à notre avis nous permettra de rejoindre davantage de clients, en particulier les petites et moyennes entreprises.

Veuillez consulter la rubrique « Activités » du présent rapport annuel pour en savoir plus sur nos priorités et domaines d'intervention pour 2021 en ce qui a trait au programme de transformation ainsi qu'aux entreprises prioritaires pour la croissance stratégique qui, selon nous, entraîneront une croissance interne supplémentaire des produits des activités ordinaires en raison de leurs solides parts de marché et des occasions et possibilités de croissance qu'elles recèlent.

La mise en œuvre du programme devrait pour l'essentiel durer 24 mois (de 2021 à 2022) et nécessiter un investissement de l'ordre d'environ 500 M\$ à 600 M\$ sur cette période. D'ici 2023, nous estimons que cette initiative nous aura procuré les avantages financiers suivants :

- Croissance interne des produits des activités ordinaires de l'ordre de 5 % à 6 %, y compris des produits des activités ordinaires annuels supplémentaires de 100 M\$;
- Marge du BAIIA ajusté se situant entre 38 % et 40 %;
- Flux de trésorerie disponible se chiffrant entre 1,8 G\$ et 2,0 G\$;
- Économie de charges d'exploitation annuelles de 600 M\$, dont 200 M\$ devraient être réinvestis dans des initiatives de croissance;
- Dépenses d'investissement exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires se situant dans une fourchette de 6 % à 6,5 %.

Perspectives financières

Le tableau ci-après présente nos perspectives financières révisées sur trois ans. Nos perspectives tiennent compte des répercussions prévues du programme de transformation, présument que les cours de change demeureront constants par rapport à ceux de 2020 et ne tiennent pas compte de l'incidence des acquisitions ou cessions qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Nous pensons que ce type d'information fournit des renseignements utiles sur la performance de nos activités. Certaines mesures financières présentées dans les perspectives financières ci-dessous sont établies sur une base non conforme aux IFRS. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Perspectives pour les exercices 2021, 2022 et 2023				
Perspectives globales pour Thomson Reuters				
	Performance réelle pour 2020	Perspectives pour 2021	Perspectives pour 2022	Perspectives pour 2023
Avant l'effet du change, compte tenu des répercussions du programme de transformation et compte non tenu des acquisitions ou cessions futures				
Croissance des produits des activités ordinaires	1,3 %	De 3,0 % à 4,0 %	De 4,0 % à 5,0 %	De 5,0 % à 6,0 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires	1,2 %	De 3,0 % à 4,0 %	De 4,0 % à 5,0 %	De 5,0 % à 6,0 %
Marge du BAIIA ajusté	33,0 %	De 30 % à 31 %	De 34 % à 35 %	De 38 % à 40 %
Charges liées au siège social	131 M\$	Entre 305 M\$ et 340 M\$	Entre 245 M\$ et 280 M\$	Entre 110 M\$ et 120 M\$
Charges de base liées au siège social		Entre 130 M\$ et 140 M\$	Entre 120 M\$ et 130 M\$	Entre 110 M\$ et 120 M\$
Charges d'exploitation liées au programme de transformation		Entre 175 M\$ et 200 M\$	Entre 125 M\$ et 150 M\$	0 \$
Flux de trésorerie disponibles	1,3 G\$	Entre 1,0 G\$ et 1,1 G\$	Entre 1,2 G\$ et 1,3 G\$	Entre 1,8 G\$ et 2,0 G\$
Dépenses d'investissement exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires		De 9,0 % à 9,5 %	De 7,5 % à 8,0 %	De 6,0 % à 6,5 %
Dépenses d'investissement liées au programme de transformation	8,4 %	Entre 125 M\$ et 150 M\$	Entre 75 M\$ et 100 M\$	0 \$
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels	669 M\$	Entre 650 M\$ et 675 M\$	Entre 620 M\$ et 645 M\$	Entre 580 M\$ et 605 M\$
Charge d'intérêts	195 M\$	Entre 190 M\$ et 210 M\$	Entre 190 M\$ et 210 M\$	Entre 190 M\$ et 210 M\$
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté	16,9 %	De 16 % à 18 %	s. o.	s. o.
Perspectives pour les 3 grands secteurs				
	Performance réelle pour 2020	Perspectives pour 2021	Perspectives pour 2022	Perspectives pour 2023
Avant l'effet du change, compte tenu des répercussions du programme de transformation et compte non tenu des acquisitions ou cessions futures				
Croissance des produits des activités ordinaires	3,4 %	De 4,5 % à 5,5 %	De 5,5 % à 6,5 %	De 6,0 % à 7,0 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires	3,8 %	De 4,5 % à 5,5 %	De 5,5 % à 6,5 %	De 6,0 % à 7,0 %
Marge du BAIIA ajusté	37,8 %	De 38 % à 39 %	De 41 % à 42 %	De 43 % à 45 %

Programme de transformation en 2021

En 2021, nous prévoyons investir dans le programme de transformation un montant de 300 M\$ à 350 M\$, dont une tranche de 115 M\$ à 140 M\$ au premier semestre et une tranche de 185 M\$ à 210 M\$ au deuxième semestre. Pour chaque période et l'exercice complet, nous prévoyons passer en charges 60 % des investissements et inscrire à l'actif 40 % des investissements, lesquels seront amortis au cours des périodes ultérieures.

Perspectives pour le premier trimestre de 2021

Nous nous attendons à ce que les produits des activités ordinaires augmentent de 1,5 % à 2,5 %, au total et en ce qui a trait à la croissance interne, en raison surtout de la diminution prévue de 13 % à 15 % des produits du secteur Publications mondiales. Pour les 3 grands secteurs, nous nous attendons à ce que la croissance des produits des activités ordinaires, au total et en ce qui a trait à la croissance interne, se situe entre 4 % et 5 %.

Le tableau qui suit rend compte des principales hypothèses et des risques importants pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère des attentes sur lesquelles reposent nos perspectives financières.

Produits des activités ordinaires

Principales hypothèses	Risques importants
- La conjoncture économique mondiale s'améliorera tout au long de 2021 et jusqu'en 2023, malgré des périodes de volatilité causées par les perturbations liées à la COVID-19 et les mesures qui ont été prises pour tenter d'en atténuer les répercussions. - Les produits et services de confiance qui aident les clients à se retrouver dans des contextes juridiques, fiscaux, comptables, réglementaires, géopolitiques et commerciaux en évolution constante, ainsi que les outils numériques infonuagiques qui stimulent la productivité, feront l'objet d'une demande soutenue. - Nous serons toujours en mesure d'offrir des produits novateurs qui répondent aux besoins changeants des clients. - Nous rallierons de nouveaux clients grâce au développement et à l'amélioration de nos plateformes numériques, à la rationalisation de notre portefeuille de produits et à d'autres initiatives de nature commerciale. - Nos efforts de simplification commerciale et les améliorations apportées au service à la clientèle nous permettront d'accroître le taux de fidélisation.	- Les perturbations associées à la pandémie de COVID-19, notamment les quarantaines imposées et les ordonnances de confinement à la maison par les gouvernements, pourraient durer plus longtemps que nous ne le prévoyons ou être interrompues par de nouvelles éclosions et résurgences du virus, ce qui repousserait à plus tard le redressement de l'économie mondiale. - L'incertitude entourant l'économie mondiale causée par la pandémie de COVID-19 ainsi que la réforme de la réglementation et les bouleversements politiques connexes pourraient réduire les occasions d'affaires pour nos clients, créant pour certains d'entre eux des pressions importantes sur les coûts qui pourraient éventuellement les contraindre à réduire le nombre de professionnels qu'ils emploient, ce qui pourrait entraîner une contraction de la demande à l'égard de nos produits et services. - L'évolution des habitudes d'achat des clients ou notre incapacité de mettre en œuvre des initiatives clés en matière de conception de produits ou de service à la clientèle pourraient entraîner une diminution de la demande pour nos produits et services. - La concurrence des prix et la création de nouveaux produits pourraient avoir une incidence sur nos produits des activités ordinaires. - Nos initiatives relatives aux ventes, à la simplification commerciale et à la conception de produits pourraient être insuffisantes pour fidéliser les clients ou générer de nouvelles ventes.

Marge du BAIIA ajusté

Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de croissance des produits des activités ordinaires. - Les produits à croissance élevée occuperont une partie de plus en plus importante de nos activités. - Les charges liées au programme de transformation seront de l'ordre de 500 M\$ à 600 M\$ en 2021 et en 2022. - Les investissements dans le programme de transformation donneront lieu à une hausse de la marge du BAIIA ajusté en faisant augmenter les produits des activités ordinaires et les efficacités d'ici 2023.	- Voir les risques ci-dessus se rapportant aux perspectives en matière de produits des activités ordinaires. - Le coût de mise en œuvre de notre programme de transformation pourrait dépasser les prévisions actuelles, ou les avantages attendus d'ici 2023 pourraient être inférieurs aux prévisions. - Les activités d'acquisition et de cession pourraient diluer la marge du BAIIA ajusté.

Flux de trésorerie disponibles

Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de produits des activités ordinaires et de marge du BAIIA ajusté. - Les dépenses d'investissement devraient représenter entre 9 % et 9,5 % des produits des activités ordinaires pour 2021, entre 7,5 % et 8 % des produits des activités ordinaires pour 2022, et entre 6 % et 6,5 % des produits des activités ordinaires pour 2023.	- Voir les risques ci-dessus concernant les perspectives relatives aux produits des activités ordinaires et à la marge du BAIIA ajusté. - L'affaiblissement de la situation macroéconomique pourrait avoir une incidence défavorable sur le fonds de roulement, y compris sur la capacité de nos clients à nous payer. - Les dépenses d'investissement pourraient être supérieures aux prévisions. - Le moment et le montant des paiements d'impôt aux gouvernements pourraient différer par rapport aux prévisions.

Taux d'impôt effectif sur notre résultat ajusté

Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre notre cible de BAIIA ajusté. - Aucun changement important ne sera apporté aux taux s'appliquant dans les divers territoires où les résultats avant impôt ont été comptabilisés en 2020. - Aucun changement important ne sera apporté aux lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels sera de l'ordre de 650 M\$ à 675 M\$ pour 2021. - La charge d'intérêts sera de l'ordre de 190 M\$ à 210 M\$ pour 2021.	- Voir les risques ci-dessus concernant le BAIIA ajusté. - La répartition géographique du résultat avant impôt pourrait changer de manière importante. - Les lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous pourraient faire l'objet de changements importants auxquels nous ne nous attendions pas. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels et la charge d'intérêts pourraient être beaucoup plus élevées ou beaucoup moins élevées que prévu.

Nos perspectives font état de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS. Nous sommes d'avis que la présentation de rapprochements des mesures financières non conformes aux IFRS sous-jacentes à nos perspectives pourrait s'avérer trompeuse et peu pratique en raison de la difficulté à prévoir des éléments qui ne sont pas représentatifs des activités courantes pour toute période à venir. L'ampleur de ces éléments pourrait être importante. Par conséquent, pour les besoins de ces perspectives seulement, il ne nous est pas possible de rapprocher ces mesures non conformes aux IFRS aux mesures conformes aux IFRS les plus comparables, car nous ne pouvons prévoir, avec une certitude raisonnable, l'effet des variations des cours de change sur : i) la conversion de nos résultats présentés selon les cours de change moyens de l'exercice, et ii) d'autres produits financiers ou charges financières liés aux accords de financement intragroupe. Nous ne pouvons non plus prévoir avec une certitude raisonnable la réalisation ou le montant d'autres profits et pertes d'exploitation, qui découlent généralement de transactions commerciales que nous ne prévoyons pas actuellement.

Bien que notre performance du quatrième trimestre de 2020 ait renforcé notre confiance à l'égard de nos perspectives, l'économie mondiale demeure considérablement perturbée en raison des inquiétudes entourant la propagation de la COVID-19 et des mesures qui ont été prises pour tenter d'en atténuer les répercussions. Toute dégradation du contexte commercial et économique à l'échelle mondiale pourrait nuire à notre capacité de concrétiser nos perspectives.

Transactions entre parties liées

Au 3 mars 2021, Woodbridge, notre actionnaire principal, détenait en propriété réelle environ 66 % de nos actions ordinaires.

Transactions avec Woodbridge

De temps à autre, dans le cadre de l'activité ordinaire, nous concluons des transactions avec Woodbridge et certaines de ses sociétés affiliées. Ces transactions, qui visent l'offre et l'obtention de biens et de services, ne sont pas significatives par rapport à nos résultats d'exploitation et à notre situation financière, qu'elles soient prises individuellement ou collectivement.

Transactions avec Refinitiv

En octobre 2018, nous avons vendu une participation de 55 % dans notre ancien secteur Activités financières et risque à des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone et avons conservé une participation de 45 % dans l'entreprise, maintenant appelée Refinitiv. Dans le cadre de la transaction, Reuters News et Refinitiv ont signé une entente aux termes de laquelle Reuters News fournit à Refinitiv des nouvelles et du contenu éditorial contre un montant minimal de produits jusqu'au 1^{er} octobre 2048. Pour 2020 et 2019, nous avons comptabilisé des produits des activités ordinaires de 336 M\$ en vertu de cette entente, ce qui représente la valeur annuelle minimale actuelle. Ces produits des activités ordinaires pourraient toutefois augmenter encore, car le contrat prévoit des ajustements pour tenir compte des variations de l'indice des prix à la consommation et des taux de change. Refinitiv peut également obtenir une licence permettant d'utiliser la marque Reuters dans ses produits et services pour la durée de cette entente, sous réserve de certaines restrictions contractuelles. En 2020, nous avons comptabilisé des produits de 24 M\$ (23 M\$ en 2019) au poste « Autres profits d'exploitation, montant net » de l'état consolidé du résultat net aux termes de cette licence.

De plus, la société et Refinitiv se vendent mutuellement des produits et services dans le cours normal des activités. Ces transactions ont une incidence négligeable sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la société, qu'elles soient prises individuellement ou collectivement.

Pour faciliter la séparation, notre société et Refinitiv ont convenu de se fournir mutuellement des services de soutien à l'exploitation, dont des services technologiques et administratifs, sur une période s'étendant sur plusieurs années. En outre, notre société et Refinitiv ont reconduit mutuellement leurs baux immobiliers, notamment celui qui vise l'édifice du 3 Times Square, à New York (État de New York), que notre société loue auprès de Refinitiv. En 2020 et en 2019, nous avons inscrit les montants suivants à titre de charges ou de compte de charges de contrepartie, selon le cas, relativement à ces transactions :

(en millions de dollars américains)	Fournis par Thomson Reuters à Refinitiv (compte de charges de contrepartie)		Fournis par Refinitiv à Thomson Reuters (charges)	
	Exercices clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
Services de transition	8	26	(15)	(52)
Immeubles loués	23	39	(13)	(34)

Au 31 décembre 2020, nous devons 59 M\$ (79 M\$ en 2019) à Refinitiv aux termes de contrats de location non résiliables, ce montant étant présenté à la rubrique « Arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés » du présent rapport de gestion, et Refinitiv nous devait un montant de 15 M\$ (56 M\$ en 2019) aux termes de contrats de location non résiliables.

Au 31 décembre 2020, l'état consolidé de la situation financière comprend un montant à recevoir de Refinitiv de 112 M\$ (135 M\$ en 2019) et un montant à payer à Refinitiv de 100 M\$ (102 M\$ en 2019) ayant trait à toutes les transactions entre les deux sociétés.

Transactions avec d'autres entreprises associées et des coentreprises

Nous concluons à l'occasion des transactions avec d'autres entreprises associées et des coentreprises dans lesquelles nous détenons une participation. Ces transactions portent habituellement sur la prestation ou l'obtention de services dans le cours normal des activités et ne sont pas significatives par rapport aux résultats d'exploitation et à la situation financière de la société, qu'elles soient prises individuellement ou collectivement.

Événements postérieurs à la date de clôture

Vente de Refinitiv à LSEG

Le 29 janvier 2021, nous avons conclu, conjointement avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, la vente de Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions. À la date de clôture, la société détenait indirectement environ 82,5 millions d'actions de LSEG ayant une valeur de marché d'approximativement 9,8 G\$ selon le cours de clôture de l'action de LSEG le 28 janvier 2021. Notre participation dans les actions de LSEG est détenue par l'entremise d'une entité détenue conjointement avec le consortium de Blackstone.

Sous réserve de certaines exceptions, la société et le consortium de Blackstone ont convenu, aux termes d'une convention de blocage, de ne pas céder leurs actions de LSEG jusqu'au 29 janvier 2023. Durant la troisième et la quatrième année suivant la clôture (à compter du 30 janvier 2023 et du 30 janvier 2024, respectivement), la société et le consortium de Blackstone auront le droit de vendre au total un tiers des actions de LSEG qui auront été émises en leur faveur. La convention de blocage expirera le 29 janvier 2025.

Nous nous attendons à comptabiliser un profit avant impôt d'environ 8,5 G\$ relativement à la transaction au poste « Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence » de l'état consolidé du résultat net au premier trimestre de 2021. À l'avenir, nous comptabiliserons notre participation dans LSEG à la juste valeur, en fonction du cours de l'action de LSEG. La variation de la valeur de la participation sera prise en compte au poste « Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence », puisque nous détenons nos actions de LSEG par l'entremise d'une entité détenue conjointement par le consortium de Blackstone et notre société, sur laquelle cette dernière exerce une influence notable. Comme l'entité détenue conjointement ne détient qu'une participation financière dans les actions de LSEG, que les parties ont l'intention de vendre au fil du temps, et ne participe pas à l'exploitation de LSEG ou des activités de Refinitiv, la participation peut être comptabilisée à la juste valeur par l'entité détenue conjointement.

Dividendes pour 2021

En février 2021, nous avons annoncé que notre conseil d'administration a approuvé une augmentation de 0,10 \$ par action du dividende annuel, qui a été porté à 1,62 \$ par action ordinaire. Un dividende trimestriel de 0,405 \$ par action sera versé le 17 mars 2021 aux actionnaires inscrits le 5 mars 2021.

Changements touchant les méthodes comptables

Le 1^{er} janvier 2019, nous avons adopté IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), qui instaure un modèle unique de comptabilisation des contrats de location et élimine la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement du point de vue du preneur à bail. IFRS 16 a été adoptée selon la méthode d'application rétrospective modifiée. Selon cette approche, l'effet cumulatif de la première application, soit 11 M\$, a été comptabilisé en tant qu'ajustement des résultats non distribués au 1^{er} janvier 2019.

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction de faire des estimations et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Se reporter à l'annexe E du présent rapport de gestion pour obtenir un complément d'information sur nos estimations comptables et nos jugements critiques.

Renseignements supplémentaires

Base de présentation

Au premier trimestre de 2020, dans le contexte du repositionnement de ses activités en 2019 après la séparation de Refinitiv du reste de la société, la société a réévalué sa méthode de répartition des coûts entre les secteurs d'activité et rajusté la répartition. La société a ajusté les montants sectoriels des périodes correspondantes de l'exercice précédent afin de rendre compte de la présentation adoptée pour l'exercice considéré. Les résultats sectoriels de 2019 ont également été rajustés pour rendre compte du virement de certains produits des activités ordinaires vers les secteurs auxquels ils correspondent davantage. Ces changements ont influé sur les résultats financiers de nos secteurs pour 2019, mais n'ont pas eu d'incidence sur nos résultats financiers consolidés de 2019. Le tableau ci-après résume ces changements :

(en millions de dollars américains)	Trimestre clos le 31 décembre 2019			Exercice clos le 31 décembre 2019		
	Chiffres présentés	Ajustements	Chiffres retraités	Chiffres présentés	Ajustements	Chiffres retraités
Produits des activités ordinaires						
Professionnels du droit	617	4	621	2 419	14	2 433
Grandes sociétés	331	(3)	328	1 321	(13)	1 308
Fiscalité et comptabilité	274	-	274	844	(1)	843
Reuters News	164	-	164	630	-	630
Publications mondiales	196	-	196	693	-	693
Éliminations/arrondissement	1	(1)	-	(1)	-	(1)
Total des produits des activités ordinaires	1 583	-	1 583	5 906	-	5 906
BAIIA ajusté						
Professionnels du droit	215	-	215	901	(6)	895
Grandes sociétés	103	(5)	98	433	(21)	412
Fiscalité et comptabilité	135	(1)	134	323	(5)	318
Reuters News	4	6	10	35	33	68
Publications mondiales	77	-	77	295	(1)	294
Charges liées au siège social	(138)	-	(138)	(494)	-	(494)
Total du BAIIA ajusté	396	-	396	1 493	-	1 493

Contrôles et procédures de communication de l'information

Après avoir évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information (au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes des États-Unis et du Canada) en date de la fin de la période considérée dans le présent rapport de gestion, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et permettaient de garantir que tous les renseignements que nous devons fournir dans les rapports que nous déposons ou transmettons en vertu de la loi intitulée *Securities Exchange Act* des États-Unis et des lois sur les valeurs mobilières canadiennes pertinentes sont i) enregistrés, traités, condensés et présentés dans les délais prévus dans les règles et formulaires de la SEC et des autorités canadiennes de valeurs mobilières et ii) recueillis, puis communiqués à notre direction, y compris au chef de la direction et au chef de la direction financière, afin que des décisions concernant la communication de l'information exigée puissent être prises en temps opportun.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Nous mettons en œuvre l'initiative d'efficience à long terme suivante qui influe sur l'information financière que nous présentons. Nous améliorons progressivement, sur plusieurs années, les applications de gestion de la prise de commande à l'encaissement (« order-to-cash » ou OTC) et la gestion des flux de travaux connexes. Les principaux éléments des solutions OTC sont les fonctions gestion des commandes, facturation, gestion de la trésorerie et recouvrements. Nous comptons réduire le nombre d'applications et rationaliser et automatiser les procédés dans l'ensemble de l'entreprise grâce à cette initiative.

Cette initiative étant mise en œuvre graduellement sur une période prolongée, la nature et l'étendue des activités varieront d'un trimestre à l'autre. Selon la nature et l'étendue du travail effectué, cette initiative pourrait donner lieu à des modifications significatives de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière; nous continuerons donc de modifier la conception et la documentation des processus et des procédures de contrôle interne connexes, si nécessaire.

À la suite de la séparation du secteur Activités financières et risque du reste de la société en octobre 2018, un nombre important d'employés des fonctions de comptabilité et de communication de l'information ont été transférés à Refinitiv. Des conventions de services de transition sont intervenues entre Thomson Reuters et Refinitiv depuis leur séparation. Au quatrième trimestre de 2020, nous avons terminé le transfert de tous les contrôles clés mis en œuvre aux termes des conventions de services de transition de Refinitiv à Thomson Reuters.

Sauf les faits susmentionnés, aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière en 2020 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

La direction a évalué l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2020, et selon cette évaluation, elle a déterminé que notre contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace. Se reporter à nos états financiers consolidés annuels de 2020 pour le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Capital-actions

Au 3 mars 2021, 494 854 975 actions ordinaires, 6 000 000 d'actions privilégiées de série II, 3 537 584 options sur actions et un total de 3 238 700 unités d'actions de négociation restreinte temporelles et unités d'actions de négociation liées au rendement étaient en circulation ou en cours. Nous avons en outre émis une action de fondateur de Thomson Reuters Founders Share Company, qui permet à cette société d'exercer un droit de vote extraordinaire visant à préserver les principes de confiance de Thomson Reuters.

Dépôts de documents auprès des autorités compétentes et informations réglementaires

Le lecteur est invité à prendre connaissance d'autres renseignements sur notre société, notamment dans le rapport annuel 2020 (qui comprend l'information devant être présentée dans la notice annuelle) et d'autres documents d'information, rapports, états, etc., que nous déposons auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission (« SEC ») des États-Unis à l'adresse www.sec.gov.

Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Certains énoncés formulés dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs, dont les énoncés ayant trait aux perspectives commerciales sur trois ans, aux attentes concernant le programme de transition, ainsi que les énoncés concernant l'intention de la société de cibler un ratio de distribution se situant entre 50 % et 60 % de ses flux de trésorerie disponibles; les énoncés concernant la croissance future de nos secteurs ou activités axés sur le client; les énoncés concernant la croissance future estimative des segments de marché dans lesquels Thomson Reuters exerce ses activités; les économies de coûts découlant de nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19, et les intentions de la société concernant les rachats d'actions futurs. Ces énoncés se caractérisent par l'emploi d'expressions comme « s'attendre à », « estimer », « croire », « cibler », « avoir l'intention », « prévoir », « projeter » et d'autres expressions analogues, ainsi que l'emploi du futur et du conditionnel. Bien que nous croyions que les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion reposent sur des fondements raisonnables, ils ne sont pas garants du rendement ou des résultats futurs, et rien ne garantit que tout autre événement décrit dans les énoncés prospectifs se concrétisera. Ces énoncés prospectifs, y compris ceux qui ont trait à la pandémie de COVID-19, sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart significatif entre les résultats ou les événements réels et les attentes actuelles. Plusieurs de ces risques, incertitudes et hypothèses sont indépendants de la volonté de la société, et il peut être difficile d'en prédire les effets. En particulier, la pleine mesure des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les activités et les résultats financiers de la société sera tributaire d'une multitude de facteurs en constante évolution que nous ne pourrions pas nécessairement prévoir avec exactitude.

En raison de divers facteurs de risque importants, certains résultats ou événements réels pourraient différer sensiblement de ceux qui sont exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs du présent rapport de gestion. Au nombre de ces risques, on compte : l'incertitude, des replis et des changements des marchés que nous desservons, les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur les activités de la société et le risque que la pandémie dure plus longtemps ou ait des conséquences plus graves sur Thomson Reuters que ce que la société prévoit actuellement; l'accès frauduleux ou non autorisé à des données ou toute autre atteinte à la cybersécurité ou aux renseignements personnels; les défaillances ou interruptions de service des centres de données, des systèmes de réseau, des télécommunications ou d'Internet; l'incapacité à évoluer au rythme des progrès technologiques afin d'offrir de nouveaux produits, services, applications et fonctionnalités répondant aux besoins des clients, à attirer de nouveaux clients ou à fidéliser les clients existants, à percer de nouveaux marchés géographiques ou à repérer des secteurs offrant une croissance accrue; la protection inadéquate des droits de propriété intellectuelle; les mesures prises par les concurrents; l'incapacité à s'adapter aux changements organisationnels et à mettre en œuvre les initiatives stratégiques de manière efficace; l'incapacité à recruter, à motiver et à maintenir en poste des dirigeants de haut calibre et des employés clés talentueux et diversifiés; l'incapacité à tirer tous les avantages prévus des acquisitions, des coentreprises, des placements ou des cessions, actuels ou futurs; l'incapacité à relever les défis que comporte l'exercice d'activités à l'échelle mondiale; l'incapacité à maintenir un taux de renouvellement élevé pour nos services récurrents par abonnement; la dépendance envers des tiers pour obtenir des données, de l'information et d'autres services; les dépréciations du goodwill et d'autres immobilisations incorporelles identifiables; les modifications apportées aux lois et aux règlements portant sur la confidentialité, la sécurité et la protection des données et d'autres domaines; les questions fiscales, y compris les modifications apportées aux lois, aux règlements et aux conventions liés à la fiscalité; la menace de poursuites et de réclamations; le risque de réclamations ou d'enquêtes antitrust ou liées à la concurrence; les fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt; la révision à la baisse des notations et les conditions défavorables des marchés du crédit; l'incidence de facteurs indépendants de la volonté de Thomson Reuters sur les obligations de financement à l'égard des arrangements liés aux prestations de retraite et aux avantages postérieurs au départ à la retraite; l'incapacité à protéger les marques ou la réputation de Thomson Reuters; les mesures qui seraient prises ou qui pourraient être prises par l'actionnaire majoritaire de la société, The Woodbridge Company Limited; et la capacité de Thomson Reuters Founders Share Company d'influer sur la gouvernance et la gestion de la société. D'autres facteurs sont exposés à la rubrique « Facteurs de risque » du présent rapport annuel et dans des documents que Thomson Reuters dépose de temps à autre auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou qu'elle leur fournit.

Les perspectives commerciales de la société sur trois ans sont fondées sur les renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle et sur diverses hypothèses internes et externes émises par la direction à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances antérieures, de la situation actuelle et des faits attendus dans l'avenir, de même que sur d'autres facteurs que la direction juge pertinents dans les circonstances.

Les perspectives commerciales de la société ont pour but de fournir de l'information au sujet des prévisions actuelles pour 2021, 2022 et 2023. Elles peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs, qui ne visent qu'à exprimer les attentes à la date du présent rapport de gestion.

Sauf dans la mesure exigée par les lois applicables, Thomson Reuters décline toute responsabilité de mettre à jour ou de modifier des énoncés prospectifs, y compris ceux qui se rapportent à la pandémie de COVID-19.

Annexe A

Mesures financières non conformes aux IFRS

Nous avons recours à certaines mesures financières non conformes aux IFRS à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière. En outre, des mesures non conformes aux IFRS utilisées comme mesures de performance servent de fondement aux programmes de rémunération incitative de la direction. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et, par conséquent, il est peu probable que leur calcul soit comparable au calcul de mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons les mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et expliquons pourquoi, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Des rapprochements avec les mesures des IFRS les plus directement comparables sont présentés à l'annexe B et à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
BAIIA ajusté sectoriel, BAIIA ajusté consolidé et marges connexes		
Le BAIIA ajusté sectoriel représente le bénéfice lié aux activités poursuivies avant l'incidence de la charge ou du produit d'impôt, du montant net de la charge d'intérêts, des autres charges financières ou produits financiers, de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur d'actifs, des ajustements de juste valeur et des éléments liés au siège social. Le BAIIA ajusté consolidé comprend le BAIIA ajusté sectoriel pour chaque secteur à présenter et les charges liées au siège social. Les marges connexes sont exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires.	Fournit une base d'évaluation cohérente de la rentabilité d'exploitation et des tendances de performance en excluant les éléments que nous ne considérons pas comme des activités contrôlables aux fins de cette évaluation. Représente une mesure fréquemment présentée par les entités et abondamment utilisée par les investisseurs comme paramètre d'évaluation. La mesure permet aussi d'évaluer la capacité de la société de contracter des dettes et d'en assurer le service.	Bénéfice lié aux activités poursuivies
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et marge connexe		
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement. La marge connexe est exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires.	Fournit, en une seule mesure, une base d'évaluation de la rentabilité d'exploitation et de l'intensité de capital. Cette mesure tient compte des investissements, que ceux-ci soient passés en charges ou incorporés à l'actif.	Bénéfice lié aux activités poursuivies

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
Résultat ajusté et résultat ajusté par action		
Bénéfice net : - Exclusion faite de l'incidence après impôt des ajustements de juste valeur, de la dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur des actifs, des autres charges financières ou produits financiers, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des activités abandonnées et des autres éléments ayant une incidence sur la comparabilité. Nous calculons le montant après impôt de chaque élément exclu du calcul du résultat ajusté en fonction des règles fiscales et des taux d'imposition appropriés à la nature et au territoire de chaque élément. - Nous déduisons également les dividendes déclarés sur les actions privilégiées.	Procurent une base plus comparable pour l'analyse du résultat et constituent aussi des mesures utilisées couramment par les actionnaires pour l'évaluation de notre performance.	Bénéfice net et résultat dilué par action
Le résultat ajusté par action est calculé à partir du résultat ajusté au moyen du nombre moyen pondéré d'actions servant au calcul du résultat dilué par action.	Nous ajustons aussi le bénéfice et le résultat par action des périodes intermédiaires afin de refléter un taux d'impôt effectif normalisé. Plus précisément, le taux d'impôt effectif normalisé correspond au taux d'impôt effectif annualisé estimatif, appliqué au résultat ajusté avant impôt de la période intermédiaire. Le taux d'impôt effectif présenté est fondé sur les taux d'impôt effectifs annuels de chaque territoire s'appliquant au résultat avant impôt de chaque période intermédiaire. Parce que la répartition géographique du résultat avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, notre taux d'impôt effectif calculé conformément aux IFRS par trimestre peut être plus volatil. Nous estimons donc que l'utilisation du taux d'impôt effectif annualisé prévu accroît la comparabilité des résultats des périodes intermédiaires. La normalisation du taux d'impôt effectif permet de mieux répartir l'impôt estimatif de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais elle n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice ni sur l'impôt décaissé.	
Dettes nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
Dettes nette : Dettes totale (compte non tenu des coûts de transactions non amortis, des surcotes ou décotes connexes) plus la composante change de la juste valeur des instruments de couverture connexes et les obligations locatives, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.	Procure une mesure couramment utilisée pour évaluer le niveau d'endettement de la société. Étant donné que nous couvrons une partie de notre dette pour réduire le risque, nous tenons compte des instruments de couverture puisque nous estimons qu'ils permettent de mieux mesurer l'ensemble des obligations rattachées à notre dette en cours. Cependant, comme nous prévoyons généralement conserver la dette et les instruments de couverture qui s'y rattachent jusqu'à l'échéance, nous ne tenons pas compte de la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture dans nos calculs. Nous retranchons la trésorerie et les équivalents de trésorerie du montant brut de la dette.	Total de la dette (dette courante plus dette à long terme)
Dettes nette sur le BAIIA ajusté : La dette nette est divisée par le BAIIA ajusté pour les douze mois précédents se terminant avec le trimestre à l'étude.	Procure une mesure couramment utilisée de la capacité d'une société à rembourser sa dette. Notre mesure non conforme aux IFRS est en phase avec le calcul de notre cible interne et est plus prudente que le ratio maximal permis aux termes des clauses restrictives de notre facilité de crédit.	Pour le BAIIA ajusté, voir la définition précédente pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
Flux de trésorerie disponibles		
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation, au produit des cessions d'immobilisations et aux autres activités d'investissement, diminuées des dépenses d'investissement, des paiements au titre du capital des contrats de location, des dividendes versés sur nos actions privilégiées et des dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.	Facilitent l'évaluation de notre capacité à long terme de créer de la valeur pour nos actionnaires parce qu'il s'agit de la trésorerie disponible pour rembourser la dette, verser des dividendes sur les actions ordinaires et financer les rachats d'actions et les nouvelles acquisitions.	Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation
Rendement du capital investi (RCI)		
Bénéfice d'exploitation ajusté (bénéfice d'exploitation compte non tenu de la dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables, des autres profits et pertes d'exploitation et des ajustements de juste valeur), déduction faite du montant net des impôts payés, exprimé en pourcentage du capital investi ajusté moyen de la période.	Fournit une mesure de l'efficacité avec laquelle nous attribuons les ressources aux activités rentables et constitue une indication de notre capacité de créer de la valeur pour nos actionnaires.	Les IFRS n'imposent pas de mesure comparable au RCI. Se reporter à notre calcul du RCI à l'annexe D pour obtenir un rapprochement des composantes de ce calcul avec la mesure des IFRS la plus directement comparable.
Variations avant effet du change ou « en devises constantes »		
Mesures applicables lorsque les variations sont présentées avant l'effet du change ou « en devises constantes »	Améliore la comparabilité des tendances qu'affichent les activités d'une période à l'autre.	Pour chaque mesure non conforme aux IFRS, voir les définitions précédentes pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Mesures conformes aux IFRS :	Notre monnaie de présentation est le dollar américain. Toutefois, nous exerçons des activités dans des monnaies autres que le dollar américain. Nous évaluons notre performance avant l'effet du change	
• Produits des activités ordinaires • Charges d'exploitation	(ou « en devises constantes »), c'est-à-dire que nous appliquons les mêmes cours de change aux montants de la période considérée et de la période comparable précédente. Pour calculer l'effet du change sur une période par rapport à une autre, nous convertissons les résultats libellés en monnaie locale de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent en nous servant du même cours de change.	
Mesures non conformes aux IFRS :		
• BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté • Résultat ajusté par action		
Variations des produits des activités ordinaires calculées sur une base « interne »		
Mesure reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives.	Permettent une meilleure analyse du rendement de nos entreprises existantes en éliminant la distorsion et fournissent une mesure plus précise de notre capacité de faire croître nos activités à long terme.	Produits des activités ordinaires
• Nous calculons la croissance interne liée aux acquisitions comme si nous avions détenu l'entreprise acquise au cours des deux périodes. Nous comparons les produits des activités ordinaires de l'entreprise acquise pour la période au cours de laquelle nous détenions cette entreprise avec les produits des activités ordinaires de cette entreprise pour la période correspondante de l'exercice précédent au cours de laquelle elle n'était pas détenue par la société. • Nous calculons la croissance interne liée aux cessions comme si nous n'avions pas détenu l'entreprise au cours des deux périodes. Nous ne tenons pas compte des produits des activités ordinaires de l'entreprise cédée à compter de la cession ni des produits des activités ordinaires de la période correspondante de l'exercice précédant la vente.		

Annexe B

La présente annexe fournit des rapprochements de certaines mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables qui ne sont pas présentés ailleurs dans le présent rapport de gestion.

Rapprochement du bénéfice lié aux activités poursuivies, du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement

	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2020	2019	2020	2019
Bénéfice lié aux activités poursuivies	587	1 321	1 149	1 570
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Charge (produit) d'impôt	155	(1 233)	71	(1 198)
Autres charges (produits) financiers	6	33	(30)	65
Charge d'intérêts, montant net	49	51	195	163
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	31	34	123	114
Dotation aux amortissements des logiciels	123	123	485	449
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	40	44	184	154
BAIIA	991	373	2 177	1 317
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	159	44	544	599
Autres profits d'exploitation, montant net	(632)	(27)	(736)	(423)
Ajustements de juste valeur	7	6	(10)	-
BAIIA ajusté	525	396	1 975	1 493
Déduire : dépenses d'investissement	(100)	(140)	(504)	(505)
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	425	256	1 471	988
Marge du BAIIA ajusté	32,5 %	25,0 %	33,0 %	25,3 %
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	26,3 %	16,1 %	24,6 %	16,7 %

Rapprochement du bénéfice net, du résultat ajusté et du résultat ajusté par action

	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les données sur les actions)	2020	2019	2020	2019
Bénéfice net	562	1 324	1 122	1 564
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Ajustements de juste valeur	7	6	(10)	-
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	31	34	123	114
Autres profits d'exploitation, montant net	(632)	(27)	(736)	(423)
Autres charges (produits) financiers	6	33	(30)	65
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	159	44	544	599
Impôt sur les éléments ci-dessus ¹⁾	119	(15)	19	(72)
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité ¹⁾	(29)	(1 211)	(136)	(1 204)
Perte (bénéfice) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	25	(3)	27	6
Normalisation du taux d'impôt effectif des périodes intermédiaires	21	1	-	-
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	(1)	(2)	(3)
Résultat ajusté	269	185	921	646
Résultat ajusté par action	0,54 \$	0,37 \$	1,85 \$	1,29 \$
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires (en millions)	498,8	501,1	498,0	502,5

1) Se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation – Charge (produit) d'impôt » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.

Rapprochement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars américains)	2020	2019	2020	2019
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	566	355	1 745	702
Dépenses d'investissement	(100)	(140)	(504)	(505)
Produit des cessions d'immobilisations corporelles	-	7	162	7
Autres activités d'investissement	2	4	4	9
Paiements au titre du capital des contrats de location	(19)	(16)	(75)	(51)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	-	(1)	(2)	(3)
Flux de trésorerie disponibles	449	209	1 330	159

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 décembre						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		Croissance interne
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	653	621	5 %	-	5 %	1 %	4 %
Grandes sociétés	338	328	3 %	(1) %	4 %	-	3 %
Fiscalité et comptabilité	285	274	4 %	(2) %	6 %	(2) %	8 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 276	1 223	4 %	-	5 %	-	5 %
Reuters News	164	164	-	1 %	(1) %	2 %	(3) %
Publications mondiales	177	196	(10) %	-	(10) %	-	(10) %
Éliminations/arrondissement	(1)	-					
Total des produits des activités ordinaires	1 616	1 583	2 %	-	2 %	-	2 %

Rapprochement des variations des produits récurrents, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 décembre						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		Croissance interne
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	
Produits récurrents							
Professionnels du droit	608	574	6 %	-	6 %	1 %	5 %
Grandes sociétés	293	276	6 %	(1) %	6 %	-	6 %
Fiscalité et comptabilité	255	243	5 %	(2) %	7 %	(2) %	9 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 156	1 093	6 %	-	6 %	-	6 %
Reuters News	142	143	(1) %	1 %	(2) %	-	(2) %
Total des produits récurrents	1 298	1 236	5 %	-	5 %	-	5 %

Rapprochement des variations des produits tirés des transactions, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 décembre						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		Croissance interne
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	45	47	(4) %	1 %	(5) %	1 %	(6) %
Grandes sociétés	45	52	(12) %	(1) %	(11) %	-	(11) %
Fiscalité et comptabilité	30	31	(4) %	-	(4) %	(3) %	(1) %
3 grands secteurs pris collectivement	120	130	(7) %	-	(7) %	-	(7) %
Reuters News	22	21	5 %	(2) %	7 %	17 %	(10) %
Total des produits tirés des transactions	142	151	(5) %	-	(5) %	2 %	(7) %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		Croissance interne
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	2 535	2 433	4 %	-	4 %	1 %	3 %
Grandes sociétés	1 367	1 308	5 %	(1) %	5 %	1 %	5 %
Fiscalité et comptabilité	836	843	(1) %	(3) %	2 %	(3) %	4 %
3 grands secteurs pris collectivement	4 738	4 584	3 %	(1) %	4 %	-	4 %
Reuters News	628	630	-	-	-	5 %	(5) %
Publications mondiales	620	693	(11) %	(1) %	(10) %	-	(10) %
Éliminations/arrondissement	(2)	(1)					
Total des produits des activités ordinaires	5 984	5 906	1 %	(1) %	2 %	1 %	1 %

Rapprochement des variations des produits récurrents, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		Croissance interne
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	
Produits récurrents							
Professionnels du droit	2 367	2 249	5 %	-	6 %	1 %	4 %
Grandes sociétés	1 143	1 079	6 %	(1) %	7 %	1 %	6 %
Fiscalité et comptabilité	682	703	(3) %	(3) %	-	(5) %	5 %
3 grands secteurs pris collectivement	4 192	4 031	4 %	(1) %	5 %	-	5 %
Reuters News	566	573	(1) %	-	(2) %	-	(2) %
Total des produits récurrents	4 758	4 604	3 %	(1) %	4 %	-	4 %

Rapprochement des variations des produits tirés des transactions, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		Croissance interne
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	168	184	(9) %	-	(9) %	-	(9) %
Grandes sociétés	224	229	(2) %	(1) %	(1) %	3 %	(4) %
Fiscalité et comptabilité	154	140	10 %	(1) %	11 %	8 %	2 %
3 grands secteurs pris collectivement	546	553	(1) %	(1) %	(1) %	3 %	(4) %
Reuters News	62	57	9 %	(3) %	12 %	41 %	(29) %
Total des produits tirés des transactions	608	610	-	(1) %	-	8 %	(7) %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action consolidé, compte non tenu de l'effet du change¹⁾

(en millions de dollars américains, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 31 décembre				
	2020	2019	Total	Variation Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	245	215	14 %	1 %	13 %
Grandes sociétés	105	98	7 %	1 %	6 %
Fiscalité et comptabilité	145	134	9 %	(1) %	10 %
3 grands secteurs pris collectivement	495	447	11 %	-	11 %
Reuters News	6	10	(41) %	(7) %	(34) %
Publications mondiales	61	77	(21) %	1 %	(22) %
Charges liées au siège social	(37)	(138)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté consolidé	525	396	33 %	1 %	32 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	37,5 %	34,5 %	300 pb	30 pb	270 pb
Grandes sociétés	31,1 %	30,0 %	110 pb	40 pb	70 pb
Fiscalité et comptabilité	51,1 %	48,7 %	240 pb	40 pb	200 pb
3 grands secteurs pris collectivement	38,8 %	36,5 %	230 pb	20 pb	210 pb
Reuters News	3,9 %	6,5 %	(260) pb	(20) pb	(240) pb
Publications mondiales	34,6 %	39,4 %	(480) pb	50 pb	(530) pb
Charges liées au siège social	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Marge du BAIIA ajusté consolidé	32,5 %	25,0 %	750 pb	20 pb	730 pb
Charges d'exploitation consolidées	1 098	1 193	(8) %	-	(8) %
Résultat ajusté par action consolidé	0,54 \$	0,37 \$	46 %	3 %	43 %

- 1) Les pourcentages de croissance et les marges du BAIIA ajusté sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action consolidé, compte non tenu de l'effet du change¹⁾

(en millions de dollars américains, sauf les marges et les montants par action)	Exercices clos les 31 décembre				
	2020	2019	Total	Variation Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	1 001	895	12 %	–	12 %
Grandes sociétés	460	412	12 %	–	11 %
Fiscalité et comptabilité	330	318	4 %	(2) %	6 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 791	1 625	10 %	–	10 %
Reuters News	73	68	7 %	8 %	(1) %
Publications mondiales	242	294	(18) %	–	(18) %
Charges liées au siège social	(131)	(494)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté consolidé	1 975	1 493	32 %	–	32 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	39,5 %	36,8 %	270 pb	20 pb	250 pb
Grandes sociétés	33,7 %	31,5 %	220 pb	40 pb	180 pb
Fiscalité et comptabilité	39,5 %	37,6 %	190 pb	30 pb	160 pb
3 grands secteurs pris collectivement	37,8 %	35,4 %	240 pb	30 pb	210 pb
Reuters News	11,7 %	10,9 %	80 pb	90 pb	(10) pb
Publications mondiales	39,0 %	42,5 %	(350) pb	40 pb	(390) pb
Charges liées au siège social	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Marge du BAIIA ajusté consolidé	33,0 %	25,3 %	770 pb	10 pb	760 pb
Charges d'exploitation consolidées	3 999	4 413	(9) %	(1) %	(8) %
Résultat ajusté par action consolidé	1,85 \$	1,29 \$	43 %	–	43 %

- 1) Les pourcentages de croissance et les marges du BAIIA ajusté sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Annexe C

Renseignements sur Refinitiv

Au 31 décembre 2020, notre société détenait une participation de 45 % dans Refinitiv, qui constituait auparavant notre secteur Activités financières et risque entièrement détenu. Des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone détenaient une participation de 55 % dans Refinitiv. Nos résultats selon les IFRS comprennent notre quote-part de 45 % du résultat de Refinitiv dans un poste distinct de l'état consolidé du résultat net intitulé « Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ». Nos mesures non conformes aux IFRS, y compris le résultat ajusté, ne tiennent pas compte de la quote-part des résultats après impôt de Refinitiv et des autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Le tableau ci-dessous présente les principales données financières pour 100 % de Refinitiv pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, à la fois sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS. Refinitiv présente son information financière selon les PCGR des États-Unis et fournit un rapprochement avec les IFRS conformément aux méthodes comptables de Thomson Reuters. Un rapprochement entre ces mesures conformes aux IFRS et les mesures non conformes aux IFRS connexes est également présenté dans la présente annexe.

Le 29 janvier 2021, nous avons conclu, conjointement avec des fonds de capital-investissement liés à Blackstone, la vente de Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions.

Les informations qui suivent ont été fournies par Refinitiv et sont non auditées.

	Trimestres clos les 31 décembre				Exercices clos les 31 décembre			
				Variation				Variation
				Avant l'effet du change et compte non tenu des entreprises cédées				Avant l'effet du change et compte non tenu des entreprises cédées
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2020	2019	Total		2020	2019	Total	
Mesures conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 677	1 576	6 %	4 %	6 513	6 250	4 %	4 %
Perte nette	(329)	(77)			(1 137)	(1 278)		
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	354	256			1 287	733		
Dépenses d'investissement, moins le produit des cessions	109	94			584	513		
Dette aux 31 décembre 2020 et 2019					14 678	13 877		
Mesures non conformes aux IFRS								
BAIIA ajusté	665	553			2 539	2 208		
Marge du BAIIA ajusté	39,7 %	35,1 %			39,0 %	35,3 %		
Flux de trésorerie disponibles	233	147			669	106		

Les rapprochements suivants des mesures conformes aux IFRS et des mesures non conformes aux IFRS sont fondés sur les définitions des mesures non conformes aux PCGR de Refinitiv, qui diffèrent de celles qu'utilisait Thomson Reuters.

Rapprochement de la perte nette et du BAIIA ajusté

	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2020	2019	2020	2019
Perte nette	(329)	(77)	(1 137)	(1 278)
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Charge (produit) d'impôt	20	(92)	59	(114)
Charges financières	299	102	1 009	1 176
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	548	470	2 022	1 901
BAIIA	538	403	1 953	1 685
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	—	(1)	—	(2)
Autres pertes d'exploitation	40	22	94	2
Ajustements de juste valeur	(7)	4	23	49
Rémunération fondée sur des actions	10	11	36	53
Coûts liés à la transformation	84	114	433	421
BAIIA ajusté	665	553	2 539	2 208
Marge du BAIIA ajusté	39,7 %	35,1 %	39,0 %	35,3 %

Rapprochement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars américains)	2020	2019	2020	2019
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	354	256	1 287	733
Dépenses d'investissement, moins le produit des cessions	(109)	(94)	(584)	(513)
Autres activités d'investissement	-	-	1	1
Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(12)	(15)	(35)	(115)
Flux de trésorerie disponibles	233	147	669	106

Annexe D

Calcul du rendement du capital investi (« RCI »)

Le RCI correspond au bénéfice d'exploitation ajusté, déduction faite du montant net des impôts payés, exprimé en pourcentage du capital investi moyen de la période. Le capital investi représente les actifs d'exploitation nets qui contribuent au bénéfice d'exploitation ajusté, après impôt, ou qui en résultent.

L'information relative au calcul de notre RCI pour 2020 et 2019 est présentée dans le tableau ci-dessous.

(en millions de dollars américains)	2020	2019
Calcul du bénéfice d'exploitation ajusté, déduction faite de l'impôt		
Bénéfice d'exploitation	1 929	1 199
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :		
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	123	114
Ajustements de juste valeur	(10)	-
Autres profits d'exploitation, montant net	(736)	(423)
Bénéfice d'exploitation ajusté – activités poursuivies	1 306	890
Impôts décaissés sur les activités poursuivies, montant net	(52)	(268)
Bénéfice d'exploitation ajusté, déduction faite de l'impôt – activités poursuivies	1 254	622
Perte d'exploitation ajustée, déduction faite de l'impôt – activités abandonnées	(3)	(49)
Bénéfice d'exploitation ajusté, déduction faite de l'impôt – consolidé	1 251	573
Calcul du capital investi		
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 151	1 167
Charges payées d'avance et autres actifs courants	425	546
Immobilisations corporelles, montant net	545	615
Logiciels, montant net	830	900
Autres immobilisations incorporelles identifiables (à l'exclusion du cumul des amortissements)	6 020	6 007
Goodwill ¹⁾	4 996	4 875
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	(1 410)	(1 373)
Produits différés	(866)	(833)
Total du capital investi²⁾	11 691	11 904
Capital investi moyen	11 798	11 305
Rendement du capital investi	10,6 %	5,1 %

1) Le goodwill exclut l'incidence de l'impôt différé d'environ 1,0 G\$ en 2020 et en 2019, qui découle de la comptabilisation des acquisitions.

2) Le capital investi ne tient pas compte des autres actifs et passifs financiers, y compris la trésorerie et la dette, des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des autres actifs non courants, de l'impôt différé ni des provisions et autres passifs non courants, qui sont en grande partie composés d'obligations au titre des régimes à prestations définies.

Le RCI a progressé, passant de 5,1 % en 2019 à 10,6 % en 2020, essentiellement en raison de la hausse du bénéfice d'exploitation. En 2019, le RCI tenait compte de coûts et d'investissements non recouvrables et non récurrents de 370 M\$ en vue de repositionner notre société après la séparation de Refinitiv du reste de la société, d'impôts décaissés non récurrents de 180 M\$ et d'un montant de 49 M\$ au titre des activités abandonnées. Compte non tenu de ces éléments, le RCI s'est établi à 10,3 % pour 2019.

Nous mesurons le RCI afin d'évaluer, à long terme, notre capacité de créer de la valeur pour nos actionnaires. Nous cherchons à accroître ce rendement à long terme par l'utilisation de nos capitaux dans des secteurs à haut rendement et par l'accroissement de notre efficacité d'exploitation afin d'accroître notre rentabilité.

Annexe E

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction de faire des estimations et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Forcément, les estimations comptables seront rarement identiques aux résultats réels. Étant donné la grande incertitude quant à la durée et aux répercussions de la crise économique mondiale provoquée par la pandémie de COVID-19, certaines estimations et certains jugements formulés par la direction sont plus susceptibles de varier et pourraient changer de façon importante dans l'avenir. Les paragraphes suivants décrivent :

- les estimations et hypothèses les plus critiques formulées par la direction lors de l'établissement de la valeur des actifs et des passifs;
- les jugements les plus critiques de la direction dans l'application des méthodes comptables.

Estimations et hypothèses comptables critiques

Compte de correction de valeur pour créances douteuses et ajustements des ventes

Nous devons évaluer si nous pouvons recouvrer les créances clients. Par conséquent, nous établissons des comptes de correction de valeur pour les pertes estimatives qui découleraient des créances en souffrance et d'autres ajustements des ventes, en tenant compte de la solvabilité du client, des tendances économiques actuelles, de l'expérience passée et des pertes de crédit attendues. Si les recouvrements diffèrent des estimations, le résultat futur risque d'en être touché. Au 31 décembre 2020, les comptes de correction de valeur totalisaient 73 M\$, soit 6 % du solde des créances clients brutes, qui était de 1,2 G\$. Une augmentation des comptes de correction de valeur de l'ordre de 1 % des créances d'exploitation aurait fait baisser le résultat avant impôt d'environ 12 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Logiciels

Au 31 décembre 2020, les logiciels représentaient 0,8 G\$ du total de l'actif inscrit à l'état consolidé de la situation financière. Une partie importante des dépenses que nous engageons en continu a trait aux logiciels que nous mettons au point pour soutenir nos bases de données informatisées, nos systèmes de livraison et nos infrastructures internes, ainsi que, dans une moindre mesure, aux logiciels sous licence que la société accorde directement à ses clients. Au cours du processus de développement d'un logiciel, nous devons estimer la période prévue durant laquelle les avantages seront obtenus et établir ainsi la période d'amortissement des coûts incorporés à la valeur du logiciel. Les hypothèses tiennent compte de la durée avant l'obsolescence technologique, des pressions économiques, de la concurrence, de l'expérience passée et des plans d'affaires internes quant à l'utilisation des logiciels. En raison de l'évolution rapide de la technologie et de l'incertitude entourant le processus de développement d'un logiciel, les résultats futurs pourraient être touchés si l'évaluation que nous faisons aujourd'hui de nos projets de logiciels s'avère différente de la performance réelle.

Autres immobilisations incorporelles identifiables et goodwill

Au 31 décembre 2020, les autres immobilisations incorporelles identifiables et le goodwill représentaient 3,4 G\$ et 6,0 G\$, respectivement, du total de l'actif inscrit à l'état consolidé de la situation financière. Les autres immobilisations incorporelles identifiables et le goodwill résultent de regroupements d'entreprises. Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, selon laquelle la société doit identifier les immobilisations incorporelles acquises et leur attribuer une valeur et une durée d'utilité estimatives en fonction de leur juste valeur estimative. Le processus implique de nombreuses estimations et hypothèses significatives concernant les projections de flux de trésorerie, le risque économique et le coût moyen pondéré du capital. L'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est comptabilisé à titre de goodwill.

Après l'acquisition, nous soumettons les autres immobilisations incorporelles identifiables et le goodwill à des tests de dépréciation. Le résultat de ces tests dépend largement des plus récentes estimations et hypothèses à l'égard des projections de flux de trésorerie, du risque économique et du coût moyen pondéré du capital. Plus précisément, les projections de flux de trésorerie pourraient varier par suite d'une détérioration du contexte macroéconomique, y compris les répercussions potentielles de la réglementation sur nos clients, l'évolution des habitudes d'achat de nos clients et la concurrence. Notre hypothèse d'une croissance perpétuelle pourrait être modifiée du fait d'une variation des perspectives à long terme en matière d'inflation mondiale. De plus, le taux d'actualisation, le taux d'impôt et les multiples des produits des activités ordinaires ou du BAIIA utilisés dans les divers tests de dépréciation se fondent sur ceux de sociétés comparables, qui reflètent la conjoncture du marché et les lois fiscales en vigueur.

Si les événements ou résultats futurs diffèrent de manière défavorable des estimations et hypothèses formulées au moment de l'acquisition ou dans le cadre de tests de dépréciation effectués par la suite, la société pourrait devoir augmenter la dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et les pertes de valeur ultérieurement.

Nous avons effectué notre test de dépréciation annuel du goodwill en date du 1^{er} octobre 2020. Aucune perte de valeur du goodwill n'a été comptabilisée puisque la juste valeur estimative diminuée des coûts de sortie de chaque UGT dépassait sa valeur comptable de plus de 100 %. Nous avons effectué le test pour chaque groupe d'UGT auquel le goodwill avait été affecté et était surveillé par la direction à la date de réalisation du test. Les techniques d'évaluation, les principales hypothèses et les analyses de sensibilité appliquées dans le cadre du test de dépréciation du goodwill sont décrites ci-dessous.

Dans le cadre du test de dépréciation effectué en 2019, la juste valeur diminuée des coûts de sortie dépassait la valeur comptable de chaque UGT de plus de 100 %. Comme le permet IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, la société n'a pas estimé de nouveau la valeur recouvrable de ses UGT lors du test de dépréciation en 2020, car elle a conclu qu'aucun événement ou changement de situation n'indiquait que la valeur comptable de ces UGT pourrait ne pas être recouvrable. Même si Reuters News constituait une UGT en 2019, elle n'a pas fait l'objet d'un test de dépréciation annuel distinct, car elle ne comportait pas de goodwill. Cependant, une valeur recouvrable a été calculée pour Reuters News dans le cadre du test effectué en 2019 pour évaluer les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée. Les techniques d'évaluation, les principales hypothèses et les sensibilités décrites ci-dessous se rapportent aux valeurs recouvrables établies dans le cadre du test de dépréciation de 2019.

Techniques d'évaluation

Le choix et l'application des techniques d'évaluation, de même que la formulation des principales hypothèses, font appel à l'exercice du jugement. Il y a dépréciation du goodwill lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable. La valeur recouvrable correspond à la juste valeur diminuée des coûts de sortie de l'UGT ou à sa valeur d'utilité, si celle-ci est plus élevée. Comme ce fut le cas lors des tests de dépréciation antérieurs, la valeur recouvrable de chaque UGT se fonde sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie, estimée à l'aide de la moyenne pondérée de l'approche par le résultat et de l'approche par le marché. IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* définit la juste valeur comme une mesure fondée sur le marché, et non comme une mesure propre à l'entité. En conséquence, la juste valeur de l'UGT doit être déterminée à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient plutôt que de celles qui sont spécifiquement liées à nous. Plus particulièrement, les taux d'actualisation et les taux d'impôt utilisés selon l'approche par le résultat reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient. Aux fins du calcul de ces hypothèses, des données accessibles au public ont été recueillies pour des sociétés qui exercent des activités semblables à celles de chaque UGT, dont les principaux concurrents de la société. Puisque certaines données d'entrée ne sont pas des données de marché observables, l'évaluation de la valeur recouvrable de chaque UGT est classée au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Approche par le résultat

L'approche par le résultat fait appel aux flux de trésorerie futurs qu'une entreprise générera. Nous avons utilisé la méthode des flux de trésorerie actualisés, laquelle consiste à projeter les flux de trésorerie et à en établir la valeur actualisée. Le processus d'actualisation utilise un taux de rendement proportionnel au risque lié à l'entreprise et la valeur temporelle de l'argent. L'approche nécessite des hypothèses concernant le taux de croissance des produits des activités ordinaires, les marges d'exploitation, les dépenses d'investissement, les taux d'impôt et les taux d'actualisation.

Approche par le marché

L'approche par le marché suppose que les entreprises d'un même secteur d'activité partagent des caractéristiques similaires et que la valeur de ces entreprises traduit ces caractéristiques. Ainsi, une comparaison entre une UGT et des entreprises similaires dont l'information financière est publiée peut constituer une base raisonnable pour estimer la juste valeur. Selon l'approche par le marché, la juste valeur est calculée à l'aide de multiples de produits des activités ordinaires ou du BAIIA de sociétés de référence dont les activités sont comparables à celles de chaque UGT. Les données sur les sociétés de référence ont été obtenues à partir des informations publiées.

Principales hypothèses

Pondération des techniques d'évaluation

Nous avons pondéré uniformément les résultats des deux techniques d'évaluation susmentionnées comme suit : 60 % pour l'approche par le résultat et 40 % pour l'approche par le marché. Nous croyons qu'en raison de la volatilité des marchés financiers, il est plus approprié d'appliquer un coefficient de pondération plus élevé à l'approche par le résultat.

Projections de flux de trésorerie

Les projections de flux de trésorerie sont fondées sur notre budget interne. Nous avons projeté les flux de trésorerie sur une période de trois ans et avons appliqué un taux de croissance perpétuelle par la suite, comme le prescrit IAS 36. Lors de l'établissement des projections de flux de trésorerie pour la période de trois ans, nous avons pris en considération la croissance des produits des activités ordinaires et des coûts, de même que les dépenses d'investissement. Nous avons également tenu compte des résultats passés, des tendances économiques, comme la croissance du PIB et l'inflation, de même que des tendances du secteur et du marché. Les projections ont aussi pris en compte l'effet attendu des initiatives d'efficience, du lancement de nouveaux produits, des programmes de fidélisation de la clientèle et du degré de maturité des marchés sur lesquels chaque entreprise est présente.

Taux d'actualisation

Nous avons supposé un taux d'actualisation en vue de calculer la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (« CMPC ») de sociétés comparables œuvrant dans des secteurs d'activité similaires à celui de l'UGT concernée, sur la base des informations publiées. Le CMPC est une estimation du taux de rendement unifié requis pour les détenteurs de titres de capitaux propres et de titres de créance et sert de point de départ pour établir un taux d'actualisation approprié. Pour établir le CMPC, il faut analyser séparément le coût des capitaux propres et le coût des titres de créance. Le coût des capitaux propres reflète le taux d'intérêt sans risque à long terme des bons du Trésor des États-Unis et tient compte d'une prime de risque fondée sur les risques auxquels sont exposés les flux de trésorerie projetés de chaque UGT.

Des taux d'actualisation moins élevés ont été appliqués aux UGT dont les flux de trésorerie devraient être moins volatils en raison de certains facteurs, par exemple le degré de maturité des marchés qu'elles servent et leur position sur ces marchés. Des taux d'actualisation plus élevés ont été appliqués aux UGT dont les flux de trésorerie devraient être plus volatils en raison de la concurrence et de leur présence sur des marchés géographiques moins stables.

Taux d'impôt

Les taux d'impôt appliqués aux projections étaient fondés sur les taux d'impôt effectifs de sociétés comparables œuvrant dans des secteurs d'activité similaires à celui de l'UGT concernée, sur la base des informations publiées, ou sur les taux d'impôt prévus par la loi. Les hypothèses fiscales sont sensibles à l'évolution des lois fiscales et des changements dans les territoires où le résultat est dégagé.

Le tableau suivant indique les principales hypothèses retenues pour le test de dépréciation, par UGT :

Unité génératrice de trésorerie	Taux de croissance perpétuelle ¹⁾	Taux d'actualisation	Taux d'impôt
Professionnels du droit	2,5 %	7,0 %	25,6 %
Grandes sociétés	2,5 %	8,0 %	25,9 %
Fiscalité et comptabilité	3,0 %	8,5 %	26,8 %
Reuters News	2,5 %	9,0 %	20,8 %
Publications mondiales	(4,4) %	9,0 %	25,8 %

1) Le taux de croissance perpétuelle s'applique au dernier exercice couvert par les projections de flux de trésorerie.

Résultats et sensibilités

La juste valeur de chaque UGT était supérieure de plus de 100 % à sa valeur comptable. Par conséquent, l'analyse de sensibilité a indiqué qu'aucune modification raisonnablement possible des hypothèses portant sur le taux de croissance perpétuelle, sur le taux d'actualisation ou sur l'impôt sur le résultat ne ferait en sorte que la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable.

Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et bons de souscription connexes

Les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence représentaient 1,1 G\$ du total de l'actif de l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020 et étaient composées principalement de notre ancienne participation de 45 % dans Refinitiv. La valeur comptable des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence fait l'objet d'un test de dépréciation chaque fois que des événements ou des changements de situation indiquent qu'elle pourrait ne pas être recouvrable et chaque date de clôture afin de relever d'éventuels indices de dépréciation. En outre, les modalités de notre ancienne participation dans Refinitiv comprenaient des bons de souscription qui prévoyaient un échange potentiel de valeur entre les fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone et notre société lors d'un premier appel à l'épargne (« PAPE ») ou d'un changement de contrôle de Refinitiv, selon la valeur de Refinitiv à cette date. Ces bons de souscription constituaient un instrument dérivé qui était comptabilisé à la juste valeur chaque date de clôture.

Le 1^{er} août 2019, la société a convenu, conjointement avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, de vendre Refinitiv à LSEG selon une valeur qui dépassait considérablement la valeur comptable de notre investissement. La vente de Refinitiv à LSEG a été conclue le 29 janvier 2021 (se reporter à la rubrique « Résumé – Vente de Refinitiv à LSEG » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements), mais cet événement n'a pas été considéré comme un événement postérieur à la clôture nécessitant un ajustement à l'évaluation des bons de souscription au 31 décembre 2020. La valeur des bons de souscription au 31 décembre 2020 rendait compte de la conclusion d'une entente définitive visant la vente de l'entreprise Refinitiv le 1^{er} août 2019. Ainsi, la valeur à chacune des dates a été établie essentiellement en fonction du nombre d'actions supplémentaires de Refinitiv auquel la société avait un droit contractuel à la clôture et du cours de l'action de LSEG le 31 décembre 2020. L'évaluation tenait aussi compte (sur une base moyenne pondérée) de différentes issues selon la probabilité que la clôture de la transaction envisagée ait lieu, établie selon un modèle de simulation Monte-Carlo, qui nécessitait les principales données d'entrée suivantes : la valeur nette réelle estimée de Refinitiv; la structure du capital de Refinitiv; la volatilité attendue; le taux de rendement sans risque; les dividendes ou distributions annuels; ainsi que les hypothèses concernant le moment de la survenance d'un événement de liquidité.

Au 31 décembre 2020, la société détenait d'autres placements totalisant 0,2 G\$ répartis dans divers secteurs, notamment les secteurs de l'immobilier, de la technologie et des médias, qui pourraient perdre de leur valeur dans l'avenir en raison de la conjoncture économique.

Avantages du personnel

Nous offrons des régimes à prestations définies qui procurent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi à l'intention des membres du personnel couverts. Le calcul de la charge de retraite liée aux avantages du personnel fait appel à des hypothèses, notamment le taux d'actualisation utilisé pour évaluer le coût des services, les obligations au titre des régimes et le montant net du produit (de la charge) d'intérêts sur l'actif (obligation) net du régime. Les autres hypothèses importantes comprennent la mortalité prévue, le taux attendu d'augmentation des salaires et des versements de prestations de même que le taux d'évolution du coût des soins de santé. Étant donné que le calcul de la charge et des obligations liées aux avantages du personnel nécessite de nombreuses hypothèses, les valeurs établies lors du processus d'évaluation actuarielle comportent un élément d'incertitude. Les résultats réels différeront des résultats estimatifs découlant de ces hypothèses. Au 31 décembre 2020, nous avons modifié notre principal régime à prestations définies de sorte que les employés cesseront d'accumuler des prestations à compter du 1^{er} janvier 2023. Par suite de cette modification, la société n'aura plus besoin de formuler des hypothèses concernant la rémunération future après cette date.

Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation est fondé sur les taux d'intérêt en vigueur sur le marché des titres de créance à taux fixe et de première qualité, taux qui ont été ajustés pour tenir compte de la durée des sorties de trésorerie futures attendues au titre des prestations de retraite. Pour estimer le taux d'actualisation, nous avons utilisé une courbe de rendement hypothétique représentative des taux de rendement des obligations à coupon zéro de première qualité dont la durée coïncide avec celle des paiements futurs attendus liés à l'obligation au titre des prestations. Pour le régime de retraite collectif de Thomson Reuters et le régime de retraite de Thomson Corporation PLC, collectivement, une variation à la hausse ou à la baisse de 0,25 % du taux d'actualisation aurait entraîné une baisse ou une hausse d'environ 160 M\$ des obligations au titre des prestations définies au 31 décembre 2020.

Taux d'inflation, hausse des salaires et prestations de retraite

Le taux d'inflation, qui a une incidence sur la hausse des prestations de retraite admissibles au Royaume-Uni, a été établi par rapport à l'indice des prix à la consommation et au détail. Pour le régime de retraite de Thomson Corporation PLC, une variation à la hausse ou à la baisse de 0,25 % des hypothèses concernant le taux d'augmentation des versements de prestation aurait entraîné une baisse ou une hausse d'environ 25 M\$ des obligations au titre des prestations définies. Étant donné le gel du régime de retraite collectif de Thomson Reuters à compter du 1^{er} janvier 2023, l'hypothèse relative au taux d'augmentation des salaires n'a plus d'incidence importante sur l'analyse de sensibilité des obligations au titre des prestations définies.

Évolution des coûts médicaux

Le calcul de l'évolution des coûts médicaux repose sur l'expérience actuarielle relative aux demandes de prestations médicales de la société, ainsi que sur une projection des coûts médicaux sur les périodes à venir. Le taux moyen d'évolution des coûts médicaux retenu pour 2020 est de 7,5 %, et diminue graduellement pour atteindre 4,8 % en 2032. Une hausse ou une baisse de 1 % du taux d'évolution des coûts médicaux aurait fait augmenter ou baisser d'environ 6 M\$ les obligations au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite au 31 décembre 2020.

Hypothèses de mortalité

Les hypothèses de mortalité ayant servi à l'évaluation des obligations au titre des prestations définies au 31 décembre 2020 sont fondées sur ce qui suit :

- Régime de retraite collectif de Thomson Reuters : table Pri-2012/table de mortalité MP-2020;
- Régime de retraite de Thomson Corporation PLC : tables de projections des indemnités en fonction des particularités démographiques et de l'amélioration de l'espérance de vie (*SAPS S3 Light Tables*).

Pour le régime de retraite collectif de Thomson Reuters et le régime de retraite de Thomson Corporation PLC pris dans leur ensemble, une augmentation d'une année de l'espérance de vie dans tous les groupes d'âge aurait fait augmenter d'environ 100 M\$ l'obligation au titre des prestations définies au 31 décembre 2020.

Impôt sur le résultat

Nous comptabilisons une charge d'impôt pour chaque territoire où nous exerçons nos activités. Nos estimations et nos hypothèses concernant les prix et les valeurs utilisés pour la comptabilisation d'opérations intragroupe ont une incidence sur cette charge d'impôt. Le montant réel de la charge d'impôt n'est connu en définitive qu'après que la déclaration fiscale a été soumise et que les autorités fiscales l'ont acceptée, c'est-à-dire après la publication des états financiers. En outre, pour estimer la charge d'impôt, nous tenons compte de la probabilité de recouvrer les actifs d'impôt différé en évaluant notre capacité à imputer les déductions fiscales futures sous-jacentes, avant leur expiration, aux bénéfices imposables futurs. L'estimation se fonde sur les réglementations fiscales en vigueur et sur les bénéfices imposables futurs estimatifs. Si les estimations différaient de la déclaration fiscale définitive, le résultat d'une période ultérieure pourrait être touché.

Pour les périodes intermédiaires, la charge d'impôt se fonde sur une estimation du résultat qui sera dégagé, pour l'ensemble de l'exercice pour chaque territoire. Les taux d'impôt effectifs annuels moyens estimatifs sont évalués de nouveau à la fin de chaque période intermédiaire. Si les prévisions diffèrent des résultats réels, les ajustements sont comptabilisés dans les périodes ultérieures.

Nous comptabilisons des actifs d'impôt différé se rapportant au transfert intersociétés de certaines activités. La détermination de ces actifs d'impôt différé impose à la direction de formuler des estimations et des hypothèses importantes concernant la juste valeur des activités connexes. Les estimations critiques comprennent notamment les prévisions internes de produits et de charges et les taux d'actualisation, tandis que les hypothèses critiques portent sur les conditions macroéconomiques et les lois fiscales en vigueur. Les taux d'actualisation utilisés pour réduire les flux de trésorerie futurs prévus à leur valeur actualisée selon la méthode fondée sur les résultats proviennent d'une analyse du coût moyen pondéré du capital et sont ajustés pour tenir compte des risques inhérents aux flux de trésorerie. Bien que nous soyons d'avis que nos hypothèses et estimations sont raisonnables et appropriées, elles reposent en partie sur l'expérience passée et sont par nature incertaines. Des événements et des circonstances imprévus pourraient différer de façon défavorable de nos hypothèses et estimations, ce qui pourrait amener la société à réduire ses actifs d'impôt différé dans les périodes ultérieures.

Pour 2020, le taux d'impôt effectif sur le bénéfice lié aux activités poursuivies était de 5,8 %. Pour 2019, le taux d'impôt effectif sur le bénéfice lié aux activités poursuivies était négligeable en raison de l'incidence du produit d'impôt de 1,2 G\$ lié à la restructuration de certaines activités à l'étranger. Une hausse de 1 % du taux d'impôt effectif aurait fait augmenter la charge d'impôt de 2020 et diminuer le bénéfice lié aux activités poursuivies d'environ 12 M\$.

Jugements critiques pour l'application des méthodes comptables

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Afin de déterminer la façon de comptabiliser adéquatement les produits des activités ordinaires, la direction doit évaluer si les différents produits et services compris dans des contrats constituent ou non des obligations de prestation distinctes devant être comptabilisées séparément ou s'ils doivent être comptabilisés collectivement. À cette fin, la direction se demande, par exemple, si nous vendons régulièrement un bien ou un service séparément ou si les biens ou services sont étroitement liés. La direction doit également déterminer le prix de vente distinct pour chacune des obligations de prestation. Habituellement, nous avons plus d'un prix de vente distinct pour nos différents produits et services en raison de la stratification de notre offre selon les clients. En conséquence, la direction détermine le prix de vente distinct en tenant compte de la conjoncture du marché et d'autres facteurs, notamment la valeur de nos contrats, le produit ou le service vendu, le marché du client, l'emplacement géographique ainsi que le nombre et le type d'utilisateurs pour chaque contrat. Enfin, la direction doit aussi estimer la durée sur laquelle doivent être amortis les actifs découlant des coûts marginaux associés à la conclusion d'un contrat. Comme la direction estime que cette durée correspond à la période pendant laquelle un client tire des avantages de la technologie qui existe dans le produit ou le service sous-jacent, ce jugement est étroitement lié à l'établissement de la période d'amortissement des logiciels.

Positions fiscales incertaines

Nous sommes assujettis à l'impôt s'appliquant sur de nombreux territoires, et nous faisons régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales dans le cours normal des activités. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, les autorités fiscales pouvant contester certaines positions et proposer des ajustements ou des changements à nos déclarations fiscales. En conséquence, nous maintenons des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à notre avis, reflètent de façon appropriée les risques visant la société. Ces provisions sont établies à l'aide de nos estimations les plus probables du montant à payer, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, nous calculons la valeur attendue afin de déterminer le montant de nos provisions. Nous réévaluons ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour voir si le montant est suffisant et les ajustons en fonction de l'évolution des faits et des circonstances. En raison de l'incertitude entourant les contrôles fiscaux, il se peut qu'un passif découlant de ces contrôles ou d'un litige connexe diffère de façon importante de nos provisions. Lorsque le règlement définitif d'un enjeu fiscal donne lieu à un montant d'impôt différent de la charge d'impôt comptabilisée initialement, l'écart est comptabilisé dans la charge d'impôt de la période du règlement définitif. Au 31 décembre 2020, le passif associé aux positions fiscales incertaines s'élevait à 228 M\$ et était principalement comptabilisé au poste « Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions » de l'état consolidé de la situation financière.

Actifs d'impôt différé non comptabilisés

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables, auxquels les différences temporaires pourront être imputées, seront disponibles, et ils sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable que des bénéfices imposables suffisants seront disponibles pour recouvrer la totalité ou une partie des actifs d'impôt différé. Pour évaluer les actifs d'impôt différé, la direction doit formuler des jugements afin d'évaluer les bénéfices imposables futurs et l'issue probable des contrôles fiscaux dans les différents territoires. Au 31 décembre 2020, nous avons comptabilisé des actifs d'impôt différé de 1 801 M\$ et présenté des actifs d'impôt différé non comptabilisés de 1 188 M\$ à la note 23 de nos états financiers consolidés annuels de 2020.

Annexe F

Principales informations annuelles

Le tableau suivant est une synthèse des principales informations annuelles pour 2020, 2019 et 2018.

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Exercices clos les 31 décembre		
	2020	2019	2018
Données tirées de l'état consolidé du résultat net en IFRS			
Produits des activités ordinaires	5 984	5 906	5 501
Bénéfice d'exploitation	1 929	1 199	780
Bénéfice lié aux activités poursuivies	1 149	1 570	164
(Perte) bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(27)	(6)	3 859
Bénéfice net	1 122	1 564	4 023
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	1 122	1 564	3 933
Résultat de base par action lié aux activités poursuivies	2,31 \$	3,13 \$	0,25 \$
Résultat de base par action lié aux activités abandonnées	(0,06) \$	(0,01) \$	5,64 \$
Résultat de base par action	2,25 \$	3,12 \$	5,89 \$
Résultat dilué par action lié aux activités poursuivies	2,30 \$	3,12 \$	0,24 \$
Résultat dilué par action lié aux activités abandonnées	(0,05) \$	(0,01) \$	5,64 \$
Résultat dilué par action	2,25 \$	3,11 \$	5,88 \$
Données tirées de l'état consolidé de la situation financière en IFRS			
Total de l'actif	17 881	17 295	17 018
Total des passifs financiers non courants ¹⁾	3 996	2 932	3 292
Données sur les dividendes			
Dividendes par action ordinaire de Thomson Reuters Corporation (\$ US)	1,52 \$	1,44 \$	1,385 \$
Dividendes par action privilégiée de série II de Thomson Reuters Corporation (\$ CA)	0,49 \$ CA	0,69 \$ CA	0,63 \$ CA

1) Comprend la dette à long terme et les autres passifs financiers classés comme non courants dans notre état consolidé de la situation financière.

Produits des activités ordinaires – Ils ont augmenté au cours de la période de trois ans en raison de la croissance des produits récurrents attribuables à nos secteurs orientés clients Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité ainsi qu'aux nouveaux produits des activités ordinaires dégagés par le secteur Reuters News, du fait qu'il fournit des nouvelles et du contenu éditorial à Refinitiv depuis le 1^{er} octobre 2018. Les produits du secteur Publications mondiales et les produits tirés des transactions ont diminué au cours de la période de trois ans. Les mouvements du change ont eu une incidence légèrement défavorable sur la croissance des produits des activités ordinaires au cours de la période.

Bénéfice d'exploitation – Il a augmenté en 2020 en raison de la baisse des coûts liés au repositionnement de notre société en 2019 après la clôture de la transaction du secteur Activités financières et risque et de nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19 en 2020. Un profit important à la vente d'une participation et un profit lié à la modification d'un régime de retraite ont aussi favorisé le bénéfice d'exploitation de 2020. Pour 2020 et 2019, le bénéfice d'exploitation tenait compte de l'avantage lié à la réévaluation des bons de souscription que nous détenions dans Refinitiv relativement à la vente de Refinitiv à LSEG. Pour 2019 et 2018, il tenait compte d'importants coûts et investissements visant à repositionner Thomson Reuters après la séparation de Refinitiv du reste de la société.

Bénéfice lié aux activités poursuivies – Il a diminué en 2020, car il tenait compte en 2019 d'un produit d'impôt différé de 1,2 G\$ lié à la restructuration de certaines activités à l'étranger. Le bénéfice lié aux activités poursuivies pour la période de trois ans reflétait aussi la variation du bénéfice d'exploitation et notre quote-part de la perte après impôt de notre ancienne participation de 45 % dans Refinitiv depuis le 1^{er} octobre 2018.

(Perte) bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt – Il tenait compte d'un profit de 3,4 G\$ à la vente d'une participation de 55 % dans notre secteur Activités financières et risque en 2018.

Total de l'actif – Il a progressé en 2020 en raison surtout de la hausse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, attribuable au produit net de la vente d'une participation et de l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

Total des passifs financiers non courants – Il a augmenté en 2020 en raison des billets à long terme que nous avons émis en mai 2020.

Annexe G

Données trimestrielles (non audité)

Le tableau qui suit présente un résumé de nos résultats d'exploitation consolidés pour les huit trimestres les plus récents.

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les							
	31 déc. 2020	30 sept. 2020	30 juin 2020	31 mars 2020	31 déc. 2019	30 sept. 2019	30 juin 2019	31 mars 2019
Produits des activités ordinaires	1 616	1 443	1 405	1 520	1 583	1 413	1 423	1 487
Bénéfice d'exploitation	956	318	365	290	216	262	447	274
Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies	587	240	131	191	1 321	(72)	207	114
(Perte) bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(25)	1	(5)	2	3	28	(27)	(10)
Bénéfice (perte) net	562	241	126	193	1 324	(44)	180	104
Bénéfice (perte) attribuable aux actionnaires ordinaires	562	241	126	193	1 324	(44)	180	104
Résultat de base par action								
Lié aux activités poursuivies	1,18 \$	0,48 \$	0,26 \$	0,38 \$	2,64 \$	(0,14) \$	0,41 \$	0,23 \$
Lié aux activités abandonnées	(0,05)	-	(0,01)	0,01	0,01	0,05	(0,05)	(0,02)
	1,13 \$	0,48 \$	0,25 \$	0,39 \$	2,65 \$	(0,09) \$	0,36 \$	0,21 \$
Résultat dilué par action								
Lié aux activités poursuivies	1,18 \$	0,48 \$	0,26 \$	0,38 \$	2,63 \$	(0,14) \$	0,41 \$	0,22 \$
Lié aux activités abandonnées	(0,05)	-	(0,01)	0,01	0,01	0,05	(0,05)	(0,02)
	1,13 \$	0,48 \$	0,25 \$	0,39 \$	2,64 \$	(0,09) \$	0,36 \$	0,20 \$

Produits des activités ordinaires – Nos produits des activités ordinaires sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats. Toutefois, nos produits des activités ordinaires peuvent varier d'un trimestre à l'autre en fonction des lancements de produits fiscaux, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Les produits des activités ordinaires du deuxième trimestre de 2020 ont subi l'incidence défavorable des retards dans l'expédition de documents imprimés et du moment de la comptabilisation des produits liés au logiciel Pay-Per-Return dans notre secteur Fiscalité et comptabilité, ce qui s'explique dans les deux cas par la pandémie de COVID-19. Les mouvements du change ont eu une légère incidence défavorable sur nos produits des activités ordinaires pour la majeure partie de la période de huit trimestres. Les acquisitions ont eu une incidence favorable sur les produits des activités ordinaires du troisième trimestre de 2019, au cours duquel nous avons fait l'acquisition de HighQ et de Confirmation, mais cette incidence a été en partie contrebalancée par la perte de produits tirés de certaines entreprises que nous avons vendues.

Bénéfice d'exploitation – Notre bénéfice d'exploitation est aussi habituellement peu touché par le caractère saisonnier, la majorité de nos charges d'exploitation étant fixes. En conséquence, lorsque nos produits des activités ordinaires s'accroissent, nous devenons plus rentables et, inversement, lorsqu'ils diminuent, nous sommes moins rentables. En 2020, le bénéfice d'exploitation a été favorisé par la diminution des coûts résultant de l'achèvement du repositionnement de notre société en 2019 à la suite de la clôture de la transaction du secteur Activités financières et risque en octobre 2018 et, à compter du deuxième trimestre de 2020, par nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19. Au quatrième trimestre de 2020, le bénéfice d'exploitation a aussi été favorisé par un profit important à la vente d'une participation et un profit lié à la modification d'un régime de retraite. En 2019, les coûts et investissements visant à repositionner notre société ont eu une incidence importante sur le bénéfice d'exploitation. Au troisième trimestre de 2019, l'important profit découlant de la réévaluation des bons de souscription que nous détenions dans notre ancienne participation dans Refinitiv que nous détenions a aussi eu une incidence favorable sur le bénéfice d'exploitation.

Bénéfice net – L'augmentation du bénéfice net au quatrième trimestre de 2019 est attribuable à un produit d'impôt différé de 1,2 G\$ lié à la restructuration de certaines activités à l'étranger.

Annexe H

Information financière complémentaire sur les garants

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière sommaire en lien avec la garantie intégrale et inconditionnelle accordée par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation (appelées les « filiales garantes »), à l'égard de tout titre d'emprunt émis par TR Finance LLC aux termes d'un acte de fiducie qui sera conclu entre Thomson Reuters Corporation, TR Finance LLC, les filiales garantes, Société de fiducie Computershare du Canada et Deutsche Bank Trust Company Americas. TR Finance LLC est une filiale indirecte en propriété exclusive de Thomson Reuters Corporation et a été constituée aux seules fins d'émettre des titres d'emprunt. TR Finance LLC n'a aucun actif ou passif d'importance, aucune filiale ni aucune activité commerciale qui lui est propre. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière résumée pour les éléments suivants :

- la société mère – à savoir Thomson Reuters Corporation, propriétaire direct ou indirect de l'ensemble de ses filiales;
- la filiale émettrice – à savoir TR Finance LLC;
- les filiales garantes, prises collectivement;
- les filiales non garantes – à savoir les autres filiales de Thomson Reuters Corporation qui ne garantissent pas les titres d'emprunt de TR Finance LLC, prises collectivement;
- les éliminations – à savoir les ajustements de consolidation;
- Thomson Reuters, après consolidation.

Les filiales garantes mentionnées ci-dessus comprennent les filiales en propriété exclusive indirecte consolidées suivantes de Thomson Reuters Corporation :

- Thomson Reuters Applications Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Fiscalité et comptabilité et Grandes sociétés de la société;
- Thomson Reuters (Tax & Accounting) Inc., qui exerce ses activités dans le secteur Fiscalité et comptabilité de la société;
- West Publishing Corporation, qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Publications mondiales de la société.

Aux fins des tableaux de consolidation de l'information financière sommaire, Thomson Reuters Corporation comptabilise ses placements dans des filiales selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque les filiales sont membres d'un groupe consolidé aux fins des déclarations d'impôt, Thomson Reuters Corporation répartit la charge d'impôt conformément à l'entente de partage d'impôt, notamment en appliquant la méthode du pourcentage, selon laquelle les membres du groupe consolidé sont remboursés pour les pertes qu'ils subissent, peu importe s'ils ont la possibilité d'utiliser ces pertes de manière distincte. Nous estimons que cette répartition constitue une façon systématique et rationnelle de répartir les soldes d'impôt. Les ajustements nécessaires pour consolider les résultats de la société mère, des filiales garantes et des filiales non garantes sont reflétés dans la colonne « Éliminations ».

Ce mode de présentation ne vise à présenter la situation financière de Thomson Reuters Corporation et ses résultats d'exploitation à nulle autre fin que pour se conformer aux exigences de communication de l'information sur les garants. Les données présentées doivent être lues conjointement avec nos états financiers consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, ainsi qu'avec le présent rapport de gestion de 2020, qui figurent tous dans le présent rapport annuel.

Les tableaux de consolidation de l'information financière résumée ci-après sont fournis conformément aux exigences de l'article 13.4 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue qui porte sur les dispenses en faveur de certains émetteurs bénéficiant de soutien au crédit. Thomson Reuters Corporation a aussi choisi de fournir de l'information financière complémentaire conformément à l'article 13 de la Réglementation S-X, dans sa version adoptée par la SEC le 2 mars 2020 et qui figure dans le communiqué de la SEC n° 33-10762.

Les tableaux de consolidation de l'information financière sommaire ci-après ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'IASB et n'ont pas été audités.

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Exercice clos le 31 décembre 2020					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	4 222	3 215	(1 453)	5 984
Charges d'exploitation	(12)	-	(3 680)	(1 760)	1 453	(3 999)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(74)	(110)	-	(184)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(23)	(465)	3	(485)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(53)	(70)	-	(123)
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	-	-	(14)	750	-	736
(Perte) bénéfice d'exploitation	(12)	-	378	1 560	3	1 929
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(155)	-	(1)	(39)	-	(195)
Autres produits (charges) financiers	19	-	(1)	12	-	30
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	111	-	(51)	(60)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(37)	-	325	1 473	3	1 764
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(544)	-	(544)
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	1 159	-	18	245	(1 422)	-
(Charge) produit d'impôt	-	-	(77)	6	-	(71)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	1 122	-	266	1 180	(1 419)	1 149
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	(3)	(24)	-	(27)
Bénéfice net	1 122	-	263	1 156	(1 419)	1 122
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	1 122	-	263	1 156	(1 419)	1 122

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Exercice clos le 31 décembre 2019					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	4 156	3 035	(1 285)	5 906
Charges d'exploitation	(12)	-	(3 640)	(2 046)	1 285	(4 413)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(79)	(75)	-	(154)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(26)	(426)	3	(449)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(67)	(47)	-	(114)
Autres profits d'exploitation, montant net	-	-	10	422	(9)	423
(Perte) bénéfice d'exploitation	(12)	-	354	863	(6)	1 199
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(156)	-	(3)	(4)	-	(163)
Autres (charges) produits financiers	(84)	-	1	18	-	(65)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	382	-	(22)	(360)	-	-
Bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	130	-	330	517	(6)	971
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(599)	-	(599)
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	1 434	-	6	306	(1 746)	-
(Charge) produit d'impôt	-	-	(24)	1 222	-	1 198
Bénéfice lié aux activités poursuivies	1 564	-	312	1 446	(1 752)	1 570
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(6)	-	(6)
Bénéfice net	1 564	-	312	1 440	(1 752)	1 564
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	1 564	-	312	1 440	(1 752)	1 564

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars américains)	31 décembre 2020					Données consolidées
	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	-	359	1 425	-	1 787
Créances clients et autres créances d'exploitation	1	-	735	415	-	1 151
Créances d'exploitation intragroupe	3 406	-	245	3 298	(6 949)	-
Autres actifs financiers	-	-	5	607	-	612
Charges payées d'avance et autres actifs courants	1	-	212	212	-	425
Actifs courants	3 411	-	1 556	5 957	(6 949)	3 975
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	241	304	-	545
Logiciels, montant net	-	-	12	821	(3)	830
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	1 150	2 277	-	3 427
Goodwill	-	-	3 731	2 245	-	5 976
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	1 136	-	1 136
Autres actifs non courants	101	-	132	555	-	788
Créances d'exploitation intragroupe	245	-	-	778	(1 023)	-
Placements dans des filiales	12 854	-	175	4 056	(17 085)	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 204	-	1 204
Total de l'actif	16 611	-	6 997	19 333	(25 060)	17 881
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	39	-	422	949	-	1 410
Produits différés	-	-	611	255	-	866
Dettes d'exploitation intragroupe	2 617	-	681	3 651	(6 949)	-
Autres passifs financiers	200	-	19	157	-	376
Passifs courants	2 856	-	1 733	5 012	(6 949)	2 652
Dette à long terme	3 772	-	-	-	-	3 772
Provisions et autres passifs non courants	3	-	72	1 008	-	1 083
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	245	(1 023)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	183	211	-	394
Total du passif	6 631	-	2 766	6 476	(7 972)	7 901
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	9 980	-	4 231	12 857	(17 088)	9 980
Total du passif et des capitaux propres	16 611	-	6 997	19 333	(25 060)	17 881

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars américains)	31 décembre 2019					Données consolidées
	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	-	169	651	-	825
Créances clients et autres créances d'exploitation	1	-	749	417	-	1 167
Créances d'exploitation intragroupe	3 289	-	440	2 699	(6 428)	-
Autres actifs financiers	-	-	6	527	-	533
Charges payées d'avance et autres actifs courants	1	-	194	351	-	546
Actifs courants	3 296	-	1 558	4 645	(6 428)	3 071
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	272	343	-	615
Logiciels, montant net	-	-	47	859	(6)	900
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	1 203	2 315	-	3 518
Goodwill	-	-	3 658	2 195	-	5 853
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	1 551	-	1 551
Autres actifs non courants	-	-	124	487	-	611
Créances d'exploitation intragroupe	283	-	-	778	(1 061)	-
Placements dans des filiales	11 605	-	27	4 025	(15 657)	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 176	-	1 176
Total de l'actif	15 184	-	6 889	18 374	(23 152)	17 295
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dette courante	578	-	-	1	-	579
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	44	-	484	845	-	1 373
Produits différés	-	-	583	250	-	833
Dettes d'exploitation intragroupe	2 031	-	668	3 729	(6 428)	-
Autres passifs financiers	262	-	19	153	-	434
Passifs courants	2 915	-	1 754	4 978	(6 428)	3 219
Dette à long terme	2 676	-	-	-	-	2 676
Provisions et autres passifs non courants	33	-	82	1 149	-	1 264
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	283	(1 061)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	223	353	-	576
Total du passif	5 624	-	2 837	6 763	(7 489)	7 735
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	9 560	-	4 052	11 611	(15 663)	9 560
Total du passif et des capitaux propres	15 184	-	6 889	18 374	(23 152)	17 295

TABLEAU DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Exercice clos le 31 décembre 2020						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(64)	-	474	1 335	-	1 745
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(61)	-	(30)	118	(165)	(138)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	123	-	(254)	(678)	165	(644)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des découverts bancaires	(2)	-	190	775	-	963
Exercice clos le 31 décembre 2019						
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	258	-	305	139	-	702
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	5 943	-	605	(1 021)	(6 911)	(1 384)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(6 202)	-	(745)	(1 165)	6 911	(1 201)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des découverts bancaires	(1)	-	165	(2 047)	-	(1 883)